

cahiers

LEON TROTSKY



LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN INDE ET À CEYLAN

- Charles W. Ervin Le trotskysme en Inde
Kumari Jayawardene L'origine du Lanka Sama Samaja Party
Y.R. Amarasinghe La scission des samasamajistes
Meryl Fernando Le Lanka Sama Samaja Party de 1939 à 1960

61

février 1998

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 61

Février 1998

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN INDE ET A CEYLAN

Présentation 3

ARTICLES ET ETUDES

Charles W. Ervin — Le Trotskysme en Inde 5

Kumari Jayawardene — Le contexte de la formation du Lanka
Sama Samaja Party 35

Y.R. Amarasinghe — La scission des samasamajistes 67

Meryl Fernando — Le LSSP de 1939 à 1960 83

DOCUMENTS

Manifeste du LSSP 99

Leslie Goonewardene — La IIIe Internationale condamnée 105

LES DÉPARTS

— Julien Brassamin	117
— Cornelius Castoriadis	117
— Fernand Ducimetière	119
— René Ducimetière	119
— Pierre Eggenschwiller	120
— Pierre Lanneret	121
— David Rousset	122
— Loutfallah Soliman	123
— Murry Weiss	125

Photo de couverture : Manifestation à Calcutta

Présentation

Ce numéro est la preuve que nous émergeons de notre crise. Il est aussi un élément tangible de la solidarité de nos camarades de *Revolutionary History* qui nous ont aidés à sortir de l'ornière en mettant à notre disposition des textes excellents.

Un lecteur nous a réclamé un numéro spécial sur le trotskysme en Inde et à Ceylan. Il y aura au moins un de nos lecteurs satisfait. La bataille n'est pas cependant définitivement gagnée.

Pour cela il faut que tous les abonnés en fin d'abonnement se réabonnent ce qui sauvera la situation présente. Si tous parvenaient à faire un abonnement supplémentaire parmi leurs amis, camarades, collègues, l'avenir de notre revue serait assuré pour longtemps — à la grande joie de nos camarades de l'ex-URSS pour qui sa lecture est précieuse et qui ne peuvent le recevoir que si nous avons beaucoup d'abonnements : eux ne peuvent en effet payer, quel que soit leur désir de le faire, et comptent sur votre aide à vous.

Merci d'avance.

Charles Wesley Ervin

Le trotskysme en Inde 1942-1948

L'histoire du mouvement trotskyste en Inde n'a jamais été faite correctement. Généralement, le Bolshevik Leninist Party of India (BLPI), la section de la IVe Internationale de 1942 à 1948, est traitée comme un épisode mineur de l'histoire du Lanka Sama Samaja Party (LSSP) de Ceylan (aujourd'hui Sri Lanka). Si on se reporte aux publications du mouvement trotskyste international, on découvre qu'il y a assez de matériaux du BLPI pour dissiper le mythe selon lequel il ne fut qu'un appendice du LSSP. En fait la IVe Internationale était très fière et enthousiaste des réalisations du BLPI.

Quoique un parti petit dans un vaste pays multinational, le BLPI était bien doté en écrivains brillants et dirigeants de masse capables. Il produisit un flot de brochures soignées, un journal dans un anglais de grande qualité, plusieurs journaux dans les langues du pays s'adressant aux ouvriers ¹. La police secrète indienne releva que le volume de la propagande du BLPI donnait l'impression d'un parti beaucoup plus grand ². Les syndicalistes trotskystes dirigèrent l'une des plus grandes grèves de la période de l'immédiat après-guerre et, dans le Sud de l'Inde, le BLPI attira des milliers de gens à ses rassemblements. Mais soudain, à la fin de 1948, le BLPI disparut au sein du petit-

1. Le principal journal du BLPI était *Spark* et *New Spark*, qui parut du début 1946 à la fin 1948. Il publia aussi *Purogami Kamgar* (L'ouvrier avancé) en marathi, *Thi Pori* (L'Étincelle) en tamil, et *Inquilab* (Révolution) en bengali.

2. Police file, Home (Pö), File 7/7/47-Poll (1); p. 3, National Archives of India, New Delhi.

bourgeois parti socialiste. La façon dont ce parti prometteur, en plein développement, fit naufrage, est toujours restée une énigme.

La première partie de cet article publiée dans *Revolutionary History* (I, 4, hiver 1988-1989) couvrait les origines du trotskysme indien dans la fin des années 30, la fondation du BLPI en 1942, à la veille de la révolte historique « Quittez l'Inde », et la lutte pour construire le parti dans les conditions de la répression de temps de guerre. Cette partie se concentre sur les événements qui ont suivi immédiatement la Deuxième Guerre mondiale, au moment où la lutte de l'Inde pour son indépendance atteignit son apogée. Il cherche à répondre à la question : qu'était le BLPI et pourquoi s'est-il effondré ? C'est très bien que cet article paraisse dans un numéro de *Revolutionary History* consacré au trotskysme ceylanais, car les deux mouvements ont été intimement liés. On ne peut réellement comprendre ce qui est arrivé aux trotskystes ceylanais sans connaître l'histoire du BLPI et vice versa.

Pour l'essentiel, il repose sur des sources primaires. J'ai eu beaucoup de chance d'avoir commencé cette recherche en Inde et à Ceylan en 1973, alors que nombre d'anciens dirigeants et membres du vieux BLPI vivaient encore. J'ai obtenu l'accès aux tracts et journaux que l'on ne peut trouver ailleurs. Je veux encore remercier tous ceux qui m'ont aidé à reconstituer l'histoire cachée du trotskysme indien.

Le BLPI et la Gauche du Congrès

La Congrès national indien — le parti politique de la bourgeoisie indienne — a dominé le mouvement pour l'indépendance. La majorité de la gauche indienne soutenait le parti de Gandhi. Aussi, le principal obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire en Inde était-il la Gauche du Congrès, en particulier le Parti socialiste du Congrès, qui formait une large aile gauche dans le Congrès de Gandhi. Les socialistes du Congrès avaient été à l'avant-garde de la protestation violente « Quittez l'Inde » de 1942-1943, que les staliniens ont combattue et activement trahie. Quand le mouvement nationaliste a ressuscité à la fin de la guerre, les socialistes du Congrès ont grandi et fait des incursions dans le mouvement syndical, souvent directement aux dépens du Parti communiste de l'Inde qui était très largement discrédité.

En un sens, l'histoire du BLPI se définit par ses tentatives pour diviser les socialistes du Congrès et gagner leurs meilleurs militants. Dès le tout début, ils ont eu

de profondes divergences sur la meilleure façon de réaliser cette tâche. Comme je l'ai indiqué dans la première partie de cet article, Philip Gunawardena et N.M. Perera, les deux dirigeants les plus anciens du LSSP, s'opposèrent à la formation d'un parti léniniste en Inde et lui préférèrent le travail à l'intérieur du Parti socialiste du congrès¹. Souvenons-nous que Philip Gunawardena connaissait personnellement nombre de dirigeants socialistes indiens. Mais, quand les Britanniques arrêtaient les dirigeants du LSSP au début de la guerre, les samasamajistes plus jeunes avancèrent des plans pour l'unification des groupes trotskystes indiens². Les samasamajistes emprisonnés s'évadèrent de leur prison en 1942 et filèrent en Inde³. Mais à ce moment le BLPI venait juste d'être formé.

En août 1942, la direction de l'ancien LSSP forma une « Opposition ouvrière ». Au début, leur principale objection était précisément le fait que le LSSP à Ceylan était transformé en un parti étroit, régi par le centralisme démocratique, subordonné au BLPI⁴. Dans la *Platform of the Workers Opposition*, Colvin de Silva qualifia la fraction bolchevik-léniniste de Ceylan de « réactionnaire » et assura que « le parti ne peut pas se rétablir dans son unité et son efficacité sans que cette fraction ait été écrasée »⁵. Philip Gunawardena et N.M. Perera dénoncèrent cette « tentative pour transformer le parti d'une entité vivante et grandissante, avec des racines profondes dans les masses, en une secte étroitement conspirative, totalement coupée des masses ».

En 1943, l'Opposition ouvrière plaida pour la fusion du BLPI dans la Gauche du Congrès (c'est-à-dire ce que Gunawardena et Perera avaient toujours voulu). Ils se

1. Trotsky aussi (note de Revolutionary History).

2. Le BLPI fut la fusion de haut en bas de la Revolutionary Socialist League du Bengale, dirigée par Kamalesh Banerjee et Indra Sen, le Bolshevik-Leninist Party des Provinces Unies et du Bihar, dirigé par Onkarnath Shastri et le Bolshevik Mazdoor Party de Chandradan Shukla. Un quatrième groupe, le Mazdoor Trotskyist Party, créé à Bombay par l'aventurier ultra-gauchiste Murray Gow Purdy, refusa de rejoindre le BLPI.

3. Les dirigeants samasamajistes à Bombay à ce moment étaient Philip Gunawardena (nom de parti Gurusvami, son frère Robert (Vaidya et Prakash), N.M. Perera (Vishvanath); sa femme Selina Perera, Colvin R. de Silva (Govindan et Lily Roy), Leslie Goonewardene (Tilak) et Lionel Cooray.

4. L'unité de Ceylan du BLPI était dirigée par Edmund Samarakoddy, Doric de Souza et Bernard Soysa.

5. *Platform of the Workers Opposition*, août 1942.

servaient de la récente expérience de la révolte « Quittez l'Inde » pour arguer que c'était gaspiller un temps précieux que d'essayer de construire un parti trotskyste :

« Nous sommes convaincus que l'avenir est avec nous. Mais le facteur temps est très important. Tandis que nous perfectionnons notre organisation, le déluge va nous arriver dessus ». ¹

Gunawardena et Perera avaient fondamentalement un projet pour négocier un regroupement large de Socialistes du Congrès et autres partis nationalistes qui avaient joué un rôle important dans la lutte « Quit India »². Les Indiens du BLPI clandestin étaient contre. Colvin R. de Silva se détacha de l'Opposition ouvrière. On avait de façon embryonnaire ce qui allait donner les principales tendances du BLPI : Philip Gunawardena et N.M. Perera à droite, les Indiens et les jeunes samasamajistes à gauche, et Colvin de Silva avec Leslie Goonawardene oscillant entre les deux ³.

Le combat avorta quand Philip Gunawardena et N.M. Perera furent arrêtés au cours d'un raid policier et retournèrent en prison à Ceylan. Colvin R de Silva et Leslie Goonewardene échappèrent à l'arrestation, donnant ainsi la direction à la fraction bolchevik-léniniste ⁴. Le comité central provisoire du BLPI, réuni en juillet 1944, rejeta la proposition de l'Opposition ouvrière en faveur de la fusion avec les socialistes du Congrès, relevant que, si elle était adoptée, cette résolution conduirait à la création d'un parti petit-bourgeois flou, en opposition avec le parti bolchevique strictement discipliné intégré avec le prolétariat ⁵ et proche du modèle du LSSP menchevique des années 1930. En tout cas, les propositions des liquidateurs furent réduites à rien car la majorité de la Gauche indienne était en prison.

1. *Indian Struggle: Next Phase*, cité dans YR Amarasinghe, *Trotskyism in Ceylon: A Study of Development, Ideology and Political Role of the Lanka Sama Samaja Party 1935-1964*, Ph; THesis, University of London, 1974, p. 105.

2. Leur proposition opportuniste était rédigée en termes de tactique, un truc que ces révisionnistes astucieux devaient répéter à plusieurs reprises dans les années à venir.

3. A l'époque, un des dirigeants indiens, Chandravadan Shukla, prévenu qu'initialement Leslie Goonewardene avait joué un rôle quelque peu centriste entre l'Opposition ouvrière et les fractions bolcheviks-léninistes. Voir DG (Douglas Garbutt), "Report on the Fourth International Movement in India, manuscrit fin 1946.

4. Après 1943, la direction reposa sur Colvin R.de Silva, Leslie Goonewardene, Hector Abhayavardhana (HR Vardan et Indra Sen (Suresh ?).

5. Amarasinghe, *op.cit.* p. 105.

Avec la fin de la guerre la question brûlante de la politique indienne fut de savoir si le Congrès de Gandhi allait reprendre une opposition ouverte ou poursuivre des négociations avec l'impérialisme britannique. Les Britanniques, las de la guerre et affaiblis, voulaient éviter d'avoir à maintenir en Inde une importante force militaire pour écraser une nouvelle agitation. La victoire électorale du Labour Party fit de nouveau tourner les roues de nouvelles négociations. Le Congrès débattit avec passion la question de la « lutte » contre les « négociations ». Gandhi désavoua emphatiquement la « lutte d'août », comme on commençait alors à appeler la phase violente de la protestation « Quittez l'Inde », tandis que les Socialistes du Congrès la glorifiaient. « La lutte » devint leur refrain. Une partie des Socialistes du Congrès appela même à lancer un nouveau « parti des gens d'août » — la ligne de Philip Gunawardena !

La propagande du BLPI martelait sans cesse les contradictions des Socialistes du Congrès :

« Tout groupe de gauche, et pas seulement le CSP, qui est resté à l'intérieur du Congrès pour en prendre la direction a fini par abandonner la lutte et soutenir la direction bourgeoise »¹.

Le parti lança à la Gauche du Congrès le défi de rejoindre un « Front de Gauche anti-impérialiste » basé sur une série de revendications spécifiques, y compris l'opposition à la prise de fonctions, la libération des prisonniers politiques et l'opposition à ce que le congrès s'empare des syndicats et des conseils paysans².

Les Britanniques proposèrent des élections à l'Assemblée législative centrale fin 1945 et aux Législatures provinciales en 1946. Quand le Congrès de Gandhi décida d'y participer, le BLPI eut à formuler une ligne sur l'élection. Le CC se réunit en septembre 1945 mais ne put arriver à un accord. Deux textes de discussion furent mis en circulation dans le parti. L'un émanait des plus hauts dirigeants, Govindan (de Silva) et Tilak (Leslie Goonewardene) qui plaidaient pour la transformation des élections en manifestation de soutien aux luttes d'août :

« La question est donc la façon dont les masses peuvent, *par leur vote*, manifester qu'elles font leurs la lutte d'août et la voie de la lutte *sans tomber dans une position de soutien au*

1. G. Selvarajatan, *The Meaning of the Simla Surrender* (fin 45 ?), p. 25.

2. *For an Anti-Imperialist Left Front*, 20 mai 1945.

Congrès (...) Que chaque candidat soit jugé sur une question unique (...) Quelle part a-t-il pris dans la lutte d'août, quelle attitude a-t-il prise ? »¹

C'était presque du pur socialisme du Congrès. Au même moment, les socialistes proclamaient très fort que les élections ne seraient qu'une préparation à la lutte révolutionnaire !

La seconde proposition, celle du camarade Gu(?) acceptait la position Govindan/Tilak, mais ajoutait un appel à voter pour les candidats du PCI dans les circonscriptions ouvrières. Théoriquement le PCI était indépendant du Congrès, dont il avait été expulsé en fin 1945, et il essayait de regagner de la crédibilité en dirigeant des actions étudiantes et ouvrières.

On discuta ces projets aux conférences d'unité du parti. A celle de Calcutta, une majorité se prononça pour combiner la ligne Govindan/Tilak avec un critère de classe, ajoutant que le candidat devait combattre aussi les pseudo-syndicats du Congrès et son « Programme constructif ». A un comité central élargi extraordinaire de décembre 1945, trois lignes furent présentées : la position originale de Govindan/Tilak, celle de la majorité de Calcutta et celle du soutien ouvert des candidats du Congrès défendue par l'unité des Provinces Unies. Après deux jours de débat, le CC adopta une position qui était en substance la ligne de la majorité de Calcutta.

La position du BLPI fut intégrée dans une brochure électorale traduite en bengali, marathi, tamil et hindi². Elle donnait une excellente analyse de la situation, présentait le programme du BLPI et soulignait les limites de la lutte d'août :

« Il est impossible de voter pour la lutte dans ces élections en soutenant l'un des grands partis politiques (...) Il y a cependant des membres du congrès qui, individuellement, ont donné un soutien politique total à la lutte de masses d'août. En signe de notre solidarité avec la lutte d'août, nous les soutenons, bien qu'ils appartiennent au Congrès. Nous ne votons pas pour le congrès, mais pour la lutte. »

1. Cité dans Garbutt, *op.cit.* souligné dans le texte.

2. *Vote for August, Vote for Struggle*, décembre 1945.

Dans le nouvel alignement des tendances, la droite était le groupe dans les Provinces Unies autour de Raj Narayan Arya, qui avait appelé à soutenir sans réserves le Congrès. La gauche, c'était l'unité de Calcutta qui avait tâtonné à la recherche d'une sorte de critère de classe. Et les centristes étaient (de nouveau) les dirigeants ceylanais, Colvin R. de Silva et Leslie Goonewardene, qui cherchaient un moyen astucieux de donner aux gens de la Gauche du Congrès un soutien équivoque sans exiger d'eux qu'ils rompent avec le Congrès.

Le spectre de la Révolution

Comme on allait le voir, la prédiction de Philip Gunawardena sur l'imminence d'un « déluge » était tout à fait juste (bien que ses conclusions fussent opportunistes). A partir de novembre 1945 et atteignant son sommet en février 1946, la lutte nationaliste rugit et fit rage, noyant tous les électoralismes. Ce fut le défi le plus sérieux à la domination britannique depuis la Mutinerie indienne de 1857. Mais le BLPI était en fait trop faible pour en prendre la tête, même à un échelon local.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le BLPI était une organisation petite et fragile. Il n'avait guère plus qu'une dizaine de cadres, concentrés dans les grandes villes, Calcutta, Bombay, Madras, séparés par des milliers de kilomètres. Il était affamé de ressources. Il ne put reprendre la publication de sa presse avant le début 1946, ni réunir un congrès pan-indien avant la mi-1947. En un sens, ce n'était pas encore réellement un parti. Formé clandestinement en 1942 il n'avait encore eu aucune chance de devenir un tout cohérent. Il avait été durement frappé plusieurs fois par la police. Nombre de ses membres avaient été emprisonnés dans les trous d'enfer indiens ou renvoyés à Ceylan. Le contact entre les centres clandestins du parti et les unités locales était risqué et difficile. Les rescapés du parti continuaient de façon admirable, dans des conditions qui n'étaient qu'à peine meilleures qu'en Europe occupée.

En novembre 1945, les Britanniques provoquèrent des manifestations dans tout le pays en jugeant pour trahison des officiers de l'Indian National Army. L'INA, qui avait été créée par l'ancien président du Congrès Subhas Chandra Bose, combattit aux côtés des Japonais contre les forces alliées. Les Britanniques sous-estimèrent la profondeur du soutien populaire pour Bose. Mieux, en mettant sur le banc des accusés un Hindou,

un musulman et un Sikh, les Britanniques amenèrent le Congrès et la Ligue musulmane à serrer les rangs pour la première fois.

Les manifestations étudiantes de masses se battirent avec la police pendant deux jours à Calcutta. Les ouvriers manifestèrent par solidarité. Les militaires furent appelés. Les étudiants du BLPI dans la Ligue des étudiants musulmans et la Fédération des Étudiants du Bengale distribuaient des tracts appelant les étudiants à fraterniser avec les ouvriers et vice-versa ¹. L'agitation s'étendit aux forces armées indiennes. Des aviateurs refusèrent d'obéir en janvier 1946.

Les Britanniques embrasèrent une situation déjà explosive en organisant un deuxième procès de l'INA en février 1946. A Calcutta il y eut de nouveaux heurts entre étudiants militants et police, ce qui déclencha un *hartal* (grève générale) et des grèves de solidarité des ouvriers sur une quarantaine de kilomètres en amont de la rivière. Un demi-million de gens portant des drapeaux du Congrès, de la Ligue Musulmane et des drapeaux rouges noyèrent le centre de Calcutta, scandant « A bas l'impérialisme britannique » et « Hindous, Musulmans, unité ! ». On fit appel aux troupes britanniques pour remplacer policiers et soldats indiens qui commençaient à flotter.

Pendant que les soldats britanniques abattaient des centaines de gamins désarmés, les dirigeants du Congrès, droite comme gauche, condamnaient les « éléments *goonda* (voyous) » pour les émeutes de Calcutta ! Un rapport militaire a décrit la situation de façon très vivante :

« Les émeutes sont tout à fait sérieuses. Les lignes de chemin de fer ont été coupées à Naihati et Chalegar... La gare de Kankinara et le dépôt des trams de Tollygunj ont été incendiés. Tous les magasins anglais ont eu leurs vitrines brisées. Des camions militaires ont brûlé. Il y a des corps gisant tout autour de la zone de Chowringhee. Le Nord de Calcutta est isolé »².

Le groupe du BLPI montra la justesse de son instinct en cherchant un front unique « à la base » avec la fédération étudiante des staliniens qui était à l'avant-garde de la

1. Le BLPI donna un compte rendu de sa participation dans sa brochure *The Inside Story of the Calcutta Events*; Cf. "Les Fusillades Policières de Calcutta", *Quatrième Internationale*, août-sep. 1946, pp. 57-60. Le membre du BLPI U.A. Zuberi était secrétaire de la Ligue des étudiants musulmans du Bengale. Satyen Koley, Kamalesh Banerjee et Dhiresch Sanyal étaient actifs dans le Congrès des étudiants du Bengale.

2. Cité par Gautam Chattopadhyaya, "The Almost Revolution: India in February 1946", *India Left Review*, avril 1974, p. 37.

lutte ¹. Au début, le PCI à Calcutta avait couru derrière les événements mais après un télégramme pressant du secrétaire général du parti, la jeunesse stalinienne s'est jetée dans le bain ². Le PCI a pourtant gardé les ouvriers à distance. Les tracts du BLPI disent : « Les étudiants ne peuvent avoir une politique juste qu'en se liant à la lutte de classes du prolétariat et en rompant avec le Congrès bourgeois » ³.

Moins d'une semaine après les protestations des étudiants de Calcutta, une mutinerie éclata à Bombay dans la Royal Indian Navy. Des équipages indiens se mutinèrent sur 20 bateaux le 18 février 1946 et la révolte se répandit très vite à Karachi et sur des bateaux aussi éloignés que la baie du Bengale et Bahrein. Le BLPI organisa des grèves dans les usines et peignit *hartal* (Grève) sur les murs ⁴. L'*Evening News* de Bombay s'en prit aux « voyous trotskystes » qu'il accusa d'être les instigateurs de la grève générale des 30 000 ouvriers du textile ! En quatre jours, la grève générale étreignit cités et villes dans toute l'Inde. A Bombay, des unités de la police et de l'armée ouvrirent le feu sur des manifestants, une affaire qui culmina dans une bataille de huit heures autour de la Caserne du Château. A Karachi, les marins rebelles bombardèrent les forces britanniques.

Sans direction révolutionnaire, le comité central de grève de l'Indian Royal Navy mit sa confiance dans le Congrès et la Ligue musulmane qui les trahirent. Les staliniens ensuite formèrent des « brigades de la paix » pour apaiser la situation et ramener le calme dans les rues ⁵. Faisant écho à Gandhi, le PCI dénonça « la violence de la populace » et prêcha :

1. Garbutt, *op.cit.*

2. Le secrétaire du PCI, PC. Joshi appela au virage : "Sortez de vos têtes toutes les interprétations du temps de guerre. Une situation révolutionnaire d'après-guerre se développe rapidement. Il faut une nouvelle ligne tactique. Soyez avec le peuple" (cité dans Chattpadhyahya *op.cit.*).

3. *Spark*, n°3, mars 1946.

4. Ce compte rendu repose sur des interviews avec de nombreux anciens militants qui prirent part à ces événements : Indra Sen (Calcutta, 1er février 1974), Tusi Boda (Bombay, 17 décembre 1973), Dulal Bose (Calcutta, 2 février 1974), S.P. Udryawar (Bombay, 24 décembre 1973). Voir aussi les comptes rendus de la presse du BLPI, *Spark*, n° 3, fin mars 1946, *New Spark*, 14 février & 6 mars 1948, et *Fourth International*, octobre 1946, pp. 310-312.

5. A Karachi, le gouvernement publia une déclaration révélatrice: "Toutes les facilités ont été données aux membre du parti communiste pour pacifier la populace", cité par *Spark*, n°3, fin mars 1946.

« Le plus essentiel de tout est que toute la campagne repose sur la glorification d'août et les héros de l'INA doivent maintenant arrêter »¹.

L'Inde oscilla sur le bord d'une crise pré-révolutionnaire en février 1946. La révolte se répandait dans les forces armées ; fin février, deux unités du Génie indiennes dans le Commandement oriental refusèrent d'obéir. Un député travailliste revint à Londres précipitamment pour mettre en garde le Premier Ministre Attlee :

« Nous devons très vite quitter l'Inde. Si nous ne le faisons pas, ils nous foutront dehors »².

En quelques jours les Britanniques annoncèrent une nouvelle mission du Cabinet qui apportait un nouveau plan.

Trotsky a remarqué un jour que, si une situation révolutionnaire devient trop mûre, elle commence à pourrir. En fait quelques mois seulement après qu'Hindous et Musulmans se furent unis sur les barricades, Calcutta redevint un champ de bataille, mais, cette fois, c'étaient les Hindous et les Musulmans qui s'entretuaient. Le 16 août 1946, la Journée d'Action directe de la féodaliste et réactionnaire Ligue Musulmane à Calcutta explosa dans une orgie d'émeutes communalistes qui firent plus de 5 000 morts³.

Virtuellement, du jour au lendemain, l'unité hindou-musulmane était détruite. Une grève générale qui montait au Bengale s'effondra. Les massacres se répandirent rapidement au Bengale oriental au Bihar et aux Provinces Unies, et, à l'ouest vers le Punjab. Un dirigeant sikh avertit : « *Le Punjab dérive vers une guerre civile* »⁴.

Ces événements prouvaient tragiquement que la bourgeoisie indienne était incapable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique, dont la moindre n'était pas l'unification du pays. Elle craignait plus les masses que la perspective de la partition. Les Britanniques ont déchiré l'Inde dans leur action finale de « diviser pour régner ». Dans cette « liberté de minuit », des centaines de milliers ont péri dans des émeutes communalistes et les transferts forcés de population qui ont déraciné plus de 14 millions de personnes. Ces événements prouvaient tragiquement que la bourgeoisie

1. "Mob Violence and After", *National Front*, 3 mars 1946.

2. Chattopadhyaya, *op.cit.*

3. Le maire de Calcutta, un dirigeant de la Ligue musulmane, publia une déclaration qui était une exhortation : "*En vous battant dans la guerre sainte, vous gagnerez le paradis*".

4. Cité par Gordon, *Brothers against the Raj*, 1990, p. 577.

indienne était incapable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique, dont la moindre n'était pas l'unification du pays.

Le combat pour le Parti

Pendant que se rassemblaient les nuages, le BLPI était encore un petit groupe propagandiste luttant pour devenir un parti léniniste. Aucun des dirigeants indiens n'avait connu le fonctionnement d'un centralisme démocratique véritable dans un parti, et il en était de même de la majorité des dirigeants ceylanais. Il n'est donc pas surprenant que, dans les extrêmes difficultés des conditions du travail clandestin, le BLPI ait eu à subir plusieurs scissions, toutes motivées par des questions d'ordre « personnel » ou des divergences sur « l'organisation ». A la fin de la guerre, il essaya de cicatriser les scissions et de regagner des militants dont il avait si désespérément besoin.

Les deux dirigeants indiens qui firent scission pendant la guerre et juste après furent Chandravadan Shukla à Bombay et Onkarnath Shastri dans les Provinces Unies. Tous deux avaient été formés dans le PC stalinien et l'on peut comprendre que les groupes trotskystes qui s'étaient tous développés dans les années 30 indépendamment les uns des autres, n'étaient guère des organisations avec un système de centralisme démocratique. L'une comme l'autre avaient surtout accumulé des fidèles personnels. Même à l'intérieur du BLPI tant Shukla que Shastri continuèrent à être très protecteurs avec « leurs » partisans et résistèrent aux tentatives des Ceylanais d'imposer les normes élémentaires d'un fonctionnement léniniste.

Shukla devint le rédacteur en chef du journal du parti, *Bolshevik-Leninist*. Les difficultés commencèrent quand les samasamajistes évadés arrivèrent à Bombay en 1942. De toute évidence, Shukla s'opposa à l'Opposition ouvrière (c'est à son crédit). De leur côté, les Ceylanais critiquèrent la façon dont il faisait fonctionner la presse et le blâmèrent pour la lenteur du développement du parti. L'animosité était si vive que, lors d'une réunion, Philip Gunawardena, qui avait la tête près du bonnet, gifla Shukla. Quand le parti vota qu'il allait prendre le contrôle de sa presse, Shukla le prit pour une injure personnelle et se retira, emportant la presse. Après l'écrasement par la police en 1943 de l'unité de Bombay, Shukla bâtit en effet un parti rival. Il continua le *Bolshevik Leninist*, gagna ses partisans à Ahmedabad et Bhavnagar (Gujarat), et revint à son nom

d'avant la scission, Bolshevik Mazdoor Party, qui se présentait comme la section indienne de la IVe Internationale ¹.

Shastri également fit défection du BLPI pour des raisons personnelles. Quand il fut libéré de prison en 1945, il fut atteint que le centre du parti à Calcutta ait rétabli le contact avec « ses » partisans de Kanpur et d'Allahabad ². Shastri prétendait qu'il était le seul à devoir diriger et décider pour ses partisans. Quand le centre du parti à Calcutta rejeta cette conception fédéraliste ou gourou/dévote, d'un parti, Shastri dénonça les Ceylanais et continua de façon indépendante comme BLPI ³.

Dans ces deux cas, le BLPI fut capable de regagner quelques éléments de base. Une partie du groupe de Shukla était en faveur de l'unification et, malgré son opposition, rejoignit le BLPI au début de 1946 ⁴. De même les étudiants partisans de Shastri à Allahabad rejoignirent le parti et aidèrent à développer un petit cercle à Kanpur. Shastri rejoignit le BMP de Shukla en décembre 1946 puis rompit et forma le Revolutionary Workers Party (Trotskyist) après avoir développé des divergences sur la question de la réorganisation linguistique des Etats ⁵. Shastri commença le journal *Jivan* (Life) au début 1948, tandis que Shukla ressuscitait *Age Kadam* (Forward March) en janvier 1949.

A Ceylan, la scission fut beaucoup plus sérieuse et spectaculaire. Gunawardena et Perera avaient purement et simplement refusé d'accepter les décisions du CC du BLPI de soutien de la fraction bolchevik léniniste, qu'ils traitaient avec mépris d'irresponsables, de « bolcheviks de salon » arrogants. En septembre 1945, après leur libération de prison, ils firent exactement ce que le CC du BLPI avait prédit : ressusciter

1. 24 délégués assistèrent à la conférence nationale du BMP du 26 au 31 décembre 1945. *Bolshevik-Leninist*, avril 1946.

2. Comme l'a indiqué Shastri dans une lettre personnelle à l'auteur en juin 1974: "J'ai découvert qu'ils avaient fait suffisamment de dégâts en mon absence et qu'ils avaient essayé de gagner certaines de mes recrues".

3. Un des tracts de Shastri assure : "Nous n'avons rien à voir avec les samasamajistes ou toute espèce de "bolcheviks-léninistes" de Calcutta".

4. Le groupe pro-BLPI était dirigé par Tulsi Boda et Shanta Patel. Shukla continua le BMP et sortit *Age Kadam* (Forward March).

5. Shastri était opposé à cette revendication démocratique, *Jivan* n°2, 6 février 1948.

le vieux LSSP ! Le BLPI n'avait d'autre choix que de les exclure du BLPI¹. La scission tourna très mal. Philip Gunawardena accusa le dirigeant de l'Unité de Ceylan, Doric de Souza, d'être un agent de la police.

La défection à droite de Gunawardena et de Perera ouvrit la voie au BLPI et à son unité de Ceylan pour se développer dans une direction saine, révolutionnaire. Mais elle sonna aussi le glas du BLPI. Elle fit mincir encore la direction ceylanaise du BLPI, qui devait faire des voyages aller-retour entre l'Inde et Ceylan. Colvin de Silva finalement resta à Ceylan pour diriger le Bolchevik Sama Samajist Party (unité de Ceylan). Au milieu de 1947, un des deux dirigeants indiens du BLPI, Kamalesh Banerji, s'en alla pour prendre part au Congrès mondial de la IVe Internationale et pour se joindre à Paris au Secrétariat international.

Pendant les deux années suivantes, les groupes rivaux de Ceylan firent alterner guerre et trêves. De loin, la IVe Internationale tentait médiation et amendements. Mais, vu *a posteriori*, il est tout à fait clair que les divergences représentaient plus que des heurts de personnalités et des querelles organisationnelles. Gunawardena et Pererera étaient de rusés opportunistes qui étaient hostiles au BLPI précisément parce qu'il essayait, de son mieux, de devenir un parti internationaliste dur, avec centralisme démocratique.

Le travail dans le mouvement ouvrier

Tiré en arrière par le PCI pendant la guerre, le mouvement ouvrier a ressuscité comme sous forme d'une vengeance. Dans de nombreux syndicats, le PCI affrontait une révolte de la base. Comme se lamentait un dirigeant du PC : « Socialistes de droite, trotskystes ou autres nous ont volé la direction, comme dans la grève de Madras Binny »².

En fait, le BLPI engrangea ses gains les plus importants dans le mouvement syndical, dans la province de Madras. Pendant la guerre, le BLPI travailla dans les usines textiles de Madras et de Madura et l'atelier du MSM Railway Workshop à

1. "Splitaway from the Lanka Sama Samajist Party, Ceylon Unit of the Bolshevik-Leninist Party of India (Section of the Fourth International), Resolution of the Central Committee of the BLPI, 8 octobre 1945.

2. S.A. Dange, *In the Trade Union Movement : Reports to a Convention of Communist Party Members Working in the Trade Union Movement*, Calcutta, 20-22 mai 1952.

Perambur ¹. Des samasamajistes qui parlaient le tamil, y compris Balasingham et SCC Anthonipillai furent essentiels dans ce travail préparatoire. A Madras, le parti développa une fraction à l'usine Buckingham & Carnatic, la plus grande usine textile de l'Inde, employant 14 000 ouvriers. A partir de cette base, le BLPI fut capable de s'emparer de la direction de la Madras Labour Union (MLU), le plus fort syndicat du Sud et le plus vieux de toute l'Inde. Le MLU possédait un local syndical à trois étages, son propre matériel d'imprimerie et publiait le journal *The Indian Labourer*.

Selon ce qu'on raconte, Anthonipillai fut élu président de la MLU en 1946 grâce à un beau coup. Le comité exécutif de la MLU élisait le président. Le président sortant, membre du Congrès et théosophe, voulait faire échec à l'influence des staliniens. Il respectait le travail que les trotskystes avaient fait pendant la guerre et il soutint Anthonipillai. Si l'histoire est vraie, elle n'est pas étonnante. La plupart des syndicats indiens ont été créés et dirigés par des partis politiques. Les pratiques bureaucratiques et le carriérisme étaient une maladie, nourrie par les conditions sociales où la majorité des ouvriers n'avaient pas d'argent, étaient sous-alimentés, souvent illettrés, et vivaient dans des taudis effrayants.

Par ailleurs, le BLPI battit ouvertement le PCI dans la puissante MSM Railway Employees Union. Sur la base de la direction des trotskystes pendant la grève victorieuse de 48 jours à la B&C Mills, les travailleurs du rail élirent Anthonipillai président de leur syndicat à Perambur, lequel représentait 8000 ouvriers ². C'était un lot important car la Railway Union était une force considérable au sein de la All-India Railwaymen's Federation.

En mars 1947, la MLU appela à une autre grève à la B&C Mills. Quand Anthonipillai fut arrêté, plus de 100 000 ouvriers répondirent à l'appel de la MLU pour une grève générale, y compris l'atelier de réparation des chemins de fer de Perambur. Les ministres du Congrès au sein du gouvernement provincial firent appel à la Malabar Special Police. Voici la description que donna un journal local :

« Outre que des unités mobiles stationnaient à toutes les stations de police, on envoya à pied ou en camion des patrouilles sur toutes les voies importantes. Des détachements

1. Le travail initial de défrichage dans les usines fut fait par SCC Anthonipillai, Muthiah et G. Selvarajatan

2. *Spark*, n°2, début mars 1946.

armés étaient postés à tous les points stratégiques et en face des banques, des tribunaux, des sous-stations électriques, des stations de pompage et autres endroits »¹.

La police dispersa des foules à la matraque et aux gaz lacrymogènes. Quand il vint 50 000 travailleurs à un rassemblement de la MLU, le ministère du Congrès interdit tous les rassemblements et arrêta les dirigeants de la grève et ceux du BLPI, y compris son secrétaire Colvin R. de Silva et celui de l'unité de Madras, M. Muthiah.

Nehru envoya à Madras son ministre des industries. 150 000 personnes vinrent pour l'accueillir, le bombarder (de projectiles) et scander « Satisfais les revendications ! » et « Libérez Anthonipillai ! » Anthonipillai qui avait été emprisonné dans l'isolement absolu, fut relâché mais expulsé de la province de Madras.

Il revint pour prendre la parole à un rassemblement gigantesque, au milieu duquel la police arriva, tira des coups de feu, battit des travailleurs et réarrêta Anthonipillai. Dix mille hommes de la Malabar Special Police terrorisaient les taudis ouvriers dans des raids de nuit, en arrêtant mille d'un coup. La police saisit l'immeuble du MLU, ses fonds, sa presse et emprisonna 45 de ses militants en tant qu' « hommes de la IVE Internationale »². La grève fut brisée après plus de 100 jours. La MLU devint semi-légale. En mars 1948, le Corps des Volontaires, une forme de milice ouvrière dirigée par le trotskyste S.D. Amarnath, fut interdite en tant qu' « organisation communiste » et 13 volontaires furent arrêtés.

A Madura, également dans la province de Madras, le BLPI avait développé son travail syndical dans les syndicats des chemins de fer et du textile³. Un jour, en 1946, quand le BLPI convoqua un meeting en relation avec un petit syndicat textile de 1000 membres, plusieurs milliers de personnes vinrent pour « entendre ce que disaient les trotskystes »⁴. Le BLPI à Madura était presque entièrement de composition prolétarienne. Il avait aussi de l'influence dans les usines de textile à Tuticorin et dans un syndicat paysan, à Sholavandam⁵.

1. *The Hindu*, cité dans *New Spark*, 26 avril 1947.

2. Les militants BLPI arrêtés comprenaient Ekumalai, Murugesan et Ganesan de l'atelier de réparation des chemins de fer, Nagiah, le trésorier du MLU, Duraisami de la B&C Mill et la femme d'Anthonipillai, Caroline.

3. Appan Raj était le président de l'unité de Madura.

4. Garbutt, *op.cit.*

5. Ce travail était dirigé par des cadres du BLPI, Appan Raj et Cenkatachalam.

Au Bengale, le premier succès du parti se produisit en 1946 quand il gagna une grève de 11 jours du syndicat des pompiers de Calcutta qu'il avait aidé à construire pendant la guerre ¹. En 1946 et 1947, le parti conduisit deux longues grèves d'employés de bureau à Cow & Kings. Ce travail fut réalisé par l'une des jeunes recrues énergiques et dévouées, Haradhan Chatterjee. Il était entré au BLPI à l'âge de 21 ans, s'était consacré à temps plein au travail du parti pour lequel il avait été arrêté dix fois et mourut avant d'avoir 30 ans.

Dans la ceinture industrielle de Calcutta, le BLPI construisit des fractions dans les usines de papier et de jute de Titaghur et Kankimata, enleva au PCI le syndicat des Titaghur Paper Mills et mena une grève de 72 jours au début de 1947. Il devint aussi une force dans les mines de charbon, les usines à papier, les installations pétrolières et les travaux de poterie de Raniganj et Purulia, près de la frontière du Bihar. Le Local de Raniganj du BLPI pouvait attirer des milliers d'ouvriers à ses réunions publiques et à ses défilés sous le drapeau de la IV^e Internationale. Le BLPI travaillait aussi chez les paysans de Haripour et Sogardighi ².

Le BLPI avait eu moins de succès à Bombay, le Petrograd de l'Inde. Le parti n'avait pas pu établir une base dans le mouvement ouvrier, pendant la guerre à cause des coups de la police, du factionnalisme et de la défection de Shukla. L'unité de Bombay, qui n'avait qu'une dizaine de membres à la fin de 1946, était aussi handicapée par un groupe de membres démoralisés qui liaient le parti dans d'interminables discussions sur la stratégie syndicale ³.

En 1947, grâce au travail de son jeune organisateur Anant Mandekar, le parti conduisit une grève de 6 000 ouvriers à la New-Kaiser-i-Hind Mills à Bombay ⁴. Mandekar fut élu président du comité de Mill et fut emprisonné par le gouvernement du Congrès comme convict classé « C » à la prison de Worli pour six mois ⁵. Le BLPI a

1. Les cadres du BLPI au Bengale comprenaient Kamalesh Banerjee, P.K. Roy, Karuba Kant Roy, Stanshu Das, Zaruk Hasan Khan, Dulak Bose, Garadhan Chatterjee, Hagadish Jha, Satyen Koley, Robin Sen, G.S. Choubey, Amal Bagchi, Naren Ghosh et Biman Sur Roy.

2. Ce travail était mené par Naren Biswas, dirigeant paysan reconnu à Murshidabad.

3. Une commission du comité central avait du être réunie à Bombay en juin 1946 pour faire le ménage.

4. *New Spark*, 26 avril, 10 et 14 mai, 7 juin, 5 juillet et 16 août 1947.

5. *New Spark*, 6 décembre 1947.

aussi obtenu des succès dans les usines de soie et de bois¹. Sur la base du travail dans la Indian Woollen Mills et la Usha Woollen Mills, les militants du BLPI ont enlevé la direction au congrès et formé un nouveau syndicat militant des ouvriers du textile, la Bombay Woollen Mill Kamgar Union².

Orthodoxie et opportunisme

Le BLPI soutenait la théorie de Trotsky de la Révolution permanente, qui disait qu'en Inde la bourgeoisie indigène ne pouvait réaliser les tâches de la révolution démocratique retardée (indépendance, unification nationale, abolition du féodalisme, etc.). En 1945, le BLPI nia catégoriquement la possibilité que les Britanniques quittent l'Inde sans une révolution. Mais deux ans plus tard exactement, l'Union Jack fut ramené pour la dernière fois sur le Fort Rouge de Delhi. Comment cela pouvait-il arriver ? Où était la révolution ? La réponse du BLPI et de la IV^e Internationale fut qu'il s'agissait d'une « fausse » indépendance, d'un simple passage de la domination « directe » à la domination « indirecte ». Malheureusement, ce faisant, les trotskystes essayaient de préserver l'orthodoxie en niant la réalité.

Rien d'étonnant dans la chute politique du BLPI dans cette période. En 1946, quand la fausse « Assemblée constituante » fut convoquée, le BLPI tourna en dérision l'importance des revendications démocratiques, affirmant que « la Constituante n'a jamais été un cri de ralliement pour les masses populaires ». L'année suivante, le congrès du parti passa à l'autre extrême, en faisant de cette revendication purement démocratique le mot d'ordre de transition central du BLPI ! Puis cette position fut renversée au congrès de 1948 qui décida que « le parti est autorisé à lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante de façon indépendante, quand les circonstances le permettent, sous une forme et de façon appropriée »³. Dans le cours de la lutte interne sur ce mot d'ordre, le BLPI se polarisa selon des lignes familières. A droite, la tendance Morrowiste représentée par Raj Narayan Arya en faisait la revendication de transition

1. *ibidem*, 20 mars 1947.

2. *ibidem*, 8 novembre 1947.

3. *ibidem*, 31 juillet 1948.

centrale ¹. A gauche, le groupe du Bengale prit la position ultra-gauche qu'il ne devrait pas prendre place dans le programme de transition ².

Sur la question critique du Pakistan, le BLPI reconnut que les Musulmans de l'Inde n'étaient pas une nation au sens léniniste et s'opposèrent vivement à la partition réactionnaire du pays. Avec la partition, il appela à des Assemblées constituantes révolutionnaires à la fois au Pakistan et en Inde, montrant ainsi clairement qu'elles ne pourraient être réalisées que par la révolution. Mais quand se posa la question de l'Hyderabad, le BLPI perdit ses positions marxistes. Hyderabad était l'un des centaines d'Etat féodaux éparpillés dans toute l'Inde, qui étaient gouvernés par des autocrates hindous et des dynasties musulmanes. Après la partition, la majorité de ces « Etats princiers » se rallièrent soit à l'Union indienne soit au Pakistan. Mais le Hyderabad, un grand Etat dans le sud de l'Inde plus grand que la plupart des pays européens, repoussa les ouvertures de Nehru. Le Nizam de Hyderabad faisait également face à une insurrection armée paysanne au Telengana, conduite par le PCI. Le BLPI dénonça l'insurrection paysanne comme « une cinquième colonne communaliste contre le peuple » et réclama que le gouvernement de Nehru « *arme immédiatement le peuple de Hyderabad* » ³.

Prenant subitement ses désirs pour des réalités, le BLPI décrivit l'armée indienne comme une force révolutionnaire-démocratique :

« Une invasion du Hyderabad par les forces armées de l'Union indienne aurait des conséquences à bien plus longue portée que les seules opérations militaires... Elle agirait comme une étincelle pour allumer une conflagration qui brûlerait et réduirait en cendres toutes les reliques et résidus du féodalisme dans l'Etat. C'est clairement notre devoir que de soutenir l'action militaire entreprise par le gouvernement de l'Union indienne contre le Hyderabad. » ⁴

En fait, l'armée indienne envahit le Hyderabad en septembre 1948, non pour armer le peuple mais pour désarmer le PCI et procéder à la partition de l'Etat.

Occasions de regroupement

1. Raj Narain "Slogan of RCA", *Internal Bulletin*, vol.3, n°1, 1er mars 1948, pp. 1-3.

2. "Resolution of the Calcutta District Committee", adoptée à l'unanimité le 29 septembre 1947.

3. *New Spark*, 15 mai 1948.

4. *New Spark*, 31 juillet 1948.

En 1947-48, l'extrême-gauche indienne était dans un total bouleversement, car tant les socialistes que le PCI avaient capitulé devant la partition et soutenaient le nouveau gouvernement. Le BLPI reconnut les occasions de regroupement révolutionnaire, à commencer avec le Revolutionary Communist Party of India, dirigé par le vétéran communiste indien Shaumyendranath Tagore. Le RCPI était un mélange éclectique d'anciens staliniens, de terroristes et d'un petit groupe de sympathisants trotskystes. Tagore avait été l'un des premiers dirigeants du mouvement communiste en Inde. Il avait critiqué la désastreuse politique ultra-gauchiste du Parti communiste allemand et le tournant ultérieur vers le Front populaire ¹. Brouillé avec le PCI, il fit scission et proclama qu'il était le véritable parti communiste. Mais en réalité il ne rompit pas réellement avec le parti avant 1942, après quoi il prit le nom de RCPI.

Il y avait dans le RCPI deux tendances distinctes. D'un côté, il y avait Tagore et un groupe influencé par les trotskystes autour de Sudarshan Chatterji. Tagore connaissait les écrits de Trotsky, mais ne voulait rien avoir à faire avec le mouvement organisé des trotskystes. En 1944 il concocta sa propre théorie embrouillée de la Révolution Permanente ². De l'autre côté, il y avait une tendance de type narodnik autour de Pannalal Das Gupta, formée d'anciens terroristes qui avaient rejoint le parti pendant le mouvement « Quittez l'Inde ». Il faut ajouter que le RCPI avait une forte tendance chauvine hindou ; une brochure décrivait les Hindous comme « pionniers d'une nouvelle civilisation », tandis que les Musulmans étaient « un peuple dégénéré..., sans vision ni grandeur »³.

En 1947, des délégations du BLPI et du RCPI se rencontrèrent à Calcutta pour discuter de l'unité. Mais il y avait deux divergences majeures : la question russe et l'appréciation de la situation en Inde. Le RCPI avait sur la question russe une attitude délibérément floue. Parfois il décrivait l'URSS en termes shachtmaniens, d'autres fois il paraphrasait la position trotskyste ⁴. Le BLPI polémiqua là-dessus avec le RCPI ⁵. La

1. Tagore, *Hitlerism : the Aryan Rule in Germany*, 1934; *United Front or Betrayal*, 1938.

2. Tagore, *Permanent Revolution*, 1944.

3. S.M. Jaffar, *An Outline of Leftism in India*, 1944.

4. S.M. Jaffar, *ib.*, décrit l'URSS comme "dominée par une classe de bureaucrates et de parasites". Sudarshan Chatterji répète la position trotskyste dans "USSR and Ourselves", *Toilers Front*, 22 septembre 1947.

5. "Marxism on the USSR : What We Attack and What We Defend", *Spark* n°4, début avril 1946.

seconde divergence concernait la question des soviets. Pendant les manifestations pour l'INA à Calcutta, le RCPI avait lancé le mot d'ordre « Formez des *Panchayats* (soviets) ». Le RCPI voyait cette violente protestation nationaliste comme « une révolution qui a mis à l'ordre du jour la prise du pouvoir ». Le RCPI créa ses propres soviets qui n'étaient rien d'autre que des groupes de discussion, ou, pire, des substituts sectaires de syndicats. Le BLPI caractérisa correctement la ligne du RCPI comme du volontarisme aventuriste, proche de la création tardive et artificielle par Staline du Soviet de Canton au cours de la révolution chinoise de 1925-27¹. En un sens, BLPI et RCPI partageaient la même hypothèse erronée mais en tiraient des conclusions différentes. Le RCPI raisonnait comme s'il fallait une révolution pour l'indépendance et le pouvoir désormais transféré ; à partir de là il y avait eu une révolution démocratique (Février) et Octobre était proche. Le BLPI tirait la conclusion opposée : il n'y avait pas eu de révolution, donc l'Inde ne pouvait pas être réellement indépendante et attendait donc encore son Février.

En septembre 1947, le RCPI et le BLPI collaborèrent à la formation du Front unique ouvrier pour promouvoir l'unité dans le mouvement syndical et s'opposer aux syndicats-maison du Parti du Congrès. En janvier 1948, tous deux rejoignirent aussi le Front de la Gauche unie, un bloc propagandiste douteux, basé sur un programme politique complet qui devait rester vague pour être acceptable par les staliniens. Le BLPI refusa de ratifier le programme du Front et insista sur le droit de critique des participants. Cependant, en fait, la presse du BLPI approuva tout le concept de front unique stratégique : « Si le programme sur lequel les organisations signataires se sont mises d'accord devait être réalisé, cela signifierait la fin de la grande propriété foncière et du capitalisme. Cela nous ferait en venir aux débuts d'un Parti socialiste »². On utilisait une logique identique au LSSP pour rationaliser le Front de Gauche uni qui fut le précurseur de la politique ouverte de Front populaire.

En tout cas, l'initiative de regroupement BLPI-RCPI n'aboutit nulle part. Le RCPI s'acheva avec la scission entre ses composantes terroristes et anti-communistes.

1. "Opportunism on the Question of Revolution and Soviets", *Spark*, n° 2 et 3, 1946, et K. Tilak (Leslie Goonewardene), "Shaomyendranath Tagore and Soviets", *New Spark*, 10 mai 1947. Tagore et Sudarshan Chatterji défendirent tous les deux la ligne du RCPI, *Toilers Front*, 14 avril, 26 mai et 16 juin 1947.

2. *New Spark*, 14 février 1948..

En février 1949, la majorité, autour de l'ex-terroriste Pannalal Das Gupta, essaya de « galvaniser les masses » en attaquant des postes de police, une usine de fusils et l'aéroport de Dum Dum. Le culte de Tagore se consolida bientôt d'une version plagiaire de la position « collectivisme bureaucratique » de Shachtman et prit dans la guerre de Corée une position de Troisième Camp, affirmant que « l'expansion stalinienne était une menace aussi grande que l'expansionnisme impérialiste des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne »¹.

Pendant cette période, le BLPI courtisa aussi le Parti socialiste du Kerala qui avait fait scission à gauche dans les socialistes du Congrès en août 1947. Malgré le silence du KSP sur la nature du Congrès, le BLPI lui donna son soutien *inconditionnel* dans les élections générales de Travancore². Les dirigeants du KSP considéraient les trotskystes comme des coupeurs de cheveux en quatre et l'ouverture du BLPI tomba à plat.

L'entrisme et la crise de la direction

Le BLPI était hanté par le fantôme de Philip Gunawardena. En 1947, le secrétaire général du BLPI, Hector Abhayavardhana, ressuscita la proposition de Philip que le BLPI « entre » dans le Parti socialiste du Congrès. La stratégie de l'« entrée » fut battue au congrès du BLPI en mai 1947³. Mais quelques mois plus tard une fraction « Groupe pour l'entrée » se forma, se réunit à Bombay et mit en circulation le compte rendu de sa réunion⁴. Comme cela y apparaît clairement, il n'avait pas un seul argument solide. Le dénominateur commun du groupe était la croyance que le parti socialiste allait pousser comme un champignon et aller à gauche. Les rationalisations reflétaient la désorientation sur la nature de la période (« fausse » indépendance, etc.). La proposition d'entrée était appuyée par Raj Narayan Arya à Kanpur, lequel exprimait ouvertement dans le parti un état d'esprit défaitiste. Il disait que parce que le BLPI était petit et isolé,

1. S.N. Tagore, *Revolutionary Communism : The World and India*, 1951 et *Stalin, Truman, Hand Off Korea*, 1951.

2. *New Spark*, 3 et 31 janvier 1948.

3. *Militant* (USA), 21 juillet 1947. Abhayavardhana est parfois écrit "Abeyawardena".

4. Le "Groupe pour l'entrée" comprenait Hector Abhayavardhana, V.S. Shastri, Sitanshu Das, Vinayak Purohit, Prabhakar More et Ambalal. Voir "Minutes of the First Meeting of the Entry Group of the Bombay Unit held on September 1947".

l'unique voie par laquelle il pouvait espérer attirer les masses était « d'apparaître devant elles dans les habits qu'elles aimaient » ¹.

La principale opposition aux « *entry-wallahs* » (entristes), vint de la gauche du parti, dans l'Unité du Bengale ². V. Karalasingham fut l'auteur du meilleur document contre l'entrée ³. Il caractérisait le Groupe pour l'entrée comme une tendance au liquidationnisme petit-bourgeois », relevant sa parenté directe avec la position patronnée par Philip Gunawardena :

« Il nous semble nous souvenir d'un document écrit en 1943 ou 1944, dont certains soutiens de cette fraction étaient les signataires, dans lequel on portait les mêmes accusations. A l'époque, c'étaient Philip et N.M. qui étaient les lumières dirigeantes. A moins que la mémoire ne nous trahisse..., les raisons données étaient que le bolchevisme-léniniste était une doctrine trop avancée pour les masses indiennes. Cela montre la voie dans laquelle entraient Philip et N.M. et nous savons tous ce qui leur est arrivé ».

Comme Karalasingham le soulignait, la proposition d'entrée reflétait un sentiment défaitiste et d'impatience dans le parti. Le soutien pour l'entrisme était fort précisément dans les endroits où le parti était le plus faible : Bombay et Kanpur. De même l'opposition à l'entrisme était forte là où les socialistes étaient le plus faibles : Calcutta, Madras et Madura. Les *entry-wallahs* montraient les succès des socialistes à Bombay comme la preuve que les social-démocrates pouvaient devenir le principal parti de gauche. Les socialistes avaient pris au PCI le principal syndicat textile de Bombay et, en 1947, aux élections municipales de Bombay, les socialistes gagnèrent ce que le BLPI appela un « glissement de terrain des masses dans la direction du Parti socialiste » ⁴.

Cependant il est important de noter que la fraction du BLPI dans le Parti socialiste à Bombay **s'opposa** à la proposition d'entrée. Les deux cadres de base du BLPI qui

1. Raj Narain, "SP Entry", *Internal Bulletin* BLPI, 3, 1, 1er mars 1948, pp. 19-20.

2. Les principaux anti-entristes étaient L (Netai) Roy, Dulal Bose et Hiranand Mishra.

3. V. Chester (V. Karalasingham), "The Grave-diggers of the BLPI", *Internal Bulletin* BLPI, n° 3, 1, mars 1948, pp. 13-19.

4. *New Spark*, 6 mars 1948. Le BLPI présenta un candidat, le dirigeant gréviste Anant Mandekar, dans le quartier ouvrier de Ghorup Deo, et il perdit devant un socialiste par 641 voix contre 3136.

travaillaient dans le parti socialiste de Bombay avaient indiqué que les perspectives de recrutement étaient maigres et la critique des dirigeants du parti plutôt mal reçue ¹.

Néanmoins le soutien pour la position en faveur de l'entrée gagna du terrain en 1948, surtout après que les socialistes aient quitté le Congrès et invité les partis non-staliniens à les rejoindre. Le changement décisif se produisit cependant quand Leslie Goonewardene se rallia soudain aux *entry-wallahs* et gagna deux membres supplémentaires du comité central, Ajit Roy et S.C.C. Anthonipillai. Un autre membre clé du comité central, Indra Sen, qui avait d'abord soutenu le texte de Karalasingham, commença à hésiter. Selon Sen, il dit à Leslie Goonewardene que si l'entreprise entriste devait être viable, elle devait reposer sur le modèle de « l'entrée profonde » dans le Labour Party britannique parce qu'il n'y avait pas de grave crise interne qui fournirait la base d'une entrée superficielle (le tournant français). Sen et Goonewardene rédigèrent ensemble une perspective révisée d'entrée. Quand Goonewardene la présenta au Comité central, Sen déclara qu'il ne la soutiendrait que si Leslie Goonewardene promettait de rester en Inde et de prendre la responsabilité. Leslie Goonewardene refusa et Sen s'abstint dans le vote sur la résolution ².

En 1948, le BLPI était coupé en deux. Les *entry-wallahs* avaient l'Unité de Bombay, tandis que celle du Bengale était étroitement divisée avec pas mal de syndicalistes à Raniganj et Titagarh qui étaient partisans de l'entrée. Il fallut une série de votes serrés pour trancher la question. Dans un Comité central élargi, l'entrée fut battue par 7 à 5. Mais, dans un deuxième vote, G. Selvarajatan, délégué anti-entrée de Madras, changea de camp, amenant une égalité 6-6. La proposition d'entrée fut finalement adoptée à la fin de 1948 dans une conférence tenue dans la maison de Z.H. Khan à Calcutta. Le groupe du Bengale, sur l'insistance de Karalasingham, accepta la décision et accepta d'essayer la tactique.

On a souvent dit qu'en adoptant l'entrisme, le BLPI n'avait fait que suivre la ligne de la IVe Internationale. En réalité le vrai parrain de l'entrée était Philip Gunewardena. Aucun doute que les entristes du RCP britannique jouèrent aussi un rôle. Deux

1. Appaswami (P. Bhaskaran) et Shaptram (S.R. Rao), "Memorandum to the BLPI from the Members of the Pääty Fraction Inside the Socialist Party on the Question of Entering the Socialist Party", 12 septembre 1947, *Internal Bulletin* BLPI, 3, 1, 1er mars 1948, pp. 9-10.

2. Entrevue avec Indra Sen (Calcutta, février 1974). Sen dit à l'auteur que jusqu'alors il n'avait raconté cette histoire qu'à une seule autre personne, son camarade du BLPI, Tulsi Boda.

dirigeants du Revolutionary Communist Party britannique, Ajit Roy et V.S. Shastri, revinrent en Inde à cette période et rejoignirent le BLPI ¹. Tel que cela apparaît clairement d'après la première réunion du Groupe pour l'Entrée à Bombay, V.S. Shastri était une des lumières dirigeantes. Il semble qu'Ajit Roy ait été recruté un peu plus tard. Mais la question est que la proposition d'entrée avait ses propres racines indépendantes dans le BLPI. Quant à la IVe Internationale, Kamalesh Bannerjee, à Paris, s'opposa, à l'entrée, proposant un compromis selon lequel la majorité entrerait dans le parti socialiste, tandis que la minorité resterait indépendante. La seule autre intervention semble avoir été une lettre du Socialist Workers Party américain de Cannon, qui demanda au BLPI de reconsidérer l'entrisme après son rejet par le congrès du parti en 1947 ². Un dirigeant de la droite des socialistes du Congrès, Yussuf Meherally, avait fait une visite à New York et rencontré les dirigeants du SWP qui apparemment prirent au pied de la lettre son discours de gauche.

A Ceylan, Philip Gunewardena salua allègrement les *entry-wallahs*, car il voulait être débarrassé du BLPI pour des raisons purement fractionnelles ³. Colvin de Silva fut presque obligé de s'opposer à l'entrée. Mais, dans les faits, il ne mit pas en danger sa carrière parlementaire en venant au secours du BLPI à l'heure où il en avait le plus grand besoin. Comme le rappelle le défunt Edmund Samarakoddy :

« Quant au BLPI (Colvin, Leslie, Bernard, Edmund, etc.), nous étions simplement immergés dans la politique électorale. La lutte de nos camarades indiens du BLPI contre les *entry-wallahs* n'était pas assez connue. On autorisa le BLPI à disparaître sans cérémonie de nos consciences. L'importance de la révolution indienne pour la révolution socialiste à Ceylan et le fait que les révolutions de l'Inde et de Ceylan sont des aspects d'un unique processus révolutionnaire unifié quittèrent nos perspectives. L'époque du BLPI devint un malheureux fantôme du passé » ⁴.

Dans les années suivantes, on a souvent dit que Leslie Goonewardene devint un *entry-wallah* parce qu'il voulait rentrer à Ceylan. Comme il devait l'admettre lui-même bien plus tard, il était déchiré entre rester à son poste en Inde ou rejoindre sa femme

1. Ni Roy ni Shastri n'étaient des partisans de la fraction de l'entrée autour de Gerry Healy dans le RCP (note de l'éditeur).

2. Lettre de William F. Warde (George D. Novack), 24 novembre 1947, *Internal Bulletin* BLPI, 3, 1, 1er mars 1948, pp. 23-24.

3. D.P.R. Gunawardena, "Bolshevik-Leninists Should Enter Immediately the Socialist Party of India (CSP), *Internal Bulletin* (LSSP), 1, 2, mars 1947, p. 2.

4. Lettre d'Edmund Samarakoddy à Charles W. Ervin, 1er avril 1979.

Vivienne qui était retournée à Ceylan. Après avoir négocié la fusion du BLPI avec le Parti socialiste, il revint chez lui à contre-cœur. Peut-être l'entrée était-elle la rationalisation de Goonewardene, mais tout ce qu'on peut dire sur tout cela, c'est qu'il est certain que le BLPI eut une crise finale de direction et qu'il y avait des samasamajistes des deux côtés.

Naufnage du BLPI

Le BLPI décida de se dissoudre à la fin de 1948 et ses membres, y compris la minorité du Bengale, rejoignirent individuellement le Parti socialiste ¹. Les socialistes du Congrès ne toléreraient pas une fraction organisée ; ils avaient été échaudés par la tactique entriste du Parti communiste à la fin des années 30.

La direction du BLPI savait que la tentative d'entrée était lourde de risques. Antonipillai n'avait jamais fait de travail politique dans ses syndicats et on ne pouvait s'y fier ; aussi Hector Abhyahyavardhana fut-il envoyé à Madras. Les anti-entristes du Bengale étaient sectaires, aussi V. Karalasingham fut-il amené à Calcutta. Ajit Roy n'était pas digne de confiance, aussi le centre était-il supposé le contrôler, mais il n'y avait ni activité fractionnelle organisée ni direction centrale coordonnée. La stratégie était de maximiser l'impact des individualités trotskystes et d'éviter d'être persécutés par la direction droitiste du Parti socialiste.

1. "Bolsheviks to Merge with the Socialist Party", *Janata*, 24 octobre 1948 et 22 mai 1949.

Le Parti socialiste donna aux dirigeants trotskystes leur lot. Ajit Roy fut coopté à l'exécutif national du parti. Indra Sen devint co-rédacteur en chef de *Janata*, organe de presse du Parti socialiste. Les syndicalistes de Bombay et de Madras reçurent des postes dans la nouvelle fédération du travail. En fait, les socialistes attendaient des trotskystes qu'ils les aident pour faire une propagande mieux élaborée et étendre ainsi le mouvement ouvrier au Bengale et dans le Sud. A Bombay, les gens du BLPI ont bien servi le Parti socialiste, recrutant et formant une couche de dirigeants syndicaux ¹.

Les entristes n'eurent aucun succès dans leurs efforts pour pousser le Parti socialiste à gauche. En 1948, le Parti socialiste ouvrit une discussion sur la nature du parti. Les dirigeants du parti voulaient « un parti de masse » ². Les trotskystes étaient pour une organisation de cadres, avec des droits pour les minorités. A la conférence du parti de 1949, le Parti socialiste adopta une nouvelle Constitution qui le déclarait parti de masse sans aucun droit spécial pour les minorités. En 1950, le parti socialiste bannit tous les groupes organisés, ce qui pava le chemin pour la purge des éléments de la gauche à Bombay ³. En septembre de la même année le conseil général du Parti socialiste décida que « seuls des moyens démocratiques mènent au socialisme » ⁴.

A Calcutta, Sheila Perera fut accusé d'avoir enseigné à de nouvelles recrues qu'une insurrection révolutionnaire n'était pas contradictoire avec le programme du parti. Quand s'alluma la Guerre Froide, le Parti socialiste du « troisième camp » tourna brutalement à droite. Avec la guerre de Corée, le Parti socialiste anti-communiste adopta une ligne pro-EU. A la conférence du parti de Madras en 1950, les anciens du BLPI demandèrent qu'on ne soutienne aucun camp et qu'on se prononce pour l'indépendance de la Corée, une ligne ouvertement shachtmanienne. Même cela était encore trop pour J.P. Narayan, qui attaqua les trotskystes comme « saboteurs ». Indra Sen fut renvoyé de la rédaction de *Janata* pour avoir écrit un article légèrement critique du parti socialiste ⁵.

1. Les dirigeants trotskystes à Bombay comprenaient Indra Sen, Prabhakar More, T.R. Rao, S.R. Rao et Tulsi Panchal.

2. *Janata*, 21 novembre 1948.

3. *Ibidem*, 1er mai 1950.

4. *Ibidem*, 9 et 16 octobre 1949

5. Indra Sen, "More Militant Policy, Need of the Hour", *Janata*, 2 juillet 1950.

L'entrée fut un désastre. Ajit Roy devint très vite un social-démocrate de droite ; il déclara à la conférence du Parti socialiste en 1950 : « Le socialisme démocratique devrait être un article de foi dans notre parti et quiconque n'y croit pas n'y a pas sa place »¹. A Madras, Anthonipillai bâtit son empire syndical, devint conseiller municipal et rejoignit l'*establishment* syndical indien à New Delhi ². Le groupe anti-entrisme du Bengale tomba dans l'hibernation, sauf Sheila Perera, qui devint loyal socialiste de gauche. V. Karalasingham, l'adversaire acharné de l'entrisme dans le Parti socialiste, devint « capitaliste d'Etat » et retourna à Ceylan en 1951 ³.

Quand les trotskystes sombraient et capitulaient, le Secrétariat international ne leur était d'aucun secours, car il était maintenant le puissant partisan du liquidationnisme. En 1950, il renvoya Kamalesh Banerjee en Inde pour aider les entristes ⁴. Banerjee resta moins d'une année puis revint à Paris sur décision personnelle et sombra dans l'alcoolisme ⁵.

Toute la perspective sur laquelle l'entrisme avait reposé se révéla fausse. Les socialistes ne sont pas devenus le parti de masse de la Gauche. Au contraire, après le tournant à gauche du PCI en 1948 et la victoire de la Révolution chinoise, le stalinisme ressuscita plus vigoureux que jamais. Nehru lança ses plans quinquennaux « socialistes », tout en excitant le chauvinisme anti-pakistanaï. Dans les premières élections générales au pays, en 1952, le Parti socialiste fut noyé sous l'inondation du Congrès. Traumatisé, il décida de se dissoudre et fusionna avec un parti petit-bourgeois.

Mais ce qui arriva aux trotskystes après le naufrage du BLPI est une autre histoire.

1. Cité dans *Janata*, 16 juillet 1950.

2. *Quatrième Internationale*, oct-nov. 1948, p. 56.

3. *Janata*, 9 juillet 1950.

4. Leslie Goonewardene vint à Delhi pour une réunion avec Kamalesh Banerjee, Indra Sen et Tulsi Boda. Bien entendu, il n'en sortit pas grand chose.

5. Les articles de Banerjee parurent dans *Janata* d'avril 1950 à mars 1951.

Conclusion

Feu Edmund Samarakoddy, qui a écrit l'unique et meilleur bilan du LSSP, a résumé ses idées sur le BLPI dans une lettre personnelle :

« Il est clair pour moi depuis longtemps que la décision des dirigeants du LSSP de venir en Inde entre 1940 et 1942 n'avait que peu à voir avec l'intervention dans la révolution indienne et la construction d'un parti révolutionnaire en Inde. Il s'agissait en réalité d'échapper à la police de Ceylan en temps de guerre quand le LSSP fut rejeté dans l'illégalité. Et c'est pourquoi, dès que la guerre fut terminée et des conditions de légalité rétablies, l'internationalisme des dirigeants LSSP disparut.

Ainsi l'orientation des dirigeants "LSSSP de gauche" qui étaient partisans de la formation du BLPI n'avait que de fragiles racines, comme le montre leur capitulation face aux pressions petites-bourgeoises et social-démocrates dès la fin de la guerre. Quand la question de "l'entrée dans le CSP" se posa (1947-1948), Leslie Goonewardene et le secrétaire du parti Hector Abeyawardena défendirent vigoureusement l'entrée. Seuls les camarades indiens se battirent désespérément contre les liquidateurs qui étaient pour l'essentiel les dirigeants du LSSP. Et c'est sans doute la décision des dirigeants du LSSP d'abandonner le BLPI qui provoqua sa disparition »¹.

Bien qu'il y aie là un excès de simplification, Samarakoddy parle la voix de la sagesse. Toute l'affaire apparaît clairement dès qu'on considère le trotskysme à Ceylan et en Inde en même temps. Aussi longtemps que Philip Gunawardena et N.M. Perera occupaient leur vieille niche politique sur la droite, Colvin de Silva et Leslie Goonewardene maintenaient leur cap à gauche. Quand Colvin et Leslie commencèrent à gîter vers la droite, ils furent mis en échec par les Indiens et les jeunes samasamajistes. Mais quand la direction indienne s'effondra, Colvin et Leslie larguèrent leurs amarres de gauche et commencèrent à dériver vers le marais de la politique parlementaire insulaire — « Le trotskysme dans une seule île ».

Philip Gunawardena a toujours été un pas en avant des autres. Il a toujours voulu que les trotskystes indiens lèchent les bottes de ses amis dans la social-démocratie indienne. Colvin R. de Silva et Leslie Goonewardene se sont lancés dans une odyssee indienne pour construire un parti trotskyste. Mais ils sont finalement revenus en ayant réalisé l'objectif initial de Philip Gunawardena.

1. Lettre d'Edmund Samarakoddy à Charles W. Ervin, 1er avril 1979. "La lutte pour le trotskysme à Ceylan" a été reproduite dans le journal *Spartacist*, 22, hiver 1973-1974.

Rétrospectivement le BLPI a combattu du mieux qu'il a pu pour le trotskysme. Pratiquement le seul dans la gauche indienne, le BLPI a appelé à l'indépendance des ouvriers et des peuples opprimés à l'égard du Congrès bourgeois. Il a attiré l'attention sur la classe ouvrière urbaine indienne concentrée dans d'énormes usines de textile et les ateliers de chemins de fer, comme l'unique force capable de réaliser les tâches de la révolution démocratique en retard — chasser l'impérialisme britannique, ébranler le pouvoir de classe des exploiters ruraux, éliminer l'esclavage des castes et unifier tous les peuples de ce vaste continent.

Cinquante ans après l'indépendance, l'Inde est la preuve de cette vérité trotskyste que la bourgeoisie ne peut plus réaliser les tâches historiques de sa propre révolution démocratique, pour ne pas parler du « socialisme » qu'ont promis Nehru et ses héritiers. L'Inde demeure embourbée dans la pauvreté et les castes. Le Pakistan l'a coupée en deux et les mouvements séparatistes tirent de toutes leurs forces l'Inde de tous côtés. Le programme d'origine du BLPI n'a rien perdu, ni de sa validité, ni de sa force.

Kumari Jayawardene

Le contexte de la formation du Lanka Sama Samaja Party ¹

L'implantation du capitalisme dans un pays colonial a amené d'importants changements tant dans la composition de classe que dans la superstructure politique de Ceylan. Les nouvelles classes qui ont émergé avec le secteur des plantations et l'urbanisation qui en a découlé, étaient les capitalistes britanniques et ceylanais, la petite-bourgeoisie urbaine et la classe ouvrière composée de travailleurs des plantations et de la ville. La montée de la bourgeoisie ceylanaise et la croissance des relations salariales de travail ont marqué le début des revendications des droits démocratiques à Ceylan, y compris les droits syndicaux pour les travailleurs. Il y eut cependant un intervalle d'une centaine d'années entre l'introduction dans le pays du « capitalisme de plantation » ² dans les années 1830 et le développement du mouvement ouvrier dans les plantations au cours des années 1930. La raison en était que la main d'œuvre des plantations recrutée dans le Sud de l'Inde n'était pas une main d'œuvre salariée sur un marché concurrentiel mais de caractère semi-féodal. Les salaires étaient payés partiellement en nature et les ouvriers qui devaient acheter leurs provisions dans des

1. Je suis très reconnaissant à MM. Hector Abeyawardena, Philip Gunawardene, James Rutnam, Mme Doreen Wickremasinghe et le Dr S.A. Wickremasinghe des commentaires très utiles qu'ils ont fait de cet article.

2. C'est délibérément qu'on a utilisé le terme de "capitalisme de plantation" à cause de l'idée répandue mais fautive que les plantations n'étaient pas un mode complet de production capitaliste.

boutiques appartenant à l'entreprise, étaient ensuite liés au planteur et au Kangany par les liens de l'endettement. L'activité indépendante et l'organisation au sein de ce groupe de main d'œuvre salariée a été ainsi retardée.

Cependant la croissance du transport et des ateliers urbains auxiliaires de l'économie de plantation et l'apparition d'un noyau de main d'œuvre salariée qualifiée et non qualifiée a abouti à un mouvement ouvrier urbain dirigé par un secteur de la bourgeoisie ceylanaise. La main d'œuvre salariée urbaine, coupée des formes traditionnelles de production dans le village, s'est trouvée dans une relation nouvelle des rapports employeur-travailleur à la ville. Etant des agents « libres », vendant leur force de travail sur le marché, une partie de la classe ouvrière urbaine chercha à améliorer sa situation par l'organisation et l'action en commun. En outre, l'apparition d'une bourgeoisie ceylanaise — dont la richesse provenait des noix de coco, du caoutchouc, du bois, de la canelle, du graphite, de la location d'arac, de voitures et de propriétés urbaines — conduisit à une accentuation dans la revendication de droits politiques fondamentaux correspondant au pouvoir économique de la nouvelle classe. Pendant les cinquante ans entre 1880 et 1930, l'agitation ouvrière pour les droits syndicaux fut liée au mouvement pour les réformes constitutionnelles. Cette lutte de la bourgeoisie et des ouvriers des villes pour les droits démocratiques peut se diviser en trois phases.

La première phase, de 1880 à 1920, fut une période de renaissance religieuse et de nationalisme. Le défi à la domination britannique vint sous forme indirecte avec le mouvement de renaissance bouddhiste et Hindou des années 1880, conduit par l'intelligentsia cinghalaise et tamil. Cette auto-affirmation culturelle de religions « nationales » contre la religion des maîtres étrangers et de leurs agents, les missionnaires chrétiens, était une forme de nationalisme naissant. Il est significatif qu'un enseignant théosophe bouddhiste, A.E. Buultjens et d'autres réformateurs de la classe moyenne aient été associés à divers mouvements de protestation qui démarrèrent le premier syndicat à Ceylan en 1893 (la Ceylan Printers Union, syndicat des imprimeurs formé après une grève à Cave & C°). Dans la période jusqu'en 1920, il y eut beaucoup de grèves, les plus importantes étant celles des blanchisseurs en 1896, des charters en 1906, des cheminots en 1912 et des travailleurs des ports et des chemins de fer en 1920. Ces grèves étaient dirigées par la frange radicale non-orthodoxe de la

bourgeoisie ceylanaise comprenant des revivalistes bouddhistes, des théosophes, des réformateurs sociaux, des ouvriers partisans de la tempérance et les nationalistes les plus conscients politiquement. Ces dirigeants de la classe moyenne étaient essentiellement paternalistes, prêchant la modération et la conciliation à la classe ouvrière, mais se faisant néanmoins les champions du droit fondamental des ouvriers de s'organiser dans des syndicats. C'étaient des gens qui étaient eux-mêmes engagés dans la revendication de leurs droits, qui incluaient le droit de vote, la représentation politique, l'égalité raciale et l'égalité de chances devant les fonctionnaires britanniques à Ceylan.

Les années 20 forment la seconde phase du mouvement pour les droits démocratiques. Ce fut une période de lutte syndicale militante qui commença en 1923 quand la Ceylon Labour Union, sous la direction d'A.E. Goonesinha ¹ organisa à Colombo une grève générale de 20 000 ouvriers. Elle fut suivie d'une vague de grèves victorieuses, dans le port en 1928, chez les chauffeurs de taxi et les ouvriers d'industrie en 1928, culminant avec la violente grève des tramways de 1929, pendant laquelle les fusillades de la police firent cinq morts. La direction de la main d'œuvre salariée urbaine provenait de l'aile radicale de la bourgeoisie de Ceylan, plus particulièrement d'A.E. Goonesinha qui prit la lutte pour les droits démocratiques à un niveau plus élevé que les réformateurs modérés du Congrès national de Ceylan. Dans une société où des relations de travail salarié co-existaient avec des restes de féodalisme, où il y avait des classes, des castes, des divisions communalistes et religieuses, et où les classes exploiteuses étaient à la fois étrangères et locales, les mots d'ordre importants de la période étaient la liberté, l'égalité et la réforme sociale. La CLU de Goonesinha et le Ceylon Labour Party revendiquaient l'indépendance politique, le suffrage universel, les droits politiques indépendamment de la religion, du sexe ou de la race, la reconnaissance des syndicats et le droit de grève, des salaires minimum, des retraites et autres lois sociales.

L'idéologie des éléments « avancés » de la bourgeoisie de la phase pré-1920 a été le libéralisme gladstonien teinté de bouddhisme, de théosophie et d'humanitarisme. Les revendications étaient essentiellement des revendications bourgeoises pour une réforme

1. **Alexander Ekanayake Goonesinha** (1871-1967) peut être considéré comme le fondateur du mouvement ouvrier à Ceylan ; secrétaire de la CLU en 1922.

politique modérée, un suffrage restreint et l'égalité des droits. Mais, pendant les années 20, une période de boom économique où la bourgeoisie ceylanaise accrut son pouvoir économique et où la main d'œuvre salariée urbaine grandit en dimension et acquit une plus grande conscience de classe, certains secteurs avancés de la bourgeoisie et une de la petite-bourgeoisie vinrent au premier plan et se firent remarquer par leur agitation pour les réformes politiques et les changements sociaux. C'était « l'ère Goonesinha » avec son idéologie de social-démocratie. Cependant, pendant la sévère dépression économique du début des années 30, le syndicat et le mouvement politique conduits par A.E. Goonesinha s'affrontèrent et une ère d'agitation radicale commença avec une nouvelle direction. Le but de cet article est de discuter les événements qui ont conduit à cette phase dans la lutte pour les droits démocratiques qui a commencé dans le début des années 30 et conduit à la formation en 1935 du Lanja Sama Samaja Party, le premier parti politique socialiste à Ceylan.

La situation internationale

Le socialisme des années 30 à Ceylan résultait de la fusion de deux courants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Il y avait d'abord le groupe de nationalistes ceylanaïses élevés dans le pays qui formaient des Ligues de la Jeunesse dans les différentes régions et menaient une campagne politique anti-britannique ; ces jeunes radicaux étaient fortement influencés par le nationalisme indien militant, mais n'étaient pas socialistes. Le deuxième groupe fournissait l'idéologie. C'étaient des étudiants ceylanaïses qui avait absorbé les idées socialistes à l'étranger et qui, à leur retour à Ceylan, assumaient la direction des Ligues de Jeunesse qu'ils considéraient comme le groupe politique indigène le plus avancé. En discutant les événements qui conduisirent à la formation du LSSP en 1936, il est nécessaire de commenter un peu la situation internationale en relation avec le mouvement révolutionnaire.

A la fin des années 20 et au début des années 30, les forces de gauche avaient subi dans le monde plusieurs défaites sévères, dont la grève générale en Grande-Bretagne en 1926, la consolidation de la dictature fasciste de Mussolini en Italie, la défaite des communistes en Chine en 1927 et l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. L'apparition en Union soviétique de l'Opposition de gauche qui causa l'exclusion du pays de Léon Trotsky en 1929, refléta les problèmes internes du mouvement communiste. Ce fut

aussi une période où l'Internationale communiste affrontait de sérieux problèmes tactiques concernant la menace du fascisme, l'attitude à l'égard de la social-démocratie et la politique à adapter vis-à-vis de la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux.

Entre 1927 et 1935, il y eut d'importants changements dans la politique de l'Internationale communiste. En 1927, les communistes avaient formé la Ligue contre l'impérialisme pour inclure « toutes les organisations politiques, partis, syndicats et individualités, combattant contre la domination impérialiste capitaliste ». La Ligue déclara que sa tâche consistait à mobiliser « dans une résistance à l'échelle mondiale à l'offensive impérialiste, toutes les formes révolutionnaires luttant pour la liberté et la démocratie dans les pays coloniaux opprimés »¹. Le conseil exécutif de la Ligue comprenait nombre de nationalistes non-communistes comme Nehru ², Mohammed Hatta (d'Indonésie) ³ et Lamine Senghor ⁴ (de l'Afrique occidentale française). Mais en 1931 l'attitude de la Ligue à l'égard des nationalistes avait changé et apparurent des mises en garde contre « les illusions répandues par les nationalistes réformistes sur la possibilité de gagner l'indépendance nationale sans une lutte révolutionnaire ». Pendant cette période, Nehru, Gandhi ⁵ et Subhas Chandra Bose ⁶ furent dénoncés comme traîtres et agents de l'impérialisme ⁷. Mais en 1935, prenant en compte « la menace du fascisme contre la classe ouvrière », le VIIe congrès de l'Internationale communiste changea cette ligne pour celle du « Front populaire contre le Fascisme ». On pressa les communistes d'agir en commun avec les social-démocrates sur le terrain politique, et avec les syndicats existants dans les questions industrielles ⁸.

1. Ligue contre l'impérialisme, résolution du conseil général, décembre 1927.

2. **Jawaharlal Nehru** (1889-1964) était un dirigeant nationaliste indien qui fut le Premier Ministre de l'indépendance de 1947 à 1964.

3. **Mohammed Hatta** (1902-1986), dirigeant nationaliste indonésien, fut ensuite Premier Ministre (1948-1950).

4. **Lamine Senghor** (1889-1927), ancien tirailleur sénégalais, postier, était membre du PCF et de sa commission coloniale et animateur du comité de défense de la race nègre. Contrairement à ce qu'écrivit ici l'auteur, il était communiste. (note *CLT*)

5. **Mohandas Karamchand "Mahatma" Gandhi** (1869-1948), théoricien de la "non-violence", était le leader du nationalisme indien.

6. **Subhas Chandra Bose** (1897-1945) conduisit une lutte nationale contre la domination britannique en Inde pendant la Deuxième Guerre mondiale, en alliance avec les Japonais.

7. Ligue contre l'impérialisme. Résolution du Conseil central exécutif (1931).

8. En 1935, la Comintern déclara que les partis communistes devaient "arriver à un accord avec les organisations de travailleurs des différents courants politiques pour une action commune

Parmi les étudiants ceylanais qui se trouvaient à Londres émergea pour la première fois à la fin des années 20 un groupe influencé par le marxisme qui devint actif dans la politique d'extrême gauche et fut influencé par les questions critiques posées alors au mouvement communiste.

Le groupe étudiant socialiste

Avant la Première Guerre mondiale, les étudiants ceylanais qui allaient dans les universités en Grande-Bretagne provenaient de familles de grands propriétaires fonciers et de professions libérales. Avec le boom des produits agricoles et des récoltes des plantations (surtout noix de coco et caoutchouc), une fraction de la bourgeoisie rurale ayant récemment accédé à la prospérité put donner à ses enfants une éducation dans les universités étrangères. Tandis que la progression initiale d'étudiants riches était venue de quelques écoles chrétiennes sélectionnées à Colombo pour Oxford et Cambridge, les étudiants de type nouveau provenaient souvent d'écoles de province ou d'écoles théosophiques bouddhistes, vers l'Université de Londres.

A Londres, dans les années 20, l'Association des étudiants de Ceylan devint un centre important de discussion politique parmi les jeunes Ceylanais. Elle était dominée par un groupe d'étudiants socialistes qui, tout en étant actifs dans l'organisation étudiante large, se rencontraient à part pour discuter les questions du socialisme et la possibilité de former à Ceylan un parti socialiste. Ce groupe comprenait Philip Gunawardena ¹, Leslie Goonewardene ², Colvin R. de Silva ¹, N.M. Perera ² et le Dr

au niveau de l'usine, du district local, à l'échelle nationale et internationale" (*Resolutions of the Seventh World Congress of the Comintern*, 1935).

1. **Don Filip Rupasinghe Gunawardena** (1901-1972) était le fils de Boraguloda Ralahamy, condamné à mort puis grâcié par les Britanniques pendant les émeutes de 1915. Après cet épisode, il fut enlevé d'une école chrétienne (Prince of Wales College Moratuwa) et envoyé à Ananda College. Le principal à l'époque était un théosophe, Fritz Kunz, de l'Université du Wisconsin où se trouvaient plusieurs marxistes, dont Scott Nearing et John Commons. Kunz était un libéral et avait de la sympathie pour le nationalisme indien. Gunawardena alla aussi à l'Université du Wisconsin.

2. **Leslie Simon Goonewardene** (1909-1983) dont le père était docteur à Panadura, venait d'une famille de propriétaires occidentalisés. Il alla à St Thomas College et une public school dans le pays de Galles. Il eut un diplôme de BSc en économie à la London School of Economics et se spécialisa comme avocat. A Londres, il fut très actif dans les groupes politiques de gauche.

S.A. Wickremasinghe ³. A l'exception de Leslie Goonewardene, aucun d'entre eux n'appartenait à l'élite chrétienne mais ils provenaient de la classe rurale de propriétaires parlant le cinghalais. Ils avaient été élevés dans des écoles de théosophes bouddhiste ou des écoles du gouvernement et appartenaient à des familles bouddhistes dont le nationalisme avait été influencé par la croisade nationaliste bouddhiste d'Anagarika Dharmapala et la répression qui avait suivi les émeutes de 1915.

Les deux influences politiques importantes sur ce groupe d'étudiants socialistes ont été le mouvement nationaliste et le marxisme. Les dernières années 20 furent une période où le nationalisme indien traversait une phase militante ; la commission Simon sur les réformes constitutionnelles avait été boycottée par le Congrès national indien et, dans le Congrès, les communistes et l'aile gauche devenaient influents. A Londres, les étudiants indiens étaient actifs dans l'agitation nationaliste menée principalement par leur organisation étudiante, la Majlis de Londres. Quelques membres de l'Association des étudiants de Ceylan (particulièrement S.A. Wickremasinghe) travaillaient étroitement et avec le Majlis et avec la Ligue indienne à Londres dont les dirigeants étaient Krishna Menon ⁴, Fenner Brockway ⁵ et le révérend Sorensen. Cependant Philip Gunawardena s'opposa à la politique de Krishna Menon et rejoignit le groupe d'étudiants communistes de Londres. Il fut plus tard rejoint par Leslie Goonewardene. Pendant qu'il était en Amérique, à Berlin, à Paris, il milita avec des groupes de

1. **Colvin Reginald de Silva** (1907-1989) appartenait à une famille bourgeoise rurale. Il fut éduqué d'abord à St John, Panadura, et plus tard au Royal College. Il passa un degree et un PhD à l'Université de Londres et fut appelé au Barreau. Sa thèse porta sur la domination britannique à Ceylan avant 1833. En 1926, il était secrétaire de l'Association des étudiants de Ceylan. Il alla en visite en Union soviétique en 1931.

2. **N.M. (Nanayakkarapathiraga Martin) Perera** (1905-1970) venait d'une famille bourgeoise et fut éduqué à Ananda College. Il fit un PhD sur la république de Weimar à la London School of Economics et obtint plus tard un DSc pour une thèse sur la procédure parlementaire. Il était influencé par le professeur Laski.

3. **S.A. Wickremasinghe** (1901- ?) était d'une famille de propriétaires terriens du Sud de Ceylan. Il fut éduqué à Mahinda College (Galle) dont le Principal était F.L. Woodward, un libéral et théosophe, et le vice-Principal, F. Gordon Pearce était un membre de l'ILP. Pendant les grèves de 1915, Wickremasinghe, encore un écolier, fut témoin d'actes de répression par les troupes britanniques. Il devint docteur à Ceylan et alla en Grande-Bretagne en 1926. Il fut le Président de l'Association des étudiants de Ceylan en 1927.

4. (**Vengali Krishnan**) **Krishna Menon** (1897-1974) était un éminent nationaliste indien.

5. **Archibald Fenner Brockway** (1888-1988) était secrétaire de l'ILP et actif dans la Ligue contre l'Impérialisme.

révolutionnaires indiens dont M.N. Roy, le mieux connu à l'époque de tous les communistes indiens ¹.

Parmi les étudiants indiens et Ceylanais à l'époque il y avait beaucoup de désillusion quant au British Labour Party qui était considéré comme impérialiste en matière de politique coloniale et réformiste dans les affaires intérieures. C'est pour cela que les mots d'ordre révolutionnaires du CPGB et de la gauche du Labour Party semblaient avoir plus d'importance et d'attrait pour nombre d'étudiants des pays coloniaux. En outre, le fait que deux des dirigeants du parti communiste britannique, Rajani Palme Dutt ² et Saklatvala ³ étaient Indiens, permit des contacts étroits entre le parti communiste et les étudiants ceylanais. En 1928, la conférence de la Ligue contre l'impérialisme patronnée par les communistes, qui se tint à Londres, attira l'attention des étudiants coloniaux (Philip Gunawardena était à l'exécutif de la Ligue en 1929-1931). La politique de la Ligue fut celle de la condamnation de la IIe Internationale socialiste et du Labour Party britannique, accusés d'avoir « fait cause commune avec les impérialistes britanniques » en participant à la commission Simon ⁴.

Quelques étudiants ceylanais acquirent une certaine connaissance du marxisme par le contact avec les intellectuels marxistes et les enseignants des universités britanniques et américaines et une expérience pratique obtenue à travers l'appartenance à diverses organisations communistes, surtout le PC britannique. L'Opposition de gauche à l'intérieur du mouvement communiste influença Philip Gunawardena, qui, sur le chemin du retour à Ceylan, prit contact avec les groupes trotskystes de France et d'Espagne.

Il est important de noter combien les idées des étudiants socialistes ceylanais différaient des opinions des autres associations politiques à Ceylan. On peut l'évaluer

1. **Manabendrath Nath Roy (Bhattacharyà)** (1887-1954) semble avoir été gagné au communisme au Mexique en 1919. Actif dans l'Internationale communiste, surtout en Inde et en Chine, il se rangea avec l'opposition de Brandler-Thalheimer et fut exclu de l'Internationale communiste en 1929.

2. **Rajani Palme Dutt** (1876-1974) était en fait à demi indien, sa mère était suédoise. Il fut le principal théoricien et expert du PC britannique sur l'Inde et utilisa sa grande intelligence à faire accepter les tournants de Staline.

3. **Shapurji Dowala Saklatvala** (1874-1936) était membre du CPGB et fut quelque temps député de Battersea comme candidat commun Labour/communistes.

4. League against Imperialism ; General Council Resolution, 1927.

au moyen des positions qu'ils prenaient sur deux questions vitales : celle des réformes politiques et celle du mouvement syndical. A l'époque où les réformes de Donoughmore¹ et du Labour Party d'A.E. Goonesinha étaient soutenues par le Labour Party britannique, le groupe socialiste étudiant de Londres fit connaître son opposition aux réformes et à la politique syndicale de Goonesinha. Le Labour Party britannique considérait le Congrès national de Ceylan comme une bande d'oligarques, et les objections de Goonesinha contre les dirigeants ceylanais étaient si fortes qu'il disait être opposé à un gouvernement plus responsable tant que le droit de vote n'était pas élargi. Mais les étudiants ceylanais de Londres adoptèrent le point de vue marxiste prévalant selon lequel la bourgeoisie nationale devait être soutenue par la lutte contre la domination étrangère. Ils soutenaient que l'oligarchie indigène était préférable à une oligarchie étrangère parce que la première avait « une connaissance du pays et du peuple, de la même source et tradition et formait une oligarchie vaste avec la possibilité inhérente de cesser d'en être une ».

L'attitude vis-à-vis des réformes.

Un champ important de désaccord concernait le rôle de la bourgeoisie nationale à Ceylan. Après la publication des recommandations de la commission Donoughmore, les étudiants ceylanais tinrent toute une série de discussions hebdomadaires auxquelles Krishna Menon, S. Saklatvala et D.B. Jayatelika étaient les principaux orateurs. Un examen critique des réformes proposées fut fait et le compte rendu de ces discussions publié sous forme de brochure en 1928 par S.A. Wickremasinghe et Krishna Menon. Les étudiants n'étaient pas d'accord avec l'attitude du Labour Party britannique et d'A.E. Goonesinha à l'égard de la bourgeoisie nationale.

Sur la question du suffrage universel, le groupe des étudiants disait que, bien que désirable, sa signification immédiate ne devait pas être surestimée à cause du danger « d'un nombre beaucoup plus élevé de votes à la merci de ceux qui ont le pouvoir économique de les manipuler ». Les commissaires de la commission Donoughmore

1. Une commission fut constituée en 1927 par le gouvernement britannique, dirigée par le comte de Donoughmore, afin d'enquêter sur la Constitution et le gouvernement à Ceylan. Elle recommandait que certains pouvoirs et responsabilités soient donnés aux politiciens ceylanais tout

étaient accusés de « traiter la question à l'ancienne, en ne regardant que les questions politiques et en évitant les questions économiques », et de négliger de rendre compte des conditions du travail à Ceylan, ce qui « aurait au moins servi à attirer l'attention du parlement britannique et une plus grande attention du gouvernement de Ceylan et de l'ILO ». Ils prétendaient que cela avait été délibérément omis car ces découvertes auraient discrédité l'administration britannique et les intérêts des planteurs. A cet égard, le député du Labour Drummond Shiels ¹, qui était membre de la commission Donoughmore, fut accusé de chercher à esquiver une obligation « qu'il avait à l'égard du mouvement ouvrier tout entier »².

L'attitude à l'égard d'A.E. Goonesinha

Le groupe des étudiants de Ceylan à Londres s'opposa à la politique et à la direction d'A.E. Goonesinha dans la CLU et dans le Labour Party de Ceylan. Il était essentiel pour les étudiants de se situer par rapport à Goonesinha, parce que, de 1922 à la fin de la crise, la Labour Union avait dirigé les luttes syndicales des travailleurs de Colombo et le Labour Party de Ceylan, formé en 1923, avait été la force la plus avancée sur la scène politique. La jeune génération des nationalistes ceylanais soutint Goonesinha dans la lutte pour le *swaraj* ³, pour le suffrage universel, les droits syndicaux et une meilleure paie. Mais le mécontentement contre Goonesinha grandit particulièrement après que la Labour Union ait signé un contrat collectif avec les employeurs, en 1929, dans lequel elle renonçait aux grèves-éclair en échange de la reconnaissance des syndicats.

La première analyse théorique marxiste du rôle de Goonesinha et du mouvement ouvrier des années 20 fut donnée par Philip Gunawardena dans un article intitulé « Où va Ceylan ? », écrit en 1931. Goonesinha se voyait reconnaître le crédit des batailles militantes qu'il avait livrées au compte des ouvriers et était appelé « un homme de terrible initiative et audace ». Selon Philip Gunawardena, la grève cruciale à Ceylan, qui

en renforçant les pouvoirs du gouvernement. Elle demandait aussi l'adoption du suffrage universel et la fin de la représentation communaliste.

1. **Sir Thomas Drummond Shiels** (1881-1953) était un homme politique bien connu du Labour et fut sous-secrétaire d'Etat au Colonial Office de 1929 à 1931.

2. *Ceylon Students Association, Study of the Report on the Constitution*, London, 1928.

3. Indépendance, terme emprunté à la lutte du Congrès national indien.

marquait le moment culminant d'une période d'action offensive des travailleurs, était la grève des tramways et les émeutes de 1929 pendant lesquelles les travailleurs avaient incendié le poste de police de Maradana :

« Les travailleurs ont atteint d'extraordinaires sommets d'énergie révolutionnaire, d'enthousiasme et de sacrifice pour défendre leurs intérêts de classe et écraser le symbole de l'autorité capitaliste... Ils ont manifesté une initiative rare et une capacité à surmonter une situation critique alors que les parlementaristes perdaient leur temps dans des discussions en coupant les cheveux en quatre sur l'autorité constitutionnelle. Les nationalistes affaiblis tremblaient dans leurs chaussures et se mettaient à genoux devant l'autel de l'impérialisme, le suppliant de les sauver de leurs ennemis de classe. Leur peur de classe était bien plus forte que leur peur des conquérants étrangers ».

Gunawardena assurait que l'arme de la grève était « *la manifestation de la lutte de classes à un niveau très aigu* » et que, pendant la grève des trams, les ouvriers, « *qui n'avaient aucun intérêt pour la loi et l'ordre d'une société capitaliste* » étaient capables de « *sortir de la commission l'autorité de la société capitaliste décadente* ». Bien que les travailleurs n'aient eu ni préparation ni une direction juste, ils étaient capables de « *défier les forces armées du plus puissant empire qu'ait jamais vu le monde* ». En opposition à ce militantisme des travailleurs, Goonesinha était accusé de n'avoir pas réussi à donner pendant la grève la direction révolutionnaire nécessaire et d'avoir manifesté « *une lamentable confusion* ». Les compliments de Goonesinha aux fonctionnaires britanniques de police et les applaudissements qu'il demanda aux ouvriers pour le président de la Chambre de Commerce après le règlement de la grève, étaient caractérisés comme des « *erreurs tactiques de première grandeur* »¹.

1. P. Gunawardena, "Whither Ceylan ?", *The Searchlight*, 9 novembre 1931.

Attaque contre le Labour Party britannique

A la fin des années 20, les communistes et la gauche du Labour Party en Grande-Bretagne étaient très critiques, non seulement de la direction politique du Labour Party, mais aussi de la politique du mouvement syndical britannique et particulièrement des négociations Mond-Turner. Ces conversations entre Sir Alfred Mond, le président du grand trust Imperial Chemical Industries ¹ et Ben Turner, président du Trade Union Congress britannique ², étaient une tentative d'obtenir la paix industrielle par une collaboration avec les employés et les travailleurs.

Influencé par la ligne communiste sur ces deux questions, le groupe étudiant ceylanais critiqua l'association étroite entre le Labour Party britannique et A.E. Goonesinha sur le plan tant politique que syndical. On disait que des personnalités du Labour comme Ramsay MacDonald ³, Drummond Shiels et George Lansbury ⁴ avaient initié Goonesinha aux « merveilles du mysticisme fabien » et, dans le monde syndical, on disait que les responsables syndicaux britanniques avaient expliqué à Goonesinha la nature du « mondisme », puisqu'après sa visite en Angleterre en 1928, il était revenu à Ceylan en « *apôtre dévoué de la paix industrielle et de la collaboration de classe* ». La signature du contrat collectif à Ceylan en 1929 était aussi attribuée à cette influence. Philip Gunawardena assura que, peu après le retour d'Angleterre de Goonesinha, le Président de la Chambre de Commerce de Ceylan, S.O. Hayley, « *un grand prêtre de la paix industrielle, se hâta de former une fédération d'employés pour collaborer avec les syndicats... Hayley s'adressa à la communauté des affaires sur le ton d'un prophète hébreu et un accord fut signé pour empêcher les grèves-éclair* ». Gunawardena prétendait aussi que l'attitude conciliatrice de Goonesinha à l'égard de la fédération des employés était la preuve qu'un tout petit nombre de dirigeants de la classe ouvrière

1. **Sir Alfred Mond**, plus tard baron Melchett (1869-1930) prit contact avec les dirigeants syndicaux pour des discussions sur la coopération entre Capital et Travail.

2. **Ben Turner**, plus tard sir Benjamin (1863-1937), dirigeait le Syndicat national des travailleurs du textile et était un des dirigeants de droite.

3. **James Ramsay MacDonald** (1866-1937) était un dirigeant du Labour Party, Premier Ministre en 1924 et 1929, qui prit la tête du Gouvernement "national" en 1931.

4. **George Lansbury** (1859-1940), pacifiste, fut pendant quelque temps le leader du Labour Party.

pouvaient échapper aux tentations de la société capitaliste. Goonesinha, disait-il, est arrivé au pouvoir « sur les épaules des travailleurs et cherchait une position officielle dans le cadre de l'impérialisme et le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne rendait cette tentation d'autant plus attrayante ».

Afin de faire contrepoids à l'influence du Labour Party britannique, les jeunes socialistes pressèrent les syndicats de Ceylan de maintenir des contacts à l'étranger seulement avec « d'authentiques organisations ouvrières » et avec « le mouvement syndical révolutionnaire » en Inde ; des avertissements furent lancés contre des tentatives d'allier le mouvement ouvrier de Ceylan à l'ILO et à la IIe Internationale socialiste et les « bureaucrates syndicaux de type américain et britannique furent dénoncés ¹. Les idées des étudiants socialistes ceylanais de Londres présentaient une nouvelle coupure dans l'idéologie pour le mouvement politique et ouvrier ceylanais. Tant que ces étudiants restèrent en-dehors du pays, leur agitation resta confinée à des organisations étudiantes et des groupes nationalistes ou communistes étrangers. L'impact de ces idées se fit sentir à Ceylan entre 1930 et 1933 quand tous les membres actifs des groupes étudiants de Ceylan revinrent. A leur retour, ils soulignèrent la nécessité d'un nouveau parti politique sur une base socialiste ; il fut formé en 1945 mais d'ici là, les jeunes socialistes avait rejoint le mouvement radical des Ligues de la Jeunesse qui avait déjà pris racine dans le pays

Le mouvement de la Ligue de la Jeunesse à Ceylan.

Dans la jeunesse radicale qui avait étudié à Ceylan pendant les années 20, il y avait beaucoup de mécontentement contre les organisations politiques existantes et le besoin d'une approche nouvelle des questions politiques, sociales et économiques se faisait vivement sentir. Le Congrès national de Ceylan était considéré comme une organisation conservatrice, dominée par les dirigeants de la « vieille garde », hostiles à l'action politique de masse et à l'élargissement du droit de vote. Quelques éléments avancés — K. Natesa Aiyar, George et Susan Caldera, Valentine Perera — avaient rejoint le Labour Party de Goonesinha, espérant qu'il allait constituer une alternative

1. P. Gunawardena, *op.cit.*

vigoureuse et progressiste au Congrès, mais nombre d'entre eux le quittèrent après des conflits avec Goonesinha.

Il y eut dans les années 20 des tentatives de former un parti politique radical (avancé) quand S.W.R.D. Bandaranaike ¹ revint d'Oxford. Ses idées sur la politique et l'économie, sa méfiance à l'égard des vieux politiciens en firent pour un temps l'espoir des jeunes Ceylanais. En 1926, le Progressive Nationalist Party, formé avec Bandaranaike comme président, attira beaucoup de jeunes nationalistes et étudiants. L'objectif de ce parti était un véritable auto-gouvernement pour Ceylan, et, en nourrissant l'esprit du nationalisme, d'élargir l'horizon de l'agitation politique, « jusqu'à le monopole d'un petit nombre »². Cette tentative d'unification des forces de gauche échoua et Bandaranaike continua sa carrière dans le Congrès national de Ceylan. Le mécontentement contre la direction par un seul — Goonesinha — du mouvement syndical se concrétisa par des efforts pour détruire son contrôle sur le monde du travail. En 1927, Bandaranaike s'opposa à Goonesinha dans une élection municipale et le battit. Il y eut à Ceylan un intérêt accru pour la politique lors de l'arrivée en 1927 des commissaires de Donoughmore, quand furent chaudement débattues des questions comme le degré de self-gouvernement pour Ceylan et l'élargissement du droit de vote. La jeunesse politiquement consciente, qui n'avait aucune confiance dans le Congrès national de Ceylan ou le Labour Party de Ceylan, commença à se regrouper dans les Youth Leagues (Ligues de la Jeunesse) afin de protester contre la nouvelle Constitution. La première Ligue de la Jeunesse fut formée à Jaffna (sous la direction de Handy Perimpanyagam et C. Balasingham) et des Youth Leagues actives apparurent à Colombo et ailleurs. En 1931, elles se réunirent pour former le Congrès de la Jeunesse, qui avait comme président Aelian Perera, un avocat, Valentine Perera et George Caldera, également avocats et anciens du Labour Party, comme secrétaires.

Anti-impérialisme

Une importante source d'inspiration pour le mouvement des Ligues de la Jeunesse vint de la partie militante du mouvement national indien. A la fin des années 20, les

1. **Solomon West Ridgeway Das Bandaranaike** (1899-1959), fut plus tard chef de gouvernement.

2. *Ceylon Independent*, 4 septembre 1926.

socialistes formaient un groupe à l'intérieur du Congrès national indien et, en 1931, les membres de la gauche du Congrès, Jawaharlala Nehru et Kamaladevi Chattopadhyahya, qui étaient en visite à Ceylan, s'adressèrent à un meeting du Congrès de la Jeunesse. Les liens avec l'Inde étaient aussi maintenus par des contacts personnels, par certains membres des Ligues de la Jeunesse qui faisaient souvent le voyage en Inde.

L'horizon politique des Ligues de la Jeunesse peut être divisé en deux phases ; la phase purement nationaliste, anti-impérialiste, quand les Ligues se concentrèrent sur l'agitation pour l'indépendance politique de Ceylan, et la seconde, quand les étudiants socialistes revenus à Ceylan pendant la crise donnèrent aux Ligues de la Jeunesse une orientation socialiste et les dirigèrent vers un intérêt pour les questions économiques.

Dans la première phase, les activités des Ligues de la Jeunesse étaient dominées par des questions politiques en liaison avec la commission Donoughmore. En mai 1931 fut présentée une résolution de Stanley de Zoysa disant que la jeunesse de Ceylan avait totalement perdu confiance dans la domination britannique qui était « *lourde d'incalculables atteintes à la vie sociale, économique, politique et culturelle du peuple* », et une campagne intense fut lancée pour l'obtention immédiate du *swaraj*. Au congrès de la Jeunesse de décembre 1931, Valentine Perera appela à « *l'indépendance immédiate intégrale* » et assura qu'aucune demi-mesure ne serait acceptable. La Constitution Donoughmore, fut aussi décrite comme « *un recul dans l'histoire politique de Ceylan* » et une « *invasion flagrante contre nos droits chéris, calculée pour atteindre notre auto-respect national* »¹.

Les Ligues de la Jeunesse lancèrent aussi plusieurs campagnes de boycottage. Influencées par les méthodes du mouvement national indien, elles appelèrent au boycottage des élections générales de juin 1931, pour protester contre la nouvelle Constitution. Le jour de l'élection, les membres des Ligues de la Jeunesse manifestèrent avec des pancartes près des bureaux de vote, pressant les électeurs de ne pas voter. Ce boycottage ne fut un succès qu'à Jaffna, surtout parce que la population tamil avait ses propres griefs contre la Constitution. Il y a eu aussi une campagne des Ligues de la

1. *Morning Leader*, 18 mai et 20 décembre 1931. La Ligue de la Jeunesse et ensuite le LSSP maintinrent leurs contacts avec l'Inde. Wickremasinghe y passa deux mois en 1928. Il rendit visite à Gandhi dans sa prison et rencontra Tagore ; Philip Gunawardena assista au congrès syndical de Bombay en 1936 et en 1937, Colvin R. de Silva ; N.M. Perera et Philip Gunawardena assistèrent aux sessions du Congrès national indien.

Jeunesse contre les produits étrangers — particulièrement le riz, les liqueurs, les vêtements, le tabac — et on pressa les Ceylanais de rejoindre les *swadeshi*, le mouvement lancé par les Ligues de la Jeunesse pour encourager les produits locaux. La Ligue de la Jeunesse de Colombo-sud ouvrit un magasin coopératif *swadeshi* qui ne vendait que des produits locaux. Terence de Zylva, un des membres les plus actifs du mouvement de jeunes, déclara que, « puisque Ceylan était tenue soumise par la force militaire et la répression », l'unique arme des Ceylanais était le boycottage des biens étrangers et l'alimentation des industries nationales. Un autre boycottage patronné par les Ligues de Jeunesse fut celui des célébrations de l'anniversaire du roi, sur la base que de telles occasions nourrissent « une forme lamentable de mentalité d'esclave » et sont vouées à être considérées comme un acquiescement à être gouvernés et contrôlés par la Grande-Bretagne ¹.

Les Ligues de Jeunesse étaient aussi critiques du système d'éducation du pays qui, selon Terence de Zylva (le fondateur de Kolonnawa Vidyalya) était « aux mains de bâtisseurs d'Empire qui l'utilisaient comme une arme politique ». Au congrès de la Jeunesse de 1931, C.C. Sabaratnam proposa et Terence de Zylva appuya une résolution déclarant que le système existant d'éducation était injurieux pour le bien-être politique, culturel et économique de Ceylan, et plaidait pour l'établissement immédiat d'un système national en *swabasha* ¹.

En l'absence d'un large mouvement nationaliste dirigé par la bourgeoisie, un petit groupe de radicaux, dans les Ligues de Jeunesse, devint l'avant-garde du mouvement nationaliste dans cette période.

Questions économiques et socialisme

En 1931, Nehru, s'adressant au Congrès de la Jeunesse, avait souligné l'insuffisance du nationalisme seul, sans la compréhension du travail de l'impérialisme. A cette époque, la gauche à l'intérieur du Congrès national indien croyait que l'indépendance politique ne serait guère valable sans des changements sociaux révolutionnaires. Nehru conseilla aux membres des Ligues de la Jeunesse de considérer la façon dont la liberté de la nation affecterait les masses du pays et d'essayer de

1. *The Searchlight*, 13 février 1932 ; *Morning Leader*, 26 mai 1931.

comprendre la nature du capitalisme et de l'impérialisme. « Comment libèrerez-vous les hommes, les femmes, les enfants de Ceylan ? La liberté vaut qu'on se batte pour elle, mais il faut que vous voyiez la façon dont elle affecte celui qui est tout en bas de l'échelle ». Au même meeting, Kamaladevi Chattopadhyahya parla de la campagne de désobéissance civile de Gandhi en 1930 et dit qu'il n'existait pas « seulement la violence impérialiste contre laquelle se dressait Gandhi, mais aussi la violence du capitalisme qui exploitait les pauvres »².

En résultat de la dépression commerciale et des taux élevés du chômage, les problèmes économiques étaient fréquemment mis en lumière par le mouvement des Ligues de la Jeunesse. Par exemple, en janvier 1932, Terence de Zylva déclara que l'objectif de la jeunesse de Ceylan devrait inclure « la liberté à l'égard de la vulgaire gloriole de la richesse et du monopole des nécessités de la vie par les capitalistes » et appela les jeunes à libérer le pays de « la domination étrangère et de l'exploitation économique »³. En mai 1932, le mensuel *Young Ceylan*, publié par des membres de la Ligue, déclara que ses objectifs étaient l'indépendance totale, la stabilité économique et la solvabilité nationale. En 1932, la Ligue de la Jeunesse de Colombo sud publia une brochure intitulée *La Crise économique actuelle* qui cherchait à démontrer que la liberté politique et économique étaient « inextricablement liées l'une à l'autre ». Elle faisait référence aux intérêts économiques britanniques dans le pays comme « un drain permanent sur la richesse du pays » et condamnait le système de la Préférence impériale comme « désastreux pour la stabilité économique de l'île ». Les Ligues de la Jeunesse réclamaient une distribution plus équitable de la richesse, que l'on pouvait obtenir par « la réorganisation des tarifs, de la taxation et des finances ». Il est significatif qu'en 1932 le socialisme n'était pas un des mots d'ordre ouvertement utilisés et que la distribution égale de la richesse était préconisée à travers la réforme financière plus que par les moyens d'un changement révolutionnaire dans l'ordre social. Mais il faut noter que très peu des membres de la Ligue de la Jeunesse à Ceylan (particulièrement Terence de Zylva et Susan Caldera) avaient toujours montré de l'intérêt pour les idées socialistes.

1. *Morning Leader*, 24 décembre 1931.

2. *Morning Leader*, 18 mai 1931.

3. T. de Zylva "Our Duty", *The Searchlight*, 27 janvier 1932.

Cependant, dans la deuxième moitié de 1932 et en 1933, il y eut des changements significatifs dans la politique des Ligues de la Jeunesse, lorsque les étudiants socialistes qui avaient étudié à l'étranger revinrent à Ceylan et devinrent des dirigeants des Ligues. Pour la première fois à Ceylan, le communisme et les expériences de l'URSS furent commentées favorablement. En septembre 1932, le Dr Colvin R. de Silva, qui avait rejoint la Ligue de Colombo sud écrivit dans *Young Ceylon* un article proclamant que le communisme était la nouvelle idéologie à suivre. Dans le même journal, Robin Rutnam, un autre membre de la Ligue de la Jeunesse, qui avait, lui, fait ses études au Canada, expliqua que la nécessité de la planification économique était « la leçon la plus significative que le monde extérieur apprenait de la grande expérience sociale en Russie » et prédisait que la jeunesse de Ceylan avait une grande occasion de créer « un ordre social nouveau ». Les pages d'*Young Ceylon*, à partir de la deuxième moitié de 1932 contenaient des références à Lénine ¹.

Dans les années précédant la formation du Lanka Sama Samaja Party, le mouvement de la Ligue pour la Jeunesse fit sentir son influence de diverses manières. Sous leur nouvelle direction socialiste, les Ligues transformèrent l'anniversaire de la signature de l'armistice en point de départ d'une propagande anti-impérialiste contre les Britanniques ; pendant l'épidémie de malaria de 1934, les socialistes jouèrent un rôle accru dans le soulagement des misères ; en 1933, ils dirigèrent une grève et gagnèrent une précieuse expérience dans l'agitation syndicale et, de 1931 à 1935, par leur premier représentant au Conseil d'Etat, les jeunes socialistes entrèrent dans le champ de la politique parlementaire.

1. R. Rutnam, "The Need For a Planned National Life", *Young Ceylon*, septembre 1932. Dans le même numéro, il y avait un compte rendu de *The Speeches of Lenin* dans lequel il était fait référence à Lénine comme "la plus grande force morale dans la révolution prolétarienne". Dans *Young Ceylon*, octobre 1932, il y avait un compte rendu de *Socialism and War* de Lénine qui parlait de l'esprit alerte, plein de ressources et clair de Lénine".

Le Mouvement Suriya Mal 1931-1933

Une des questions qui mirent les Ligues de la Jeunesse au premier plan de l'activité politique nationaliste fut la campagne contre la Fête du Coquelicot, l'anniversaire de l'armistice. Elle avait ses origines dans un groupe d'étudiants avancés en 1926, fut menée par l'Association de Ceylan des Anciens Soldats et les Ligues de la Jeunesse en 1931 et recéla un appel nettement anti-britannique quand la Ligue de la Jeunesse de Colombo centre prit le mouvement en charge en 1933.

Le Jour du Souvenir, le 11 novembre, était observé dans les années 20 avec une grande ferveur par les fonctionnaires et les résidents britanniques. Ce jour-là les coquelicots étaient vendus par d'enthousiastes organisateurs et il y avait une réaffirmation de la foi dans l'Empire par des revues militaires, des services religieux et des banquets en grande pompe et cérémonie. L'annuelle Fête ultra-chauvine du Coquelicot irrite quelques jeunes Ceylanais nationalistes, très critiques de la contribution de Ceylan au Fonds spécial Coquelicot, un des plus importants de l'Empire.

En 1926, Abeysundera, un étudiant en droit, adressait à la presse une lettre dans laquelle il déplorait que, bien que Ceylan fût un pays pauvre, d'importantes sommes, disproportionnées à ses revenus, étaient envoyées hors du pays sous le prétexte des collectes du Jour du Coquelicot, et qu'une infime proportion seulement était destinée aux anciens soldats ceylanais. Cette lettre éveilla l'intérêt d'un groupe de jeunes ceylanais qui s'appelaient eux-mêmes l'Equipage cosmopolite (Harry Gunawardena, James Rutnam, DNW de Silva, C. Ponnabalam, Valentine Perera) et organisèrent en 1926 une réunion publique et une manifestation pour protester contre le Jour du Coquelicot. Ces jeunes gens étaient nationalistes, quelques-uns d'entre eux avaient été associés aux activités syndicales d'A.E. Goonesinha et ils allaient devenir des membres actifs des Ligues de la Jeunesse.

En 1931 un pas plus positif contre les collectes du Jour du Coquelicot fut franchi quand l'association des anciens soldats de Ceylan, dont le président, Aelian Pereira, était aussi président du Congrès de la Jeunesse et ancien soldat, lança un fonds rival nommé, d'après une fleur locale, le *Suriya Mal*, afin de collecter de l'argent pour les anciens soldats ceylanais et les secours locaux aux malheureux. Pereira disait qu'il y

avait beaucoup de soldats ceylanais mutilés, indigents et qui avaient un besoin urgent d'être aidés. « Il existe l'idée, écrivit-il, que c'est mal et déplaisant de vendre la fleur du *suriya* le jour de l'Armistice », mais il expliqua que ce jour avait été délibérément choisi car il avait une signification particulière pour tous les anciens soldats ¹. Les Ligues de la Jeunesse entreprirent la campagne du Suriya Mal avec un grand enthousiasme et saisirent l'occasion pour la transformer en manifestation anti-britannique.

La vente de la fleur rivale le jour du coquelicot en 1931 éveilla un grand intérêt à Colombo et dans les autres villes. Il y eut des ventes importantes, surtout dans les quartiers ouvriers de Colombo, où il y avait plus de fleurs de *suriya* que de coquelicots et on écrivit même dans la presse qu'à Colombo, les piétons manifestaient leur préférence pour la Suriya Mal tandis que la plupart des voitures arboraient des coquelicots. Les principales écoles chrétiennes de Colombo refusèrent de laisser entrer dans leurs locaux les vendeurs de Suriya Mal et quelques maisons de commerce britanniques mirent en garde leurs employés contre le port de la fleur de *suriya* dans les locaux de l'entreprise ².

L'association des anciens soldats de Ceylan qui avait patronné le Suriya Mal s' alarma du caractère politique de la campagne et de l'opposition qu'elle rencontrait et, en 1932, elle décida d'abandonner le mouvement. Ce fut une occasion pour les socialistes et, en 1933, la Ligue de la Jeunesse de Colombo entreprit la campagne du Suriya Mal et élut dans ce but un comité dont la présidente était Mme S.A. Wickremasinghe (née Doreen Young), Principal d'Ananda Balika Vidalyala. Ce comité comprenait nombre de socialistes revenus à Ceylan de l'étranger et les éléments les plus avancés des Ligues de la Jeunesse. Ce mouvement attira aussi bien d'autres nationalistes, dont S.W.R.D. Banderanaïke, qui fut chargé des fonds du Suriya Mal, et Wilmot Perera à l'école duquel Sri Palee d'Horana, se tinrent les réunions annuelles pour la Suriya Mal. Il faut aussi mentionner que plusieurs jeunes furent attirés dans l'activité politique par leur participation à ce mouvement. L'argent collecté était utilisé pour l'éducation d'un enfant d'une communauté frappée par la dépression et pour la publication de littérature. La maison du Principal d'Ananda Balika devint le quartier

1. *Times of Ceylon*, 10 novembre 1931.

2. *Morning Leader*, 10 novembre 1931, *Ceylon Independent*, 11 novembre 1931.

général du mouvement et, chaque année, des centaines de fleurs jaunes de suriya furent fabriquées par un état-major enthousiaste, comprenant Helen de Alwis, Eva de Mel, Violet Gamage, Lilian Bandaranaike et Winifred Silva.

Le Suriya Mal, qui avait commencé comme une campagne pour les anciens soldats, abandonna toute référence aux soldats mutilés et prit un caractère ouvertement politique et anti-britannique. Cela provoqua une grande irritation et beaucoup de ressentiment de la part des autorités, des résidents britanniques à Ceylan et de certains journaux. Les nouveaux organisateurs de Suriya Mal furent accusés de « manquer de sensibilité et de décence » et leur campagne qualifiée d' « initiative politique grossière menée avec un mauvais goût » parfait ¹.

Quelques mots d'ordre politiques nouveaux furent introduits dans la campagne du Suriya Mal par les Ligues de la Jeunesse. En 1933, Leslie Goonewardene écrivait :

« Il faut encore nous montrer que la Grande-Bretagne a combattu pour nous pendant la guerre ou qu'elle a de façon désintéressée fait quelque chose pour nous en temps de paix. L'achat d'un coquelicot à Ceylan n'est que trop souvent une extension de l'admiration pour le puissant empire britannique ».

Terence de Zylva déclarait que le mouvement était « décidément anti-guerre », et qu'il fallait empêcher que l'argent aille hors du pays « pour aider l'empire britannique à mener des guerres dans le but de partager le monde ». Pour la première fois, un mot d'ordre socialiste fut utilisé dans cette campagne quand de Zylva termina son article « Suriya ou coquelicot » par cet appel : « Unissez-vous dans la bataille pour Ceylan socialiste et démocratique »².

L'activité syndicale

Dans les années qui précédèrent la fondation du LSSP, les Ligues de la Jeunesse gagnèrent aussi une expérience dans l'agitation syndicale, quand ils prirent la direction d'une grève à Wellawatte Spinning and Weaving Mills en 1933. Ce fut un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière à Ceylan parce que la LU dirigée par A.E. Goonesinha, qui avait abandonné son orientation « radicale » après le début de la

1. Editorial du *Ceylon Independent*, 11 novembre 1931.

2. *Young Ceylan*, octobre 1933, pour l'article de Goonewardene, et *The Searchlight*, 18 octobre 1933, pour Terence de Zylva.

dépression, fut effectivement défiée dans le domaine syndical par les éléments militants des Ligues de la Jeunesse.

Wellawatte Spinning and Weaving Mills, propriété indienne fondée en 1890, était la plus grande usine textile de Ceylan, employant 1400 ouvriers qualifiés et semi-qualifiés. En 1923, 1926 et 1929, sous la direction de Goonesinha, il y avait eu des grèves. En février 1933, suite à la dépression économique et à la concurrence accrue des textiles japonais sur le marché, l'administration annonça une baisse des salaires. Cela aboutit à une grève de tous les salariés, inspirée selon l'administration de l'usine par un « noyau de vétérans ». Les grévistes envoyèrent une pétition au ministre du Travail et demandèrent à Goonesinha d'intervenir pour eux. A leur surprise, Goonesinha leur conseilla de retourner au travail en arguant que le fait d'avoir lancé la grève sans le préavis requis était une rupture de la convention collective entre le syndicat et la Fédération des employeurs et aussi parce que la majorité des grévistes avaient abandonné la Labour Union.

Les grévistes firent alors appel à un avocat, H. Sri Nissanke, un membre de la Ligue de la Jeunesse, qui vivait en face des usines ; il leur conseilla de confier leur affaire au Dr Colvin R. de Silva, qui venait récemment de rentrer de Grande-Bretagne. De Silva et d'autres membres de la Ligue de la Jeunesse de Colombo sud s'emparèrent de cette question, et, le 22 février, la Wellawatte & Mills Workers Union était formée à un meeting de masse des ouvriers, avec de Silva comme président, deux membres actifs de la Ligue de la Jeunesse, Vernon Gunasekera ¹ et J.W. Senannayake, comme secrétaires et Philip Gunawardena, N.M. Perera, S.A. Wickremasinghe, Robert Gunawardena, Susan Caldera et plusieurs ouvriers militants, dont Appuhamy, Kattan et Raliah, qui aidèrent à organiser les grévistes, parlèrent aux meetings de masse, collectèrent des fonds et distribuèrent les secours.

Pendant la grève, qui dura deux mois, l'objectif de Goonesinha fut d'empêcher la reconnaissance du nouveau syndicat, soit par l'employeur, soit par le gouvernement. L'administrateur de l'entreprise refusa d'ouvrir des négociations avec le syndicat qui venait d'être ainsi formé et dit qu'il était seulement prêt à recevoir Goonesinha, comme représentant accrédité des ouvriers. Goonesinha dénonça la Ligue de la Jeunesse

1. **Vernon Gunasekera** (1908-1966), brillant avocat au criminel devait être plus tard le premier secrétaire général du LSSP.

comme une organisation politique qui égarait les ouvriers avec le « sinistre » objectif de perturber le mouvement ouvrier organisé. Goonesinha affirma qu'en tolérant « la scandaleuse, interférence » de la Ligue de la Jeunesse dans la grève, le contrôleur de la main d'œuvre « encourageait l'anarchisme ». Les nouveaux dirigeants syndicaux étaient accusés par Goonesinha d'être « imbibés des idées fantastiques d'Amérique et de Russie » et de chercher à introduire des méthodes agressives dans la vie des travailleurs de Ceylan ¹.

Cette grève fut aggravée par l'introduction des questions communalistes. Du fait de la composition ouvrière, deux tiers Malayalis et un tiers Cinghalais, Goonesinha réussit à exciter un sentiment anti-malayali à un moment où les tensions raciales communalistes étaient grandes à Colombo du fait du chômage pendant la dépression. Le secrétaire du nouveau syndicat condamna les activités « malfaisantes, irresponsables, de M. Goonesinha qui, à travers une campagne de calomnies, d'insultes et d'accusations très dangereuses essaie d'aggraver les animosités inter-raciales dans ce conflit »². Du fait que la majorité des grévistes étaient Malayalis, la tentative de Goonesinha d'introduire des briseurs de grève cinghalais dans l'usine aggrava la tension. Les travailleurs du port furent envoyés en camions vers les usines par Goonesinha qui prétendait qu'il s'agissait de protéger les grévistes qui voulaient reprendre le travail. La police assura que Goonesinha cherchait ainsi à provoquer des heurts entre Malayalis et Cinghalais et avait créé « une situation sérieuse »³.

Compte tenu de l'aggravation de la tension communaliste, le ministre du Travail informa le Gouverneur que « les troubles qui se sont produits et les risques de heurts raciaux, sont trop importants pour qu'on n'en tienne pas compte »⁴. Le gouvernement décida donc d'intervenir. Il nomma une commission pour le règlement de ce conflit en vertu de l'Industrial Disputes Ordinance de 1931.

Ce fut la première occasion d'utiliser les dispositions de cette ordonnance pour la conciliation dans un conflit industriel. Le rapport de la commission blâma les ouvriers pour s'être mis en grève sans avoir d'abord essayé de négocier avec la direction, et les

1. Ceylon Labour Department, File T 15, lettre du 15 mars 1935, *Ceylon Daily News*, 2 mai 1933.

2. Lettre à l'éditeur *Ceylon Daily News*, 22 mars 1933.

3. Ceylon Labour Department, File T6, police report, 21 mars 1933.

4. *Ibidem*, rapport du 23 mars 1933.

efforts de Goonesinha pour les faire rentrer furent tenus pour « raisonnables ». La commission reconnut que les usines manquaient d'argent et que « les salaires devaient contribuer substantiellement à une aide financière », mais ils recommandèrent de ne pas baisser les salaires de plus de 12 %, une baisse qui serait couverte par celle du coût de la vie ; la revendication des 54 heures par semaine au lieu des 60 fut considérée comme inacceptable, toutes les usines en Inde étant à 60 heures. La commission constata ensuite que les difficultés financières du temps ne lui permettaient aucun des aménagements réclamés par les syndicats ¹.

Le rapport fut bien accueilli par Goonesinha et un meeting de la Ceylon Labour Union fut organisé pour célébrer cette occasion et Goonesinha fit un rapport sur toutes les concessions qu'il avait obtenues en faveur des ouvriers dans les années passées. A l'opposé, Colvin de Silva, le président de la Wellawatte Mill Workers Union, dit qu'à la différence de Goonesinha, les travailleurs n'allaient pas chanter en cœur *Alleluia* car le rapport n'était « ni correct, ni juste ni raisonnable. » Sur la question des salaires, il ajouta : « Nous ne pouvons accepter le principe selon lequel le salaire varierait toujours avec le coût de la vie. Cela repose sur une hypothèse, que rien ne soutient, qui veut que les salaires présents sont satisfaisants. »²

Le gouvernement était préoccupé de l'apparition d'un nouveau syndicat militant qui défiait la CLU de Goonesinha au moment où elle était devenue acceptable tant pour le gouvernement que pour les patrons. Le Contrôleur du Travail rendit compte que le directeur des usines était « très embarrassé... car il ne semble pas que nous ayons à faire à un syndicat, mais à une organisation politique »³.

L'épidémie de malaria 1934

Avec les dirigeants ouvriers des décennies précédentes, les dirigeants du mouvement ouvrier des années 30 se sont aussi trouvés engagés dans des activités de secours dans les masses qui les ont mis en contact direct avec les problèmes de la pauvreté et de la maladie. L'épidémie de malaria survint après deux saisons de sécheresse sévère et d'absence de moissons, et, selon, un rapport officiel, « elle trouva

1. Ceylon Labour Department, File T6, rapport d'avril 1933.

2. *Ceylon Daily News*, 25 mai 1933.

3. Ceylon Labour Department, File T 15, lettre du 14 mars 1933.

des victimes déjà prêtes dans une population déjà très affaiblie par la dépression économique ». L'estimation officielle fut que, dans la région de Ceylan affectée par l'épidémie, où la population était de trois millions, sur un total de 5,5 dans l'île, il y a eu 1,5 million de cas de malaria en avril 1935 et plus de 100 000 morts entre septembre 1934 et décembre 1935 ¹.

La sévérité de l'épidémie provoqua des conditions de famine dans quelques districts de Ceylan et le gouvernement et des organisations privées s'activèrent pour l'organisation des secours à la détresse dans les zones les plus durement frappées. Le gouvernement nomma une commission pour les secours, vota un demi-million de roupies pour faire face à l'épidémie et ouvrit un Fonds de Secours contre la malaria qui recueillit un lakh ² de souscription. On utilisait l'argent pour distribuer de la nourriture, des vêtements et des médicaments et l'organisation des secours en pratique. Des volontaires de diverses organisations aidèrent à la collecte des fournitures et firent du porte-à-porte en distribuant médicaments et nourriture.

Le mouvement Suriya Mal était très actif dans le secours dans le district de Kegalle. On ouvrit un dispensaire et le Dr S.A.Wickremasinghe, le Dr Colvin de Silva, Harry, Philip et Robert Gunawardena, le Dr N.M. Perera, Robin Rutnam, le Dr Mary Rutnam, Selina Peiris et plusieurs enseignants d'Ananda Balika travaillèrent dans cette région pendant nombre de mois. La maison de Boralugoda Ralahamy, le père de Philip Gunawardena était le centre des travailleurs du Suriya Mal dans la région. Le commissaire aux Secours, dans son rapport, assure que « ces travailleurs, intelligents et systématiquement volontaires étaient les plus efficaces » et mentionne les « grands services rendus par les travailleurs du Suriya Mal »³.

La responsabilité de la dévastation causée par l'épidémie de malaria fut rejetée par les Ligues de la Jeunesse et les travailleurs de la Suriya Mal sur l'apathie de l'administration. Cette épidémie, qui fut un « grand désastre national », fut considérée

1. Sessional paper 5 of 1936, p. 17.

2. Un *lakh* fait environ 100 000 roupies.

3. Rapport de F.C. Simpson, Sessional paper p. 5 of 1936. Le rapport de l'agent assistant du gouvernement à Kegalle fait référence "au travail très utile de la société Suriya Mal à Kegalle et particulièrement de l'un de ses membres, Robin Rutman, qui organisa excellemment la distribution des secours et rendit des services immenses dans une localité particulièrement frappée".

comme « le résultat direct de la dureté et de l'indifférence de l'Etat » La législature fut accusée de négligence totale pour la paysannerie dans les cruelles années de dépression, de sécheresse et d'épidémie, et le Congrès national de Ceylan fut critiqué pour n'avoir pas mis en avant une politique de « régénération des villages » et d'« amélioration du sort des paysans ». Le leader du Conseil d'Etat, D.B Jayatilaka, dont on raconta qu'il avait dit que l'épidémie de malaria était due aux péchés passés du peuple, fut féroce ment attaqué par les Jeunes socialistes. Ils l'accusèrent d'éviter « les implications politiques de l'épidémie de malaria » en « jouant sur la crédulité des ignorants et des superstitieux » ; et d'utiliser l'argent des contribuables pour célébrer le Jubilé Royal en 1935 « quand tout le pays n'était plus qu'un cimetière »¹.

Colvin R. de Silva assura que, pendant que des milliers mouraient de faim et de la malaria « les prétendus dirigeants nationaux avaient reçu les ducs royaux, célébré les jubilés royaux, chassant des titres de chevaliers, relevant les riches de leurs devoirs en supprimant l'impôt sur leurs domaines et en allégeant les taxes payées par les exploités étrangers »². Le Ceylon Labour Party fut aussi blâmé par les Ligues de la Jeunesse pour avoir « failli à sa principale responsabilité », élever l'opinion publique à la conscience des besoins des classes laborieuses et pauvres. L'enthousiasme de ce parti, dirent-elles, avait été éteint par sa « folie pour l'héroïsme politique » et il était « plus concerné par l'exploitation du travailleur que par l'amélioration de sa condition »³.

Young Ceylon décrit le travail du mouvement Suriya pendant l'épidémie comme un remarquable effort par des jeunes gens éduqués qui avaient donné un sens nouveau au mot de secours. Dans un rapport du comité de secours de Suriya Mal, on soulignait l'importance politique de ce travail. Le rapport assurait :

« L'aide matérielle et médicale que nous avons apportée n'est rien en comparaison de la valeur morale du contact entre les paysans et les travailleurs de Suriya Mal : Jusqu'à présent, nous n'avons pas réellement commencé à comprendre et à apprécier dans leur entier les implications d'un féodalisme brutal, la nature et l'étendue de la misère, de l'oppression, du besoin et de la dégradation morale qui peuvent prévaloir sous un tel système... La façon dont nous avons traité avec sympathie les villageois comme nos égaux

1. "The Epidemic", *Young Ceylon*, décembre 1934; Vernon Gunasekera, "Malaria and Politics", *Young Ceylan*, juin 1934.

2. *Young Ceylan*, décembre 1934.

3. *Ibidem*, décembre 1934.

a été pour eux une révélation, habitués qu'ils étaient à être bousculés, trompés, traités comme des chiens par leurs prétendus supérieurs sociaux »¹.

Les Jeunes socialistes, qui avaient déclenché l'attaque contre le Congrès national de Ceylan et le Ceylan Labour Party pour leur échec à traiter ce problème urgent de réforme économique et sociale, ressentirent de plus en plus le besoin, dans le pays d'un parti politique socialiste.

Agitation à travers le Conseil d'Etat

Dans les années précédant la formation du LSSP, les socialistes ont fait aussi leur première expérience de la politique parlementaire. Bien qu'une partie de la Ligue de la Jeunesse ait été opposée à la participation aux élections, un autre groupe croyait que le Conseil d'Etat serait un forum de valeur pour l'agitation et la propagande, avec l'avantage supplémentaire de l'immunité parlementaire. De 1931 à 1934, le Dr S.A. Wickremasinghe, qui avait été actif dans la campagne du Suriya Mal, des secours contre la malaria et de la grève de la Wellawatte, fut membre du Conseil d'Etat pour Morawaka. Au Conseil d'Etat, il attaqua vigoureusement la politique coloniale britannique et la politique économique et sociale du bureau ceylanais des ministres, mettant à profit toutes les occasions d'éclairer les problèmes posés aux masses pendant ces années de dépression économique. Il critiqua les services médicaux et sociaux et fit un rapport important à la commission sur la domesticité infantile. Il s'opposa aux dépenses somptuaires lors des visites royales et, à l'occasion du Jubilé royal en 1935, déposa un amendement au message de loyauté qui disait :

« La condition des masses ne s'est pas améliorée un tant soit peu dans les 25 années de règne de Votre Majesté... elles sont soumises aux infirmités, à une dure exploitation et législation,... et les fruits de la négligence et de la criminelle indifférence des conseillers de Votre Majesté ont été engrangés sous la forme de la pauvreté, de la maladie et de la famine »².

Pendant l'épidémie de malaria, Wickremasinghe dénonça inlassablement l'insuffisance des services de secours et proclama que la leçon de l'épidémie était « la nécessité de l'émancipation politique »³.

1. *Young Ceylan*, septembre 1935.

2. *Ceylon Daily News*, 8 mai 1935.

3. State Council of Ceylan, *Hansard*, Débat du 15 janvier 1935, p. 34.

Au Conseil d'Etat, Wickremasinghe mena aussi la campagne d'opposition au Trade Union Act de 1935. Le gouvernement de Ceylan avait essayé de passer une législation répressive pour contrôler les syndicats en 1929 mais elle avait été rejetée par Lord Passfield (Sidney Webb)¹, secrétaire d'Etat dans le gouvernement du Labour en 1929, et ce fut seulement l'ordonnance non controversée pour le règlement des conflits du travail qui passa en 1931. En 1935 cependant, quand Ceylan commença à se remettre des effets de la dépression et que l'activité syndicale redevint possible, la législature adopta une première ordonnance pour réglementer leur activité.

Les principales dispositions de la Trade Union Ordinance de 1935 étaient l'enregistrement obligatoire de tous les syndicats, une réglementation concernant l'engagement des membres à l'égard du fonds politique d'un syndicat et la disposition selon laquelle il ne pourrait y avoir plus de la moitié des fonctionnaires d'un syndicat qui soient des « extérieurs ». Les Ligues de la Jeunesse clamèrent que le gouvernement essayait d'écraser les syndicats et, au Conseil d'Etat, S.A. Wickremasinghe, en sa qualité de membre du Standing Committee chargé de discuter l'ordonnance, fit une intervention hostile dans laquelle il déclara :

« Le Bill a pour objectif de restreindre les activités légitimes des travailleurs dans la formation des syndicats, mais il ne fournit aucune protection contre les entreprises du patronat. Dans un pays où il n'y a pas d'assurance chômage, maladie, vieillesse, maternité, accidents et aucune forme d'assurance sociale, il est très peu avisé d'introduire une législation qui restreigne la formation et l'activité des associations volontaires »².

1. **Sidney Webb** (1859-1945) était un théoricien fabien, dirigea le Colonial Office dans le deuxième gouvernement du Labour, et, avec sa femme Beatrice, fut responsable d'une monumentale apologie du stalinisme, *Soviet Communism : a New Civilisation ?*

2. Labour Department, File T1, part II.

La formation du LSSP

Les activités du mouvement de la Ligue de la Jeunesse dans les années précédant 1935 avaient consisté en campagnes d'inspiration socialiste, anti-Britanniques, anti-féodales, pour l'obtention des droits démocratiques. L'agitation nationaliste des Ligues de la Jeunesse et le mouvement *Suriya Mal* exprimèrent l'hostilité à la domination britannique de la classe moyenne radicalisée. A travers le travail de secours effectué dans le cours de la campagne contre la malaria, les exigences sociales des masses rurales et l'oppression féodale existant dans les villages furent mises en lumière. Pendant la sévère dépression, quand A.E. Goonesinha avait abandonné le syndicalisme militant, les Ligues de la Jeunesse luttèrent pour les droits syndicaux et les revendications ouvrières. En outre, ils se servirent du Conseil d'Etat comme d'une tribune à partir de laquelle on pouvait faire connaître les problèmes économiques et sociaux.

La nécessité d'un parti politique séparé pour une large agitation politique et syndicale fut ressentie et, le 18 décembre 1935, les plus actifs des membres des Ligues de la Jeunesse fondèrent le *Lanka Sama Samaja Party*¹. Le nouveau parti publia un manifeste destiné à être un vaste programme de 22 « revendications immédiates » pour l'agitation et la lutte quotidiennes ». Le manifeste proclamait que les objectifs du parti étaient l'abolition de l'inégalité économique et sociale et de l'oppression naissant des différences de classe, caste, croyance ou sexe, et la socialisation de moyens de production, de distribution et d'échange. Cependant aucune mesure comprenant la socialisation ne figurait dans les 22 revendications qui énuméraient les mesures

1. Les membres fondateurs du LSSP incluaient C. Balasingham, George Caldera, Susan Caldera, B.J. Fernando, Philip Gunawardena, Robert Gunawardena, Leslie Goonewardene, Vernon Gunasekara, Corbett Jayawardena, Jack Kotelawala, M.G. Mendis, Roy de Mel, N.M. Perera, Selina Perera, Robin Rutnam, J.W. Senanayake, Colvin R. de Silva, S.A. Wickremasinghe, Terence de Zylva et Stanley de Zoysa. (Le terme de *samajamaja* fut forgé en la circonstance en langue cinghalaise, où il signifiait à la fois "socialisme" et "égalité").

législatives nécessaires pour l'amélioration des conditions économiques et sociales à Ceylan.

Pour les travailleurs des villes, le manifeste demandait un minimum des salaires, une assurance chômage et secours, la journée de huit heures, une législation sur les usines, la liquidation des taudis, la baisse du prix du logement, l'abolition de l'enregistrement obligatoire pour les syndicats. L'aide aux paysans était réclamée sous la forme de terres libres au paturage, de semence de paddy sans intérêt, et de l'abolition des taux d'irrigation et des lois forestières sur le débroussaillage. Sur les questions économiques, le parti défendait un impôt plus élevé sur le revenu, une taxe immobilière, l'abolition de la Préférence impériale et du Quota Japonais et l'abolition des impôts indirects qui touchait les produits consommés par les pauvres. Le manifeste demandait aussi l'utilisation du *swabasha* dans les tribunaux ordinaires, les postes de police et les départements gouvernementaux ¹.

C'était là un programme de revendications minimales destiné à rendre le parti populaire dans une importante fraction de la population. Aucune de ces revendications n'impliquait un changement révolutionnaire et le parti, à sa formation, ne voulait pas se constituer en un parti marxiste. Même sur le plan de l'organisation, il n'était pas un parti révolutionnaire strictement organisé avec un nombre restreint de membres. L'adhésion était ouverte à qui affirmait qu'il était socialiste et était d'accord avec les objectifs du parti.

La décision — 18 ans après la révolution d'Octobre — de former le LSSP en tant que parti avancé avec une large base au lieu d'un parti strictement marxiste a été influencée par l'absence à Ceylan d'un mouvement nationaliste militant conduit par la bourgeoisie nationale. Le besoin du jour était l'établissement d'un parti qui pourrait

1. *Young Ceylon*, février 1936. La préférence impériale était un moyen de forcer les colonies britanniques à acheter des produits fabriqués en Grande-Bretagne. Le Quota japonais restreignait l'importation dans l'île de biens japonais (note de *RH*)

comprendre des nationalistes avancés et des socialistes et qui pourrait donner une direction socialiste à la lutte pour la liberté politique et le droits démocratique ¹.

1. La décision de former le LSSP en tant que parti large n'avait aucun lien avec la politique de Front uni de l'Internationale communiste à cette époque. Cependant, après la formation du parti, le groupe interne des marxistes (Philip Gunawardena, Robert Gunawardena, Leslie Goonewardene, N .M. Perera et Colvin R. de Silva) qui étaient influencés par les idées de l'Opposition de gauche, commencèrent à prendre le contrôle du parti. Sous leur influence, le LSSP avait, à la fin des années 30, eu un impact révolutionnaire dans le secteur des plantations et en 1940, le parti apparut comme parti trotskyste. Philip Gunawardena assure que l'Internationale communiste fit plusieurs tentatives pour influencer le LSSP et envoya des émissaires britanniques et allemands dans les années 30, dans ce but.

Y.R. Amarasinghe

La Scission des samasamajistes

En septembre 1945, Philip Gunawardena et N.M. Perera annoncèrent le lancement d'un nouveau parti politique sous le nom ancien de Lanka Sama Samaja Party ¹. Cette annonce constituait la formalisation de la scission dans les rangs des samasamajistes. Le BLPI dont les dirigeants étaient encore en Inde décida d'« exclure » N.M. Perera et Philip Gunawardena ². Après cela, les espoirs d'une réconciliation diminuèrent au moins pour l'immédiat. A partir de cette date il y eut à Ceylan deux formations politiques samasamajistes distinctes.

Deux partis samasamajistes

Les deux nouveaux partis samasamajistes proclamaient tous les deux leur allégeance à Trotsky et à la IVe Internationale et revendiquaient aussi le titre d'héritiers du manteau de l'ancien LSSP. Le groupe dirigé par Philip Gunawardena et N.M. Perera non seulement reprit l'ancien nom de Lanka Sama Samaja Party mais aussi le nom et le local de l'organe traditionnel du parti, le *Samasamajist*. Cependant l'important atout que constituait la reconnaissance officielle de la IVe Internationale continua à être entre les mains de la section du BLPI qui fut connu à Ceylan, sous le nom de Bolshevik

1. Philip Gunawardena et N.M. Perera au *Ceylon Daily News*, 22 octobre 1945.

2. La résolution du CC du BLPI approuvant les exclusions, Susan de Silva, *Wrecking of the LSSP*, pp. 10-14. Colvin de Silva et Leslie Goonewardene au *Ceylon Daily News*, 13 octobre 1945.

Samasamaja Party (BSP), dirigé par le groupe autour de Colvin R. de Silva et Leslie Goonewardene ¹.

Etant trotskystes tous les deux, les deux partis n'avaient naturellement pas de divergences fondamentales et pourtant ils ne manquaient ni d'hostilité l'un pour l'autre ni de sujets de petites querelles. Les Samasamajistes bolcheviques critiquaient la ligne du LSSP comme du « menchevisme organisationnel ». La base de cette accusation était que Philip Gunawardena et N.M. Perera avaient avancé pour leur organisation le besoin d'élargir leur base en s'associant à d'autres groupes avancés dans le pays. Philip Gunawardena et N.M. Perera avaient lancé ces idées au temps où ils étaient en exil en Inde. Les militants qui avaient rejeté ces idées et opté pour une organisation bolchevique étroitement soudée étaient les mêmes hommes qui, plus tard, fondèrent et dirigèrent la section bolchevique. Le nouveau parti de Philip Gunawardena et N.M. Perera, le LSSP, commença son activité à Ceylan par une collaboration avec différentes organisations non-marxistes ². Les bolcheviques assurèrent que cette politique conduisait à l'adoption d'un « parti lâche petit bourgeois en contradiction avec le parti soudé et discipliné intégré avec le prolétariat »¹. Ils maintinrent aussi que le LSSP devenait une section séparée sans aucune raison de principe et qu'il y avait même dans ses rangs nombre d'éléments non révolutionnaires. Malgré ces accusations, les bolcheviques, à cette étape, concédèrent que le LSSP ne déviait pas clairement du programme du Parti bolchevik-léniniste en Inde.

Philip Gunawardena et N.M. Perera justifiaient pour leur parti la fondation d'une organisation séparée comme une mesure destinée à corriger la politique erronée des hommes qui avaient dirigé les samasamajistes tandis qu'eux étaient en prison. Les deux dirigeants du LSSP accusaient les bolcheviques qui avaient dirigé l'organisation de temps de guerre « *d'une négligence abjecte du travail de parti* » et condamnaient « *leur absence d'intérêt pour le travail syndical* ».

1. Le LSSP s'intitulait "Membres de la IVe Internationale" tandis que les bolcheviques se présentaient comme "Unité de Ceylan du BLPI, section de la IVe Internationale".

2. Au début, le LSSP collabora très étroitement avec le Ceylon Indian Congress qui contrôlait la masse des travailleurs indiens des plantations et quelques socialistes ou libéraux indépendants.

Un autre grief touchait à l'éloignement des dirigeants de la base du parti ; le LSSP appelait ces dirigeants « un groupe bureaucratique »². Une autre critique régulière du LSSP avait trait à la prétendue « arrogance académique intellectuelle » de la direction bolchevique. On condamnait aussi leurs méthodes conspiratives petites bourgeoises »³. Outre ces accusations et contre-accusations, ces partis étaient incapables de mettre en avant des divergences de nature fondamentale. Les différents groupes de dirigeants représentaient cependant deux tendances qui existaient dans le mouvement, le LSSP reflétant l'aspect pragmatique et le BSP une ligne révolutionnaire plutôt dogmatique. Le LSSP voulait élargir la base d'organisation du parti et se montrait donc plus conciliant à l'égard des groupes radicaux extérieurs. Le BSP, très attaché au maintien de la pureté théorique et à la préservation d'un caractère de cadre du parti, était opposé à toute forme de collaboration au niveau organisationnel. Ces divergences devaient demeurer comme une ligne de clivage entre les deux partis jusqu'à leur unification en juin 1950. En fait, même après l'unification, elles se manifestèrent dans le parti unifié ; les anciens membres du parti bolchevique avaient souvent tendance à agir en groupe de la gauche du parti. C'étaient ceux-là qui étaient le plus intéressés au maintien des liens avec la IV^e Internationale et à la poursuite de la polémique trotskyste contre les autres groupes de gauche. Quatorze ans après l'unification, à la conférence extraordinaire de juin 1964, les leaders des deux groupes qui s'opposèrent au désir de la majorité de droite du parti de former une coalition provenaient presque exclusivement des rangs des bolcheviks de la première période.

Quelles qu'en soient les raisons, les samasamajistes entrèrent divisés dans la significative période d'après-guerre et ce fut un terrible handicap pour tout le mouvement trotskyste ceylanais. Comme l'admet l'historien officiel du mouvement trotskyste à Ceylan ⁴, cela empêcha les samasamajistes de recueillir tous les bénéfices du prestige que leur avait valu leur attitude pendant la guerre. Ce fut d'autant plus

1. *Fight*, 20 novembre 1945.

2. Déclaration au nom du LSSP de Philip Gunawardena et N.M. Perera, *Ceylon Daily News*, 22 octobre 1945.

3. *Samasamajist*, 4 janvier 1946.

4. L. Goonewardene, *A Short History of LSSP*, p 32.

dommageable que la période de l'immédiat après-guerre vit de grands soulèvements de la classe ouvrière et des changements politiques.

Les Samasamajistes divisés (1945-1950)

Des mois après leur sortie de prison, les samasamajistes commencèrent sérieusement leurs activités d'agitation et de propagande. Leurs activités étaient particulièrement centrées sur les questions économiques du chômage, la hausse du coût de la vie et les droits d'organisation pour les travailleurs du gouvernement, avec les questions politiques de la dissolution du Conseil d'Etat (dès 1941), la nécessité de tenir de nouvelles élections et la libération des derniers prisonniers politiques. Les samasamajistes étaient particulièrement actifs dans le domaine syndical. Comme leurs vieux syndicats étaient en complète désorganisation après l'interdiction de leur parti en avril 1942, il y avait beaucoup à faire. Le PC de Ceylan, qui apparut pendant la guerre, avait utilisé à fond sa position légale privilégiée et acquis de solides positions dans le mouvement syndical. Dans leur lutte pour influencer les syndicats et dans d'autres domaines, les samasamajistes l'emportaient de peu sur les communistes du fait de leur attitude d'opposition aux « impérialistes » pendant la guerre. Au moment où les samasamajistes « souffraient au service du peuple », les communistes jouaient le rôle de soutiens des Britanniques et de l'*establishment* local. Les samasamajistes poursuivirent leur activité dans les conflits du travail qui se produisirent dans les premiers mois de leur liberté ¹.

Dans la sphère politique, l'événement le plus important qui se soit produit au début de l'après-guerre fut l'annonce de nouvelles propositions de réforme faites par la commission présidée par le vicomte Soulbury ². Les nouvelles propositions recommandaient un cabinet type de gouvernement. Selon ces propositions, une Chambre des représentants avec pleins pouvoirs sur les questions intérieures, finances

1. Après leur libération plusieurs samasamajistes furent accusés d'offenses criminelles pour leur intervention dans des conflits du travail, notamment Leslie Goonewardene, Philip Gunawardena et N.M. Perera.

2. Herwald Ramsbotham, vicomte Soulbury, fut placé à la tête de la commission en 1945 et fut l'auteur des propositions.

comprises, remplacerait le Conseil d'Etat et un nombre limité de sujets spécifiquement mentionnés, défense et affaires étrangères devaient rester du ressort de Westminster par l'intermédiaire d'un Gouverneur général. Les réformes proposaient aussi une redivision de l'électorat. Quoique le congrès national de Ceylan ait rejeté officiellement la coopération avec la Commission, une fois que les propositions furent faites, on les considéra comme adéquates et les dirigeants politiques nationaux les firent approuver par le Conseil d'Etat à une majorité écrasante.

Pourtant les samasamajistes condamnèrent sans réserves les nouvelles propositions constitutionnelles. La manifestation du 1er Mai du LSSP en 1946 appela au rejet de ces réformes baptisées « propositions Senanayake ¹-Soulbury ». Les samasamajistes ne voyaient pas d'un bon œil le format du cabinet proposé par la commission dont il considérait qu'elle offrait des chances inférieures aux individus en comparaison avec le système du comité exécutif qui existait avec le Conseil d'Etat. On le considéra comme un moyen réactionnaire destiné à conserver le pouvoir réel entre les mains d'une poignée de loyalistes. En une occasion, N.M. Perera fit référence aux réformes proposées comme « un fascisme menaçant » auquel les dirigeants politiques de Ceylan se préparaient « à travers leur Constitution d'esclaves Soulbury »².

Les bolcheviks étaient encore plus vigoureux dans leur rejet des propositions de réforme. Quand le contenu des nouvelles propositions fut connu, il affirmèrent que l'objectif britannique tel qu'il se reflétait dans les propositions de réforme était de faire de Ceylan un « Ulster asiatique, un bastion pour l'Empire contre la révolution indienne longtemps attendue ». Le Bolshevik Samasamaja Party tint un meeting de masse pour protester contre l'acceptation des réformes : une résolution y fut adoptée qui appelait « les masses à faire échec aux tentatives d'imposer une nouvelle constitution d'esclaves... et de marcher de l'avant avec les masses indiennes vers le renversement de l'impérialisme et l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan »³.

Les samasamajistes virent les propositions de réformes comme un compromis entre les maîtres coloniaux britanniques et les dirigeants politiques établis de Ceylan,

1. D.S. Senanayake était le leader du Conseil d'Etat et fit adopter les propositions de réforme.

2. *Samasamajist*, 1er Mai 1946.

3. *Fight*, 20 novembre 1945.

compromis qui satisfèrait les dirigeants locaux tout en permettant aux Britanniques de prèserver et continuer leur domination. Les nouvelles dèlimitations qui avaient en effet accru le poids des zones rurales et la proposition de crèer un sènat qui serait dans sa totalitè composè de membres nommès, ètaient considèrèes comme des moyens destinès à faciliter le maintien du pouvoir aux mains de « laquais loyaux » de l'impèrialisme britannique. Les propositions ètaient considèrèes avec suspicion car on pensait qu'elles ètaient conçues pour èviter la question importante du retrait total des Britanniques. Ils pensaient que ce n'ètait pas pour un avenir proche. Les Samasamajistes disaient que les Britanniques cherchaient à conserver leurs positions en Inde malgré le changement d'atmosphère politique après-guerre et qu'ils voulaient pour cela conserver Ceylan comme base intermèdiaire. Plus encore, ils pensaient que les Britanniques ne se retireraient jamais volontairement et qu'il faudrait les chasser de force ; il n'y avait donc pas de place pour un règlement négociè comme le prètendaient les dirigeants politiques nationaux de Ceylan. Une raison supplèmentaire pour refuser d'accepter les propositions de rèforme aurait ètè le fait que les samasamajistes ètaient tenus à l'ècart des vrais négociations comme des dèlibèrations du Conseil d'Etat, sur l'acceptabilitè des propositions.

Quelques mois après la mise en application des propositions Soulbury, on annonça que les Britanniques avaient l'intention de se retirer complètement de Ceylan. Les perspectives politiques des samasamajistes avaient aussi considèrablement changè. L'èlection gènèrale tenue entre août et septembre 1947 conformèment aux propositions de Soulbury apporta d'importants succès èlectoraux aux deux partis samasamajistes, surtout le LSSP. Ces èlections venaient en fait à un moment où la situation politique objective ne leur apparaissait pas très favorable. Ils n'avaient pas rèsussi à dresser mème une partie de l'opinion publique contre les nouvelles propositions de rèforme. De plus, les èlections se tinrent quelques mois après l'èchec dèastreux de grèves qui fut suivi de milliers de licenciements et du dèclin de l'influence de tous les partis politiques de gauche dans les syndicats. Les samasamajistes divisès devaient affronter les dirigeants politiques nationaux qui ètaient en mesure d'offrir la promesse attirante de l'indèpendance immèdiate si on les renvoyait au pouvoir. Néanmoins les samasamajistes disputant 39 sièges sur 95, en gagnèrent 15 et en sortirent comme le

deuxième plus grand parti politique au nouveau parlement ¹. Les résultats de cette élection convainquirent au moins une partie des samasamajistes qu'ils n'étaient pas totalement extérieurs à la politique électorale ; ceux-là pensèrent que, puisqu'ils avaient eu un tel succès dans une situation pas particulièrement favorable, ils auraient pu avoir plus de chances encore dans des conditions différentes. Ce sentiment fut peut-être décisif en rendant une partie importante des samasamajistes plus prudents dans l'expression de leur opposition à l'octroi de réformes constitutionnelles ultérieures.

La nouvelle étape des réformes constitutionnelles fut l'octroi de l'indépendance politique complète, qui allait être effective à partir de février 1948. Les deux partis samasamajistes étaient sceptiques sur cet ultime développement dans l'évolution constitutionnelle de Ceylan et s'interrogeaient sur les motifs des Britanniques. Du fait de leur méfiance inhérente à l'idée que les Britanniques puissent se retirer pacifiquement de Ceylan, les samasamajistes soutinrent fermement que ce retrait n'était que nominal et que le pouvoir réel, tant politique qu'économique, était encore aux mains des Britanniques ².

Même sur cette question, la différence dans le degré de militantisme des deux partis samasamajistes vint à la surface. Le LSSP fut d'accord que l'indépendance, bien qu'incomplète, était une amélioration du statut constitutionnel existant. Quand le Premier Ministre sous la nouvelle constitution fit une proposition exprimant la « jubilation » sur le fait que le gouvernement de Sa Majesté avait octroyé l'indépendance, N.M. Perera proposa un amendement qui reflétait la pensée du LSSP sur l'indépendance ³. Cet amendement « appréciait » l'octroi de l'indépendance mais regrettait qu'elle fût une « indépendance incomplète ». Le LSSP la considérait comme incomplète sur trois points essentiellement. Premièrement elle avait été négociée par une poignée de dirigeants politiques nationaux établis, sans faire pratiquement de référence au peuple ou à la législature de Ceylan. Deuxièmement, la signature de trois accords semblait avoir été une condition préalable à l'octroi de « l'indépendance ».

1. Le LSSP gagna 10 sièges (sur 28 disputés) et le BSSP 5 (sur 11).

2. On croyait que des accords secrets permettaient aux Britanniques de reprendre les rênes en cas de danger (Goonewardene, *op.cit.*, p. 37).

3. Discours de Perera à la Chambre. *Debates*, vol. I, 1947, col. 590610.

Troisièmement, il n'y avait aucune disposition permettant à la législature ceylanaise d'amender l'ensemble de la constitution, et la rétention du droit de légiférer pour Ceylan par le parlement de Westminster ¹.

Une autre critique substantielle du LSSP fut que le nouveau statut n'altérerait pas la domination économique de Ceylan par le capital britannique. Le LSSP assura que la mise en place de la nouvelle constitution signifiait « la liberté totale pour la bourgeoisie ceylanaise d'exploiter les ouvriers et les paysans », cependant qu'« en même temps le capitalisme britannique investissait à Ceylan et les forces armées britanniques qui stationnaient à Ceylan à la demande du gouvernement de Ceylan exerçaient leur influence en coulisse et influençaient le gouvernement »². En dépit de ces insuffisances, concédait le LSSP, le nouveau statut était un « pas en avant » et il ne le rejetait donc pas sans autre forme de procès.

Les bolcheviks prirent cependant une position un peu différente. Ils rejetèrent carrément le nouveau statut comme une grave escroquerie et l'appellèrent « fausse indépendance ». Ils utilisaient les mêmes arguments que le LSSP mais allaient plus loin dans leur condamnation du statut de l'indépendance. Dans un article spécial intitulé « Indépendance », le dirigeant du BSP Colvin R. de Silva, assura que l'octroi de l'indépendance était une mesure « consistante » avec la politique du gouvernement du Labour britannique de « reconstruire l'impérialisme ». Il pensait que le seul changement qui allait résulter du nouveau statut de Ceylan était le passage de méthodes de contrôle directes à des méthodes indirectes. Il considérait l'Accord de Défense comme la clé dans le transfert de pouvoir et pensait qu'il permettait aux Britanniques d'utiliser Ceylan comme base militaire et « forteresse impériale » dans l'Océan indien. Il poursuivait :

« Ainsi Ceylan n'est pas libre mais continue d'être dans les chaînes. Seulement maintenant notre nation emprisonnée a un gardien nouveau, recruté sur place. M. Senanayake n'est que le geôlier en chef de la prison de l'impérialisme britannique »¹.

Les bolcheviks dénoncèrent à maintes reprises l'indépendance à venir comme une « fraude » et une condition qui donnerait plus de facilités à l'exploitation impérialiste

1. Discours de Perera à la Chambre. *Debates*, vol. I, 1947, col. 587.

2. *Samasamajist*, 10 février 1948.

économique et militaire de Ceylan². En conséquence, le groupe du BSP au parlement vota contre la proposition de D.S. Senananyake d'appeler la nation à se réjouir de l'« octroi » de l'indépendance.

Le LSSP cependant, en reflet de sa position ambiguë, choisit de s'abstenir sur cette motion³. Lorsqu'enfin le statut d'indépendance fut formellement proclamé en février 1948, le BSP prit la tête de l'organisation d'un boycottage de toutes les célébrations en rapport avec l'octroi de l'indépendance. Le LSSP se tint à l'écart de la cérémonie qui fut organisée pour exprimer la joie pour la déclaration d'indépendance, mais assista à l'ouverture du nouveau parlement de Ceylan indépendante. Les bolcheviks non seulement boycottèrent toutes les cérémonies mais organisèrent un rassemblement monstre immédiatement après les célébrations de masse d'Etat, pour protester contre ce qu'ils appelaient « fausse indépendance ». Ces activités des bolcheviks furent sévèrement critiquées par le LSSP plus modéré. Il dénonça les manifestations du BSP contre l'octroi de l'indépendance comme des actions « exhibitionnistes, ultra-gauchistes et aventuristes »⁴. Le LSSP considérait qu'on vivait une période où « les masses affrontaient la réaction » et où « les problèmes de classe avaient été temporairement gommés ». On pensait que cette situation s'était créée à la suite de la défaite des grèves, de la montée des sentiments ultra-nationalistes avec le transfert du pouvoir et du « jingoïsme » de la bourgeoisie. Compte tenu de ces circonstances, le LSSP considérait que les partis révolutionnaires devaient avoir un profil bas et examiner avec calme la situation plutôt que de se complaire dans des « aventures à bon marché » et « l'exhibitionnisme snob »⁵. A ces critiques répondaient évidemment des contre-accusations et des insinuations non moins venimeuses provenant des bolcheviks⁶. Les positions différentes prises sur ces problèmes cruciaux devaient affaiblir toute perspective d'unification proche entre les deux partis samasamajistes. En fait, pendant cette période, les bolcheviks militants étaient plus

1. Colvin de Silva, "Indépendance", *Fight*, 21 novembre 1947.

2. *Ceylon DN*, 18 novembre 1947.

3. Le PC vota contre. Le LSSP condamna le vote du BSP comme "traître". Le BSP parla de la démoralisation du LSSP jugeant d'après des standards petits-bourgeois.

4. Perera, *Times of Ceylon*, 13 février 1948.

5. *Op.cit.*

6. Doric de Sousa, *Times of Ceylon*, 17 février 1948.

proches du parti communiste qui avait pris maintenant une position très radicale, que de leur parti frère le LSSP et les petites querelles continuaient entre samasamajistes. L'absence d'unité dans leurs rangs empêcha le leader du groupe du LSSP d'obtenir le poste de Leader de l'Opposition au parlement et les deux groupes devaient se heurter très vilainement dans l'arène électorale à plusieurs reprises ¹.

Unification

Tous finirent par admettre que ces querelles entre les partis samasamajistes étaient très négatives par l'effet qu'elles avaient sur l'ensemble du mouvement trotskyste dans le pays. Cela procura aussi une occasion en or au parti communiste de consolider sa propre organisation et de saper celle des camarades en train de se quereller ². Plus, la période qui suivit les élections vit un renforcement rapide de ce qui était pratiquement un gouvernement incontesté. Il fut capable de faire adopter des mesures législatives discriminatoires comme l'India and Pakistani Citizenship Act et le Public Security Act en 1947. Dans cette situation, les samasamajistes sentirent qu'il était essentiel d'unir leurs deux organisations ou au moins de coopérer sur les questions importantes, s'ils voulaient faire une impression quelconque sur la politique du gouvernement et par là améliorer leur position dans le pays. En conséquence, il y eut en permanence des tentatives pour établir une certaine mesure d'unité entre les samasamajistes.

La première tentative d'unification importante vint à la mi-1946 à l'initiative des bolcheviks. Après des contacts préliminaires, une conférence unifiée de tous les samasamajistes se tint à Gangodawila, à laquelle la supériorité du LSSP fut finalement reconnue par les bolcheviks. Mais l'unité reposait sur la condition qu'une commission indépendante serait nommée pour enquêter sur les accusations de Philip Gunawardena, dirigeant du LSSP, contre un dirigeant de la section du Bolshevik Samasamaja Party, que la décision de la commission devait clore l'affaire ³. Pendant la période d'unité, les

1. Deux affrontements ont connu la notoriété, celui d'une élection partielle à Gampanha en juillet 1949 et l'élection municipale de Dehivela-Mont Lavinia.

2. Le parti communiste s'allia à plusieurs reprises au BSP contre le LSSP.

3. A un meeting de l'immédiat après-guerre, Philip Gunawardena avait accusé Doric de Sousa d'être un policier. Cette accusation réitérée fut reprise par ses partisans.

samasamajistes purent se mettre d'accord sur une liste commune pour les élections à venir, mais cette unité ne dura guère. La commission ¹ conclut à la culpabilité de Philip Gunawardena pour cette allégation et décida qu'il devrait présenter publiquement ses excuses à Doric de Sousa. Philip Gunawardena, connu pour ses pratiques individualistes, refusa toute excuse publique à quelqu'un qui était presque inconnu en dehors du petit cercle des samasamajistes. Il voulait bien cependant s'excuser devant tout le parti. La dispute sur cette éventualité perturba l'unité qui avait duré presque trois mois.

On fit au début de 1948 des tentatives pour que les deux groupes samasamajistes tiennent des rassemblements en commun pour le 1er Mai, mais ils n'eurent guère de succès. Après ces échecs, les bolcheviks appelèrent le LSSP et le PC à une conférence destinée d'abord et avant tout à éviter les heurts au cours des élections. Le LSSP refusa d'y prendre part en invoquant son désaccord avec les méthodes préconisées pour éviter les heurts. Il exprima aussi des doutes quant à l'utilité de telles conférences en termes de recherche de l'unité. Il n'y eut plus d'autre tentative d'aucun des deux groupes pour rétablir l'unité avant 1949.

La conférence annuelle du LSSP tenue au début de 1949 lança un appel pour l'unité avec les bolcheviks. Cependant la position prise par le LSSP pour le rétablissement de l'unité, tant à la conférence que peu après, n'avait rien d'une véritable invitation. Elle appelait plus à une reddition, sans conditions, du BSP qu'à des négociations pour établir l'unité. Faisant allusion aux restes indiens du vieux BLPI qui avaient rejoint le Socialist Party of India après avoir dissout leur propre organisation, la conférence du LSSP appelait les bolcheviks de Ceylan à rejoindre le LSSP de la même façon ². Le LSSP considérait qu'il n'y avait pas lieu de négocier, sauf pour des arrangements permettant à des membres individuels du BSP de rejoindre le LSSP. Dans une lettre qui reflétait l'esprit de la résolution de la conférence sur l'unité, le BSP était informé de cette position ¹. La lettre exigeait qu'avant le début de toute discussion, le BSP mette un terme à ses associations avec les « stalinien ». Dans une réponse à une

1. La commission fut composée d'un membre unique, le trotskyste de Calcutta co-fondateur du BLPI, Kamalesh Banerjee.

2. "Comme les bolcheviks d'Inde, sur la ligne défendue par le LSSP sont entrés dans le Socialist Party of India (*Times of Ceylon*, 7 janvier 1949).

proposition du BSP qui appelait à des négociations complètes sur la base d'un plan général, le LSSP réitéra la même position ².

Bien que désireux d'unir leurs forces avec le bien plus grand LSSP, les bolcheviks n'étaient pas prêts à se livrer à lui pieds et poings liés. Ils voulaient un changement dans la structure et la constitution du LSSP avant de le rejoindre. Ils voulaient aussi avoir des positions de pouvoir pour leurs propres dirigeants dans un futur Samasamaja Party unifié. Et ils dénonçaient la revendication du LSSP pour la dissolution de leur parti comme relevant d'une intention hostile. Au lieu qu'un parti soit absorbé par l'autre, les bolcheviks exigeaient la fusion des deux partis sur la base de négociations ³. L'impasse se poursuivit pendant plusieurs mois et les partis n'arrivèrent même pas à se rapprocher suffisamment pour organiser un rassemblement commun le 1er Mai.

Cependant, à la fin de l'année, une percée se produisit quand la direction de second rang du LSSP prit l'initiative. On savait parfaitement que le heurt des personnalités des deux directions était un obstacle majeur pour la conduite de négociations fructueuses. Ce facteur fut apparemment pris en compte par les hommes du second rang qui dominèrent la conférence de janvier 1959. Ils présentèrent une résolution exigeant la reprise immédiate des négociations avec le BSP afin de former un parti samasamajiste unifié. La résolution exigeait en outre que les négociations soient conduites par un nouveau groupe de négociateurs ; elle proposait aussi que les deux dirigeants les plus importants, Philip Gunawardena et N.M. Perera dont les divergences personnelles avec les dirigeants du BSP étaient généralement considérées comme ayant empêché d'arriver à tout accord dans le passé soient tenus à l'écart des négociations d'unité¹. La base en général fut si enthousiaste de forcer l'impasse que la résolution des seconds rangs l'emporta, malgré l'opposition des deux importants dirigeants du parti. Philip Gunawardena, qui était largement responsable, par son intransigeance, de l'état de choses entre les deux partis, fut remplacé comme secrétaire par un des jeunes, T.B.

1. *Times of Ceylon*, 9 février 1949.

2. *Times of Ceylon*, 24 février 1949.

3. Lettre de Leslie Goonewardene, secrétaire du BSP à Philip Gunawardena, secrétaire du LSSP, *Times of Ceylon*, 21 février 1949.

Subasinghe. Désormais aux mains d'une nouvelle équipe de négociateurs, D.F. Hettiarachchy, Robert Gunawardena et T.B. Subasinghe dont la perspective n'était pas dépendante de considérations personnelles, les pourparlers d'unité progressèrent très vite.

En janvier les deux partis coopérèrent en soutenant des candidats communs pour les responsabilités au Conseil municipal de Colombo ². Cette coopération s'étendit à quelques élections partielles qui allaient avoir lieu prochainement. A la fin du mois, les négociateurs des deux partis purent annoncer quelques développements concrets sur la route de l'établissement d'un parti samasamajiste unifié. Ils annoncèrent la mise sur pied de conseils communs LSSP-BSP à tous les niveaux d'organisation et d'intervention.

Une autre conséquence des négociations fut l'établissement d'une tentative d'unité comme moyen d'éprouver la capacité des deux partis d'en arriver à l'unité complète. Cette fois le schéma fonctionna et, après une période d'étroite collaboration, la scène finale de cette longue affaire à rallonges de l'unité samasamajiste, l'établissement d'un parti samasamajiste unifié, se produisit en juin 1950. Ce résultat positif devait cependant coûter au LSSP un important membre et un segment de son effectif.

Comme nous l'avons déjà dit, Philip Gunawardena n'était pas très enthousiaste sur l'unité avec les bolcheviks. Ostensiblement il disait que le retour des samasamajistes dissidents du BSP au LSSP était désirable mais il n'y avait aucun besoin selon lui de changements structurels ou organisationnels pour faciliter ce retour ³. Il avait toujours refusé de reconnaître le BSP comme un parti samasamajiste séparé et ne voyait en lui qu'« un groupe d'individus sans base de soutien dans le pays ou le mouvement syndical ». Les arrangements d'unification adoptés par le parti à une grosse majorité lui apparaissaient comme l'équivalent d'une « dissolution du LSSP

1. T.B. Subasinghe, secrétaire du LSSP, *Times of Ceylon*, 2 juin 1950.

2. Ils soutenaient un indépendant comme maire et un LSSP comme premier adjoint.

3. Déclaration au *Ceylon Daily News*, 15 mai 1950.

révolutionnaire » et il avait refusé de les soutenir ¹. On pense généralement cependant que ses objections étaient dues avant tout à des considérations de personnes. Du fait des objections de Philip Gunawardena, il y avait un grand intérêt pour la conférence finale du LSSP qui devait décider de la fusion des deux partis trotskystes.

Après avoir constaté les progrès faits depuis la conférence de janvier, la conférence, qui se réunit le 14 mai 1950, décida, à une majorité écrasante, de s'unir avec les bolcheviks, avec effet immédiat. Comme on s'y attendait, Philip Gunawardena fit objection à l'ensemble du plan. Non content d'assurer que les nouvelles décisions étaient incompatibles avec la préservation de la continuité avec le LSSP de 1935, Philip Gunawardena quitta la conférence et, finalement, le parti, suivi par ses partisans qui ne firent qu'une petite scission dans les samasamajistes, alors qu'on en redoutait une importante ².

Quand la conférence du LSSP eût approuvé la fusion des deux partis trotskystes, la formation véritable d'un parti unique allait suivre tout de suite.

Une « conférence d'unification » commune des membres du LSSP et du BSP fut convoquée le 3 juin 1950 et elle devait marquer le début du LSSP qui dura jusqu'en 1964. Ce LSSP-là devait être connu sous le nom de Nava (nouveau) LSSP, nom donné par Philip Gunawardena et popularisé par la presse ; cette formule fut largement utilisée pour le désigner jusqu'à la disparition du VLSSP de Philip Gunawardena en 1959. La conférence d'unification adopta un nouveau programme ³ et de nouveaux statuts du parti. Elle élit un comité central et un secrétaire du parti. Dans la nouvelle maison, les postes importants furent occupés par les dirigeants-clés des deux partis ⁴.

1. L'arrangement final fut la fusion du LSSP et du BSP pour former un nouveau LSSP distinct des deux organisations : une nouvelle organisation avec de nouveaux statuts.

2. 42 membres dont deux députés et l'adjoint au maire de Colombo quittèrent la conférence avec Philip Gunawardena, qui fonda avec eux le Viplavakari (Revolutionary) LSSP dont la conférence de fondation en juin 1950, réunit 75 anciens du LSSP. Après une période de collaboration avec le PC, puis le ralliement au MEPb avec le parti de Bandaranaike, il n'avait plus cherché à se présenter comme "trotskyste", disant que le trotskysme était une idéologie "morte".

3. *Programme of Action, Programme and Resolutions of the Unity Conference*, LSSP, Colombo, 1950.

4. Leslie Goonewardene, secrétaire du BSP, fut élu secrétaire du nouveau parti. Les deux autres dirigeants de cette section, Colvin R. de Silva et William Silva, furent élus Leader-adjoint et Whip en chef. N.M. Perera, le leader de l'ancien LSSP après le départ de Philip Gunawardena,

L'unification donna un nouveau coup de fouet à l'ensemble du mouvement samasamajiste et c'est avec un grand enthousiasme que le LSSP unifié entra dans la décennie qui commençait en 1950.

fut élu chef du groupe parlementaire samasamajiste, fonction qui lui rendit facile de devenir le Leader de l'Opposition au Parlement.

Meryl Fernando

Le LSSP de 1939 à 1960

C'est dans la période entre sa naissance et le début de la Deuxième Guerre mondiale que le nouveau parti s'est orienté résolument vers le trotskysme sous l'impulsion de ce que la légende appelle « le groupe T », à savoir les éléments influencés par les anciens étudiants de Londres, dirigés par un « groupe des cinq » formé de Colvin R. de Silva, Leslie Goonewardene, Philip et Robert Gunewardena, N.M. Perera et Vernon Gunasakera. L'un des secrétaires du parti, Jack Kotelawallah, appartenait à cette tendance. Le contact a été pris avec les gens de la IVe Internationale en novembre 1939, lors d'un voyage à New York de la trésorière Selina Perera, qui rencontra Cannon et Hansen, mais ne put comme elle le projetait se rendre au Mexique pour rencontrer Trotsky, faute de visa. La rupture morale est acquise au comité exécutif en décembre 1939 après une campagne sévère contre la politique de Staline dans les débuts de la période du pacte avec Hitler. Elle est justifiée par « le fait que la IIIe Internationale n'a pas agi dans l'intérêt du mouvement ouvrier révolutionnaire international ». Le vote est acquis par 29 voix contre 5, la minorité étant dirigée par S.A. Wickremasinghe, gagné au stalinisme à Londres et le groupe LSSP de la capitale britannique (CLT).



Le LSSP a caractérisé depuis le début la Deuxième Guerre mondiale comme une guerre impérialiste. N.M. Perera et Philip Gunawardena, les deux membres du parti au Conseil d'Etat, ont refusé de voter les crédits de guerre. A partir de novembre 1939, il y eut une vague de grèves dans les plantations du

centre et d'Uva. Quand elle atteignit son zénith dans la province centrale, dans la grève au domaine Mooloya et s'étendit à la province d'Uva, les samasamajistes étaient dans la direction ¹. Du fait de l'opposition du LSSP à la guerre et de la direction militante qu'il fournit aux ouvriers des plantations dans la vague de grèves de 1939-1940, le gouvernement colonial frappa le LSSP. En juin 1940, quatre de ses dirigeants furent arrêtés et le gouvernement lança un mandat d'amener contre Philip Gunawardena qui échappa à l'arrestation ². Il prit ultérieurement des mesures contre l'activité du parti.

En juin 1941, Hitler attaqua l'Union soviétique. Le LSSP s'en tint fermement à l'idée que la guerre entre la Grande-Bretagne (et plus tard les EU) et l'Allemagne, l'Italie et le Japon était une guerre impérialiste. Quant à la guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique, le LSSP appela à la défense inconditionnelle de l'Union soviétique. Le parti communiste, comme ses partis frères dans les autres pays, prenant sa ligne au Kremlin, soutenait maintenant l'effort de guerre des maîtres coloniaux à Ceylan et, tout en appelant les ouvriers à produire toujours plus dans l'effort de guerre, organisèrent certains secteurs ouvriers comme les emballeurs de thé et de caoutchouc dans la Ceylon Trade Union Federation (CTUF). Le LSSP fut interdit et ceux qui échappèrent à l'emprisonnement durent fonctionner clandestinement, tandis que le PC et la CTUF opéraient au grand jour avec la bénédiction du Commandant Militaire britannique de Ceylan. Malgré le rôle de collaboration de classe du parti communiste et de la CTUF, certains secteurs, comme les ouvriers du gouvernement dans les chemins de fer et les hôpitaux continuèrent à agir sous l'influence des samasamajistes.

1. Cf. Leslie Goonewardene, *A Short History of LSSP*, pp. 11-13.

2. C'est le 18 juin 1940 que furent arrêtés les dirigeants les plus connus du LSSP. Les samasamajistes répondirent par un meeting de masse au stade de Colombo avec un discours très offensif de Jack Kotelawala, et il fallut une charge très violente de la police montée pour le disperser. Il fut suivi de nouvelles arrestations. George Lerski dans *History of Trotskyism in Ceylan*, écrit, p. 238, que c'est, non pas Philip Gunawardena mais Leslie Goonewardene qui échappa à l'arrestation, du fait des précautions décidées par le parti. (Note CLT)

En mai 1941, le Bolshevik Leninist Party of India (BLPI) avec le LSSP comme unité de Ceylan, fut fondé avec la participation active de Philip Gunawardena et de N.M. Perera. Dans un article du journal clandestin cinghalais *Sama Samajaya*, daté du 17 août 1942, intitulé « La Révolution indienne qui vient », Philip Gunawardena écrit que, du fait de la décision du comité exécutif pan-indien du Congrès, il était manifeste qu'une situation révolutionnaire mûrissait rapidement en Inde. Avec la montée de la Deuxième Guerre impérialiste vers son zénith, l'impérialisme britannique devait affronter une crise politique en Inde. Il disait :

« Le Congrès national indien menace de lancer un mouvement de désobéissance civile pour être à l'avant-garde de la lutte de masses des ouvriers et paysans, qui est en train de se développer peu à peu comme résultat des attaques contre le peuple dues à la guerre. Le mouvement de masse en Inde regroupe sa force contre la guerre et l'impérialisme... Les grèves ouvrières ont été transformées en luttes où les forces gouvernementales tirent. Ainsi chaque jour qui passe, la classe ouvrière démontre son avidité de collaborer et sa détermination de donner une direction au mouvement des masses (...) La bourgeoisie indienne va commencer un mouvement de désobéissance civile. Quand il se développera et se transformera en mouvement de masse, la classe ouvrière en arrachera la direction à la bourgeoisie. Sous le drapeau rouge sans tache de la IVe Internationale, le Bolshevik Leninist Party de l'Inde montrera le chemin à la classe ouvrière. Ce n'est que sous la direction de la classe ouvrière que la révolution indienne peut être conduite à la victoire ».

Considérant que le BLP n'avait été fondé que trois mois auparavant et était inconnu de la classe ouvrière, pour ne pas parler des millions de paysans, l'optimisme ainsi manifesté n'était pas du tout justifié par la situation objective.

Ayant parlé du rôle que le LPI allait jouer dans « la révolution indienne qui venait » dans des termes semblables, après la fin de la guerre, en août 1945, Philip Gunawardena, avec N.M. Perera, se dissocia du BLPI et fonda un autre parti politique qu'il appela le Lanka Sama Samaja Party et décrit comme IVe Internationaliste. Le comité central du BLPI exclut Philip Gunawardena et N.M. Perera et adopta une résolution expliquant l'exclusion et assurant que la nouvelle organisation connue aussi sous le nom de LSSP, était la véritable unité de Ceylan du BLPI. Vers la fin de 1943, Philip Gunawardena et N.M. Perera avaient rédigé en prison un document intitulé *La Lutte en Inde : Nouvelle Phase*.

Le CC du BLPI le critiqua et souligna que l'acceptation des idées contenues dans ce document aboutirait à la création d'une organisation petite-bourgeoise au lieu d'un parti ouvrier strictement discipliné. Cependant le parti dirigé par Philip Gunawardena et N.M. Perera était un typique parti de cadres. On le vit bien avec les deux unifications ultérieures entre le BLPI (Unité de Ceylan) et le LSSP. Quand la guerre s'acheva et que la législation répressive contre le LSSP et la classe ouvrière fut abolie, les Samasamajistes avaient le soutien écrasant de la classe ouvrière de Colombo qui avait très correctement tracé la distinction entre le LSSP anti-impérialiste et le Parti communiste de collaboration de classes. Il y avait désormais deux partis samasamajistes : le Lanka Sama Samaja Party, Unité de Ceylan du Bolshevik Leninist Party of India (BLPI), section de la IVe Internationale et le Lanka Sama Samaja Party qui se proclamait IVe Internationaliste et dont les dirigeants étaient Philip Gunawardena et N.M. Perera. Le second avait plus de soutien ouvrier que le premier et aussi plus de soutien chez les pauvres de la ville et de la campagne. Dans les deux grandes grèves de 1946 et 1947, ces deux partis jouèrent un rôle dominant, N.M. Perera étant le porte-parole des grévistes. C'est aussi au cours de ces deux années que les employés en col blanc des services gouvernementaux se radicalisèrent et s'organisèrent dans la Government Clerical Service Union. Eux aussi firent grève en 1947. Leur direction était sous l'influence des deux partis samasamajistes et aussi du parti communiste.

Le Congrès national de Ceylan (CNC) ainsi nommé d'après le Congrès national indien, était une pâle réplique du parti de la bourgeoisie indienne. Il se contentait d'aller à Whitehall, siège du gouvernement britannique, prier pour qu'on fasse des réformes constitutionnelles afin d'obtenir le statut de Dominion dans l'Empire britannique. D'un autre côté, le LSSP était l'unique organisation qui appelait à une indépendance complète à l'égard de la domination britannique, et ce depuis sa naissance en 1935. Pendant la guerre, les plus jeunes dirigeants du CNC, Dudley Senanayake et J.R. Jayawardene, furent en désaccord

avec le dirigeant D.S. Senanayake ¹. Ils voulaient l'indépendance à l'égard du maître britannique comme objectif du CNC alors que D.S. Senanayake était pour un statut de Dominion. Une autre question sépara les jeunes dirigeants de D.S. Senanayake. Ils avaient rejoint à Ceylan les Amis de l'Union soviétique et les communistes avaient rejoint le Congrès. D.S. Senanayake était opposé à cette alliance. En désaccord sur ces deux points, il quitta le CNC.

Aussi, quand la guerre prit fin en 1945, la bourgeoisie de Ceylan n'avait pas réellement une organisation propre. En revanche, les samasamajistes, bien que divisés en deux organisations, jouissaient d'un grand soutien chez les ouvriers, surtout à Colombo et ses environs, les pauvres de la ville et de la campagne dans certaines régions, et aussi un soutien limité chez les ouvriers des plantations. Ils étaient potentiellement la force unificatrice qui pouvait rallier les forces anti-impérialistes autour du mot d'ordre de « Indépendance de la domination britannique » et appeler les Britanniques à quitter Ceylan. Dans une telle situation, la possibilité existait d'entraîner les minorités derrière la classe ouvrière en garantissant les droits démocratiques et surtout aux Tamils le droit d'auto-détermination. Bien que ce fût à l'ordre du jour, tant le LSSP que l'Unité de Ceylan du BLPI ne réussirent pas à lancer la lutte pour obliger les Britanniques à s'en aller. Dans l'intervalle, en 1946, D.S. Senanayake réussit à fusionner les différents groupes et organisations bourgeois en une organisation politique unique, l'United National Party. Les samasamajstes avaient laissé passer l'occasion de donner une direction aux masses laborieuses anti-impérialistes.

Pendant une éphémère fusion des deux partis en 1946, on se mit d'accord pour dresser une liste pour les nouvelles élections parlementaires prévues pour 1947. Après une nouvelle scission entre les deux partis, cette liste eut les

1. **Don Stephen Senanayake** (1884-1952) fut ministre de l'Agriculture et des Terres en 1931-36 puis Leader de la Chambre des Représentants et vice-président en 1942. Son fils **Dudley Shelton** (1911-1973) fut ministre de l'Agriculture et des Terres de 1947 à 1952, Premier Ministre en 1952-53, puis 1960-73. **Junius Richard Jayawardene** (1906-1996) était un avocat et un politicien nationaliste bourgeois, secrétaire du CNC en 40-47, puis dirigeant de l'United National Party (UNP).

honneurs des élections de septembre 1947. Le soutien populaire dont jouissaient les samasamajistes fut démontré par le résultat de ces élections où les deux partis et leurs sympathisants gagnèrent 15 sièges dans un parlement qui en comptait 101.

L'unification de 1946 se produisit tout d'un coup sans que les divergences aient pu être discutées. La seule question était l'accusation que Philip Gunawardena avait lancée contre Doric de Souza ¹ d'être un espion de la police. Kamallesh Banerjee fut nommé unique membre d'une commission d'enquête sur cette accusation. Philip Gunawardena comparut devant lui. Au terme de l'enquête, Banerjee en vint à la conclusion qu'il n'y avait aucune base à cette accusation et demanda à Philip Gunawardena de la retirer sans conditions. Ce dernier refusa et l'unification échoua. Lors de cette unification, il fut manifeste que, bien que le LSSP fût le parti le plus populaire et qu'il avait une base plus large que le BLPI, le nombre de ses membres n'était pas disproportionné par rapport au premier. Lors de l'unification de 1950, la situation du point de vue des membres n'avait pas changé.

Les divergences politiques entre les deux partis sont démontrées par ce qui suit. En 1975, quand le Premier Ministre, Mme Sirina Bandaranaike, révoqua de son cabinet les trois ministres du LSSP, N.M. Perera se prévalut de la pratique permettant à un ministre révoqué de s'expliquer. Dans son discours à Sinhala, au Parlement, le 3 septembre 1975, il rappela la tentative faite en 1947 après les premières élections parlementaires pour former une coalition qui aurait S.W.R.D. Bandaranaike comme Premier Ministre et en écarterait D.S. Senanayake.

« Après les élections parlementaires de 1947, tous les secteurs opposés à M. D.S. Senanayake se sont rencontrés à "Yamuna", la résidence de M. Sri Nissanka ², et, après en avoir discuté, ont pris une décision. Laquelle ? Nous voyions que M. S.W.R.D. Bandaranaike avait la majorité des voix au Parlement. Avec nous, il serait en position de battre M. D.S. Senanayake, de devenir Premier Ministre et de

1. **Anthony Theodoric Armand Doric de Souza** (1914-1987) était un membre fondateur du LSSP. Il fut député puis sénateur.

2. **Sri Nissanka** était député indépendant depuis 1947.

former son gouvernement. Autant que je me souviens, c'est M. Sri Nissanka que nous avons envoyé pour rencontrer M. Bandaranaike et l'informer de notre décision, que nous étions prêts à faire de lui le Premier Ministre et à le soutenir. Bien que la requête lui ait été présentée, il la refusa. Il agit ainsi parce que, dans son esprit, il était évident qu'il y avait deux choses que tout le monde savait à Ceylan. La première était la solide conviction qu'après M. Senanayake, ce serait M. Bandaranaike qui deviendrait Premier Ministre. La deuxième, c'est que les idées de gauche n'avaient guère mûri en lui. Il ne partait pas avec de telles idées. Il ne partait pas en socialiste. Peut-être connaissez-vous son histoire ? Il est parti comme Gandhiste, sur l'idéal de Gandhi. C'est après avoir commencé de cette façon qu'il a commencé à mûrir peu à peu et à tendre de plus en plus vers le socialisme. C'était la véritable situation. On ne peut pas l'en blâmer. On ne peut pas être surpris qu'au niveau de son développement politique, compte tenu de ses idées politiques, il n'ait pas voulu former un gouvernement en donnant la main aux marxistes »¹.

L'épisode est politiquement important puisqu'il fait la distinction entre le LSSP et le BLPI qui refusa d'entrer dans une coalition pour faire de Bandaranaike un Premier Ministre en 1947. Le fait que le BLPI s'était opposé à cette initiative du LSSP et d'autres était à l'époque bien connu.

Un nouveau conflit apparut entre les deux partis sur la question de l'octroi à Ceylan de son indépendance en 1948. Tandis que le LSSP y voyait un pas en avant, le BLPI dénonçait la « fausse indépendance ». En fait, l'indépendance était concédée sur la base de certains accords conclus par les gouvernements du Royaume-Uni et de Ceylan sur la défense, les affaires étrangères et certaines questions touchant aux fonctionnaires. Ce qui fut conféré le 4 février 1948 n'était pas un statut pleinement responsable dans le cadre du Commonwealth britannique des Nations. Le gouvernement du Royaume-Uni avait reçu des bases et des facilités à Katunayake et Trincomalee, qui furent reprises en 1956 par Bandaranaike. Mais, ce qui était plus important, comme devait l'affirmer bien des années plus tard J.R. Jayawardene, sous le terme d'Accord de Défense, le gouvernement du Royaume-Uni pouvait intervenir à Ceylan si l'occasion s'en présentait. La Reine du Royaume-Uni ne cessa d'être le chef de Ceylan qu'en 1972, avec l'adoption de la constitution républicaine.

1. *Hansard*, 3 septembre 1975.

Le Bolshevik Samasamaja Party, comme on appelait désormais la section de Ceylan de la IVe Internationale, et le Lanka Sama Samaja Party fusionnèrent en mai 1950 pour former le LSSP, section de Ceylan de la IVe Internationale. De nouveau cependant la fusion ne fut pas le résultat de la discussion des divergences entre les deux partis par leurs directions, la prise de conscience qu'il n'y avait aucune justification pour une existence séparée de ces deux partis et que toutes les divergences pouvaient être contenues dans une organisation démocratique centraliste. Il n'y eut absolument aucune discussion des divergences. Au contraire, la fusion fut la conséquence commode d'une série d'incidents politiques.

L'incident politique immédiat qui précipita la fusion fut une agression physique organisée par Philip Gunawardena, du LSSP, contre plusieurs dirigeants du BSP lors de leur retour à Colombo en moto après leur participation à une élection parlementaire partielle de 1949 dans la circonscription de Gampanha, près de Colombo, où s'affrontaient les deux partis et l'UNP dirigeante. Pendant la campagne électorale, il y avait eu de nombreux incidents entre sympathisants des deux partis. C'était le LSSP qui s'y était présenté lors de l'élection générale. Le LSSP était furieux que le BSP ait osé se présenter à la partielle. Après le vote, Leslie Goonewardene, Doric de Souza, Edmund Samarakkody et Bala Tampoe revenaient en moto à Colombo quand ils furent agressés par un groupe organisé par Philip Gunawardena, à quelques kilomètres de Colombo. Dans l'attaque, Leslie Goonewardene souffrit d'une blessure à un genou. Cette attaque amena les membres des deux partis à critiquer l'absurdité qui consistait à avoir deux partis se combattant l'un l'autre. La revendication de l'unité se déchaîna.

Il y eut aussi d'autres événements. Quelques mois avant cette élection partielle, Edmund Samarakkody, en tant que candidat BSP, battit Robert Gunawardena du LSSP dans une élection partielle pour un siège vacant dans un conseil municipal juste au sud de Colombo. Quelques ouvriers membres du LSSP qui y occupaient des responsabilités passèrent l'un après l'autre au BSP en

disant que c'était lui qui avait raison. Deux députés du LSSP, W. Dahanayake et Lakshman Rajapakse ¹ ; passèrent du LSSP au BSP. Le BSP était en phase ascendante et la fortune du LSSP déclinait. C'est dans cette ambiance que se fit la fusion.

Philip Gunawardena refusa d'être partie prenante dans l'unification de 1950. Je pense que, là, deux facteurs ont joué. D'abord, comme devaient l'indiquer des événements dans sa carrière politique après 1950, il est possible qu'à la fin des années 40, il ait envisagé de suivre une autre route qu'une « route socialiste » — une route nationale en collaboration avec les forces bourgeoise et stalinienne. Cette possibilité devient plus réelle en considération du fait qu'avec N.M. Perera, il s'était préparé à étendre son soutien en faisant de S.W.R.D. Bandaranaike le Premier Ministre en 1947. Plus tard, parlant au parlement le 28 novembre 1947, il caractérisa le PC de Ceylan comme un parti révolutionnaire :

« Mr D.P.R. Gunawardena : Il (le PM) a l'impression qu'il peut effrayer les membres du LSSP et des deux autres partis politiques révolutionnaires dont les représentants siègent ici. Je dis qu'il y a dans l'opposition trois partis révolutionnaires. Je ne prétends pas que le nôtre soit l'unique parti révolutionnaire ».

The Hon.Mr Bandaranaike : Ne diffamez pas les communistes, ce ne sont pas des révolutionnaires.

Mr D.P.R. Gunawardena : Je dis trois — le Communist Party of Ceylon, le Bolshevik Leninist Party et le Lanka Sama Samaja Party pour l'édification de mon ami le Ministre des Transports et Travaux. »

Ainsi Philip Gunawardena mettait-il un signe égal entre le Communist Party of Ceylon et son Lanka Sama Samaja Party, qui, tous les deux, deux mois auparavant, s'étaient préparés à faire de Bandaranaike un Premier Ministre. Il qualifia le Communist Party de révolutionnaire, en dépit de la position trotskyste bien connue que le stalinisme était contre-révolutionnaire.

En 1945 il avait rompu avec l'organisation de la IVe Internationale et par la suite n'eut aucune perspective de construire une organisation révolutionnaire internationale. Il aurait pu soulever la question de son exclusion et de celle de Perera du BLP devant le CEI de la IVe Internationale et ne le fit pas. En fait,

1. **Lakshman Rajapakse** (1924-1976) fut député de 1947 à 1952, passa à des partis plus à droite et devint ministre.

Perera et lui-même ne pouvaient agir ainsi du fait même qu'ils essayaient de se poser en Unité de Ceylan du BLP. Dans l'alternative, s'il était réellement intéressé à la construction d'une Internationale trotskyste, quelle qu'ait été la difficulté de la tâche, il aurait dû faire une tentative en ce sens. Mais il ne l'a pas fait. Aussi, bien que son organisation se proclamât IVe Internationaliste, elle était confinée à Ceylan. Deuxièmement, il y avait le facteur subjectif. Philip Gunawardena avait été depuis 1945 le principal dirigeant du nouveau Samasamaja Party. Dans une situation où les dirigeants ouvriers et autres connus des masses dans le LSSP avaient rejoint le Bolshevik Samasamaja Party, il n'aurait pas été capable de jouer un rôle dominant dans le parti unifié. Dans une brochure intitulée *La division de la Gauche*, une réponse à une unité-wallah qui défendait l'unité « à tout prix » écrite à l'époque de l'unification de 1950 entre le BSP et le LSSP, Colvin R. de Silva disait qu'après la partielle de Gampanha en 1949 au cours de laquelle les deux partis s'étaient heurtés :

« Une fois de plus le BSP a renouvelé son offre pour une action unie conduisant à l'unification des deux partis. La majorité du LSSP a appelé aussi à l'unité et lutté pour elle contre les sectaires qui y sont opposés. A la conférence du LSSP en janvier 1950, la politique d'unité a été adoptée dans le LSSP et un nouveau procès d'unification a été mis en marche sur la base de l'identité de statuts, la camaraderie d'armes et l'identité des programmes du LSSP et du BSP. Les éléments sectaires ont été isolés et finalement battus. Beaucoup qui les avaient par erreur soutenus ont tourné après Gampanha, sont devenus de chauds partisans de l'unité et leur volonté a été renforcée par leur expérience concrète du travail en commun des deux partis après janvier ¹. Et aujourd'hui, au moment où sont écrites ces lignes, la première conférence commune des deux partis qui sera aussi la conférence commune du nouveau parti unifié, va se tenir dans un mois. Tout le monde s'y est engagé, sauf un petit groupe autour de Philip Gunewardena qui s'est retiré de lui-même, par un choix délibéré et sa décision de s'en tenir au sectarisme dans l'isolement ».

Au moment de la fusion du LSSP et du BSP en mai 1950, le parti unifié, appelé LSSP présentait une organisation plus forte au pays. Il était non seulement numériquement plus grand, il comptait des dirigeants ouvriers au niveau de l'atelier, dans les usines et les bureaux et dans d'importants secteurs de l'économie. Ainsi la base syndicale se renforça et les larges masses qui

1. Des comités communs aux deux partis furent établis au niveau national et localement.

soutenaient le parti avaient en lui une confiance accrue. Cela se refléta dans les élections locales qui suivirent. En décembre, le LSSP fut capable de s'emparer d'un conseil municipal à une douzaine de kilomètres de Colombo, dans une ville habitée par des centaines d'ouvriers employés dans les secteurs gouvernemental et privé à Colombo et les zones voisines et doté de centaines de petites entreprises de charpentiers. Ce fut la première occasion où le LSSP se montra capable d'arracher un conseil municipal à l'UNP au pouvoir. Dans les années 50, le LSSP réussit à conquérir le conseil municipal de Colombo (fin 1954), d'importantes villes et de plusieurs villages. Bien entendu ce développement fut facilité par le *hartal* (la grève générale) d'août 1953.

En 1951, S.W.R.D. Bandaranaike, ministre de l'UNP dirigeant, rompit avec ce dernier pour fonder le Sri Lanka Freedom Party (SLFP) un parti libéral bourgeois qui centrait son attention sur le nationalisme, la langue cinghalaise et la culture nationale. Le dirigeant de l'UNP, le Premier Ministre D.S. Senanayake mourut en mars 1952 et son fils Dudley Senanayake devint Premier Ministre. Aux élections parlementaires qui suivirent la même année, le LSSP et le SLFP eurent l'un et l'autre de mauvais résultats, chacun ne gagnant que neuf sièges. Le facteur principal influant sur cette élection fut le boom de l'économie dû à la hausse des prix du caoutchouc à la suite de la guerre de Corée. L'UNP gagna confortablement les élections et s'assura le soutien de 74 députés sur les 100 membres du parlement.

Le LSSP avait demandé à l'électorat de lui donner dans cette élection une majorité parlementaire. A la suite de la défaite du LSSP et du SLFP, une fraction du parti mit en avant en 1952 la thèse selon laquelle le LSSP aurait dû conclure aux élections une alliance avec le SLFP pour battre l'UNP. Au mieux, il y avait la possibilité d'un gouvernement dirigé par le LSSP, au pire un gouvernement Bandaranaike. Cette thèse fut rejetée au congrès du parti en 1952.

L'euphorie de la victoire électorale de l'UNP en 1952 ne dura pas. En juillet 1953, le gouvernement augmenta le prix du riz, nourriture de base du peuple, de presque 200 %, et fit des coupes sombres dans l'aide sociale. L'opposition protesta. Mais, quand le 12 août 1953 fut choisi comme Journée de

protestation contre les mesures anti-populaires du gouvernement, le SFLP se mit à l'écart et la protestation fut organisée par le LSSP, le Communist Party et l'organisation de Philip Gunawardena connue comme LSSP révolutionnaire (Viplavakeri Lanka Sama Samaja Party). C'est le LSSP qui joua le rôle dirigeant dans le *hartal*. Cependant le LSSP n'avait pas la perspective d'évaluer la force du mouvement et de poursuivre. Dans certaines zones, les militants continuèrent l'action le 13 août, mais les dirigeants les découragèrent, leur demandant d'arrêter puisque le mouvement n'était prévu que pour une journée et qu'il avait été couronné de succès. Le *hartal* brisa la colonne vertébrale du gouvernement UNP et marqua le sommet du flux de l'action de classe contre la domination capitaliste.

La minorité du parti qui soutenait la thèse d'une alliance avec le SFLP bourgeois contre l'UNP souleva de nouveau la question après le *hartal*, la même année. Elle fut de nouveau battue et une fraction du parti fit scission, formant d'abord un front unique avec le Communist Party et l'organisation de Philip Gunawardena et plus tard s'éparpilla dans différentes directions.

Dans la période suivante, la question de la langue d'Etat devint l'un des problèmes importants à l'ordre du jour. A partir de 1944, les politiciens cinghalais dirigeants — D.S. Senanayake, S.W.R.D. Bandaranaike et autres — avaient accepté que le cinghalais comme le tamil soient les langues officielles du gouvernement. Ce fut la position jusqu'en 1955. En 1954, le Premier Ministre John Kotelawela ¹, au cours d'une visite dans le nord du pays habité en majorité par des Tamils, promit la parité de statut aux langues cinghalaise et tamil. Le SFLP de Bandaranaike réagit promptement et prit la position selon laquelle seul le Cinghalais devait être langue d'Etat, avec le tamil comme langue régionale dans les régions tamilophones et aussi une langue autorisée au parlement. Le VLSSP de Philip Gunawardena adopta une position semblable mais ne s'exprima pas sur la question de l'utilisation du tamil au parlement. Le LSSP

1. **Sir John Lionel Kotelawala** (1897-1980) fut ministre de l'Agriculture et des Terres de 1933 à 1936 et Premier Ministre dans les années 50. Il était l'oncle de Jack Kotelawala qui fut longtemps secrétaire du LSSP. (note *RH & CLT*)

était pour l'adoption du cinghalais et du tamil comme langues d'Etat de Ceylan avec parité de statut dans tout le pays. Le Communist Party demanda également que la langue tamil reçoive un statut officiel.

La question de la langue d'Etat devint alors un problème communaliste et l'atmosphère politique dangereusement explosive. Le Communist Party tint un meeting public le 13 octobre 1955 à Town Hall de Colombo pour soutenir la revendication du statut officiel pour le tamil. Il fut saboté par des groupes de partisans du « Cinghalais seul » conduits par des moines bouddhistes. Le LSSP organisa un meeting au même endroit quelques jours plus tard avec la revendication de la parité de statut pour le cinghalais et le tamil. Ce meeting fut aussi attaqué par les groupes de partisans du « Cinghalais seul » dirigés par des moines. Les militants du LSSP se massèrent à l'entrée de la salle pour empêcher les attaquants d'entrer. Une bombe déposée à l'entrée par un homme en robe de moine blessa un militant du local de Colomb Pettahery, R.L. Mendis, et il fallut l'amputer au poignet.

Dans les élections parlementaires de 1956, Bandaranaike l'emporta et forma un gouvernement. Le Sinhala Only Act (Cinghalais seul) fut adopté par le parlement en juin de la même année, les députés du LSSP, du Communist Party et les députés tamils votant contre. Le jour de la présentation au parlement du Sinhala Only Bill, le Federal Party, le plus grand parti tamil avec neuf députés, organisa une *satyagraha* — protestation non-violente — contre le bill, sur le Galle Face Green proche du bâtiment du parlement. Des milliers de cinghalais contre-manifestèrent. Les dirigeants du Federal Party et leurs partisans qui étaient assis dans le Green furent attaqués physiquement. Dans tout Colombo, des Tamils furent attaqués, leurs boutiques et leurs maisons pillées. C'est ce jour-là que commença la violence contre les Tamils parce que Tamils. Quelques jours plus tard, tandis que se déroulait le débat, des émeutes anti-Tamils éclatèrent dans des quartiers peuplés de Tamils, dans l'Est, à Amparao et Batticaloa. Aux élections pour le conseil municipal de Colombo, à la fin de l'année, N.M..Perera fut battu à cause de la position du LSSP sur la question de la langue. Le LSSP

connut un recul temporaire. Néanmoins, il tint fermement sur la position qu'il avait choisie.

Après 1956, sous le gouvernement SFLP, les syndicats dirigés par le LSSP firent des centaines de grèves, mais les dirigeants ouvriers de base restèrent dans l'ensemble des militants syndicalistes sans orientation claire vers une politique ouvrière révolutionnaire. Cela devint clair quand N.M. Perera, après la défaite du SLFP dans les élections parlementaires de mars 1960, appela à un gouvernement de coalition avec le SFLP, des membres du LSSP acceptant des portefeuilles, et les membres ouvriers du parti tirèrent pour leur compte la même conclusion.

La principale raison pour laquelle la base du parti vota de façon écrasante pour la résolution de N.M. Perera appelant à un gouvernement de coalition avec le SFLP était l'incroyable faiblesse du niveau politique des membres du parti — à la conférence extraordinaire du parti en mai 1960, la résolution de N.M. Perera eut 269 voix contre 128 seulement. Le parti avait caractérisé le SFLP comme l'alternative bourgeoisie gouvernementale jusqu'en 1959. Mais il n'avait pas éduqué ses membres en leur expliquant que les différentes mesures réformistes du gouvernement Bandaranaike en 1956-1959 — comme les nationalisations, la saisie des bases impérialistes de Trincomalee et Katunayake anciennement britanniques, la création d'un Fonds de Prévoyance pour les employés, le Paddy Land Act (une réforme agraire pour augmenter la part du cultivateur fermier), l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique et les autres Etats ouvriers ¹ — tout cela ne constituait pas le socialisme. Il y avait dans l'esprit des travailleurs une grande confusion : ils croyaient que le gouvernement Bandaranaike était un « gouvernement progressiste » tout à fait différent de l'ancien gouvernement de l'UNP. Si le parti avait essayé d'éduquer sérieusement ses membres par des discussions et des débats internes, il n'y a pas de doute qu'il aurait réussi, particulièrement parce qu'il avait assuré la direction de

1. Relevons la désignation "Etats ouvriers" — tout court — au lieu d'Etats ouvriers *dégénérés* ou *déformés* conformes à l'analyse de Trotsky : elle est caractéristique du courant majoritaire au sein de la IVe Internationale au lendemain du fameux tournant "entriste" de Michel Pablo.

centaines de grèves dans le secteur public comme privé pendant le régime de Bandaranaike.

En l'absence de tentatives pour élever le niveau politique des membres, certaines réformes socio-économiques d'après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui avaient un effet cumulatif, auraient aussi influencé les militants ouvriers. Il y avait éducation libre, des crèches à l'université, le milieu de l'éducation était la langue-mère, les employés qualifiés ou non du gouvernement gagnèrent un droit à la retraite à la suite de la grève générale de 1946, les employés du secteur privé purent cotiser à l'Employee's Providence Fund, et, à la fin des années 50, il fut possible pour les travailleurs qualifiés du gouvernement de construire leurs propres maisons grâce à des prêts. En appelant à un gouvernement de coalition après mars 1960, N.M.Perera arguait qu'une révolution sociale n'est pas possible dans un pays où existe le suffrage universel et la libre éducation !

Lors de l'élection de mars 1960, le manifeste du parti inclut le passage suivant sur la question de la langue :

« On a fait du cinghalais la langue officielle. Il faudrait aussi une disposition législative pour reconnaître aussi le tamil comme langue officielle. Ainsi, d'un côté le droit des Tamils d'avoir des rapports avec l'État dans leur propre langue et d'être éduqués et de passer des examens dans leur propre langue, serait préservé, tandis que, d'un autre côté, la juste place de la langue cinghalaise, qui est la langue de la majorité du peuple, est préservée sans aucune injustice à l'égard du peuple tamil ».

Quand le parti adopta la résolution de N.M. Perera pour un gouvernement de coalition avec le SLFP à la conférence extraordinaire de mai 1960, ce n'était plus qu'une question de temps avant que le parti change sa position de parité des langues cinghalaise et tamil comme langues d'Etat. Il le fit en 1963 quand il forma le Front uni de la Gauche avec l'organisation de Philip Gunawardena et le Communist Party.

Documents

Manifeste du Lanka Sama Samaja Party (1935)

Après 140 années de domination britannique, le peuple de Ceylan est confronté à la pauvreté au milieu de toutes les pré-conditions de la prospérité, à la maladie et aux épidémies récurrentes en dépit des recherches de la science médicale moderne. Nous essayons encore de maintenir la vie avec des méthodes primitives et improductives de l'agriculture, à un âge caractérisé par l'application fructueuse de la science à l'agriculture. L'analphabétisme et l'ignorance sont répandues chez nous bien que des domaines toujours renouvelés de connaissances soient en train d'être conquis par la pensée moderne. En réalité, la majorité de notre peuple est condamnée à vivre et mourir dans la pauvreté, la misère, l'ignorance et la maladie tandis qu'une petite minorité jouit du confort des privilèges, des loisirs et de tout ce que leur offre leur énorme richesse.

Il y a eu des gens qui croyaient qu'une amélioration importante des conditions du peuple résulterait de l'acquisition de quelque semblant de pouvoir politique par les Ceylanais. On espérait en particulier que la pression d'une opinion populaire fonctionnant à travers le droit de vote entier des adultes contribuerait à cette fin. Le résultat a démenti l'espoir.

Quatre ans et demi se sont maintenant écoulés depuis qu'un Conseil d'Etat a été élu au suffrage universel. Limités comme le sont les pouvoirs du Conseil d'Etat selon la Constitution Donoughmore, nos dirigeants nationaux reconnus n'ont pas manqué d'occasions pour influencer la politique dans le sens des intérêts de notre peuple. Au lieu de cela, leur apathie devant les crises politiques, leur coopération pour imposer au peuple souffrances et injustice, en même temps que leur profonde antipathie pour les mesures d'amélioration sociale et même la lutte politique prouvent incontestablement qu'ils sont prêts à subordonner l'intérêt national à leur empire personnel.

Les représentants de l'émancipation populaire sont devenus les agents de la domination de classe. Quand on a porté coup après coup au niveau de vie des pauvres par la taxation des produits alimentaires, les préférences impériales, les quotas japonais, etc. tandis que l'armée des chômeurs croissait dans des proportions imprévues et incalculables, quand plus de 90 000 personnes sont mortes en quelques jours de la faim et d'une malaria qu'on pouvait prévenir, faisant de notre pays un cimetière, nos dirigeants nationaux ont reçu les ducs royaux et célébré les Jubilés royaux aux frais du trésor public, chassant pour eux-mêmes l'anoblissement et autres honneurs, se laissant aller ouvertement au pillage familial et à d'impudentes manipulations, relevant les riches de leurs responsabilités en supprimant le droit de domaine et en allégeant les impôts payés par les exploiters étrangers.

Rien d'étonnant donc que 70 % de notre peuple vivent au bord de la famine. Il n'y a pas de salarié qui n'ait pas à soutenir plusieurs parents sans emploi — et pourtant le gouvernement n'a jamais apporté de secours réel, ni même cherché à déterminer le nombre de ceux qui en ont besoin. La moitié des enfants d'âge scolaire n'ont ni la possibilité ni les moyens d'aller à l'école. Nos chiffres de mortalité infantile et maternelle ne sont meilleurs que comparés à ceux de l'Inde. Des maladies qu'on pourrait prévenir prennent chaque année un grand nombre de vies. La durée de vie à Ceylan, quand elle n'est pas perturbée par les épidémies ; n'a pas été officiellement estimée, mais elle tourne autour de 27 ans alors que la durée moyenne de la vie d'une personne née en Angleterre est de 53 ans.

Bref, l'histoire des quelques dernières années démontre qu'il n'y a pas pour les masses laborieuses de réel avantage à seulement choisir tous les quatre ans quels membres des classes oppresseuses vont les réprimer dans le Conseil.

Jamais les dirigeants nationaux de notre pays n'ont été plus contents d'eux et de l'administration que maintenant, et jamais les conditions de pauvreté, de chômage, de maladie dans notre peuple n'ont été plus désespérées que maintenant.

Cette auto-satisfaction découle de l'absence d'une authentique opposition basée sur un corpus cohérent de principes économiques et politiques. Rien ne démontre plus clairement l'urgent besoin d'un parti politique organisé qui formule ouvertement et audacieusement les besoins de notre peuple. Il ne suffit pas cependant de se contenter d'exprimer les revendications du peuple ; c'est le rôle d'un parti de baser la lutte pour elles sur des principes cohérents et c'est la fonction d'une vraie direction de prendre la route pour leur réalisation.

Dans le monde entier aujourd'hui s'affrontent deux séries de principes qui peuvent servir de base à la politique gouvernementale — ce sont les principes du capitalisme en train de se désintégrer et du socialisme en train de progresser. L'histoire récente a pleinement démontré l'incapacité du capitalisme à assurer une vie décente à la grande majorité de l'humanité. Dans tous les pays, il y a des gens de plus en plus nombreux qui se sont convaincus de façon inébranlable que le socialisme constitue l'unique alternative réalisable au capitalisme. Qui plus est, on est en train de réaliser de façon de plus en plus universelle que seul le socialisme peut donner à tous la possibilité d'une véritable vie.

Qu'il y ait une opinion socialiste grandissante à Ceylan est apparu depuis quelque temps. Il ne sera donc pas surprenant que ces éléments se soient maintenant regroupés dans le Lanka Sama Samaja Party.

L'objectif principal du LSSP est l'établissement d'une société socialiste à Ceylan. La base économique essentielle d'une telle société est une production, une distribution, des échanges de biens socialisés. C'est seulement par la socialisation que les besoins du peuple peuvent être satisfaits.

La lutte pour la socialisation fera inévitablement apparaître à la surface la réalité de la domination étrangère. Le combat pour les droits du peuple implique une lutte contre le pouvoir dominant. Le pouvoir dominant dans notre système social est aux mains de la classe capitaliste dont le secteur prédominant est constitué par les exploiters britanniques.

Derrière les capitalistes britanniques se dressent les forces de l'impérialisme britannique. La plus grande barrière à l'établissement du socialisme à Ceylan est donc l'existence du règne de l'impérialisme. En conséquence, pour nous, l'assaut contre le capitalisme nécessite l'assaut contre l'impérialisme par la lutte pour la totale indépendance nationale.

Les seuls éléments dans notre société qui peuvent de tout cœur et effectivement mener le combat contre l'impérialisme sont les masses laborieuses. Elles ne peuvent s'émanciper sans émanciper toute la société des tyrannies, superstitions et préjugés de classe, de race, de caste, de croyance et de sexe qui maintient notre société dans la division et la servitude.

Ainsi le besoin de l'heure pour notre pays est-il pour le front commun de tous les éléments qui luttent pour l'émancipation, avec le front de lutte du socialisme qui est seul à pouvoir conduire la société à la victoire. La victoire du socialisme signifie la suprématie politique des masses laborieuses et donc l'abolition de toute forme d'exploitation par l'usage constitutionnel du nouveau pouvoir d'Etat.

Ce sera le rôle du LSSP de préparer les masses laborieuses à l'exercice du pouvoir et à la conscience de leur mission historique qui leur sont déjà données, avec la possibilité et le pouvoir, par les conditions économiques de leur existence même.

L'objectif fondamental du LSSP est l'établissement d'une société socialiste. Cela signifie nécessairement :

- ◆ La socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange des biens.
- ◆ L'obtention de l'indépendance nationale.
- ◆ L'abolition des inégalités économiques et politiques et de l'oppression qui naît des différences de classe, de race, de caste, de croyance et de sexe.

Au nom des masses travailleuses, le LSSP formule les revendications immédiates suivantes :

- Abolition de l'exploitation domestique ou industrielle du travail des enfants.
- Gratuité des livres de classe pour les enfants à l'école primaire.
- Repas et lait gratuit pour les enfants à l'école primaire.
- Terrains de pâturage gratuits dans tous les districts ruraux.
- Fourniture aux cultivateurs de semence de paddy sans intérêt.
- Abolition définitive des droits d'irrigation.
- Abolition de l'assignabilité des coupons de thé et de caoutchouc.
- Abolition des lois forestières sur le débroussaillage et le transport du bois.
- Etablissement d'une assurance contre le chômage pour tous les ouvriers.
- Fourniture de travail ou de secours pour tous ceux qui sont dans le besoin.
- Etablissement d'un minimum vital pour que tous les ouvriers aient un niveau de vie décent.
- Etablissement de la journée de 8 heures pour tous les travailleurs.
- Abolition de l'enregistrement obligatoire des syndicats.
- Législation sur les usines pour assurer des conditions de travail décentes.
- Introduction d'une loi sur la réduction des loyers.
- Nettoyage des taudis et plan de construction de logements meilleurs et moins chers pour les ouvriers.
- Usage des langues vernaculaires dans les tribunaux de base, à l'entrée et dans les déclarations aux postes de police, extension de cet usage aux départements ministériels.
- Introduction d'un plan d'assurance nationale de santé, pour la maladie, pour la vieillesse, pour la maternité.
- Augmentation de l'impôt sur le revenu pour les revenus élevés.
- Réimposition, des droits sur les domaines de 125 000 Rs et plus.
- Abolition de la Préférence impériale et des Quotas japonais redoublés.
- Abolition progressive de tous les impôts indirects.

Leslie Goonewardene

La IIIe Internationale condamnée ! (Mars 1940)

« Du fait de l'échec de la IIIe Internationale à se laisser guider par les besoins de la classe ouvrière révolutionnaire internationale, le Lanka Sama Samaja Party, tout en réaffirmant son soutien à l'Union soviétique et sa solidarité avec elle, premier Etat ouvrier, déclare qu'elle n'a plus confiance dans la IIIe Internationale ».

Cette résolution a été récemment adoptée par le Comité exécutif du Lanka Sama Samaja Party par 29 voix contre 5. Comme les raisons de l'adoption de cette résolution sont d'un intérêt vital pour tous les révolutionnaires conscients, elles méritent d'être récapitulées.

Les partis communistes soutiennent la guerre

La guerre impérialiste actuelle a commencé le 3 septembre 1939. Le Lanka Sama Samaja Party a reconnu depuis le début qu'il s'agissait d'une guerre impérialiste et a expliqué ouvertement sa signification dans sa presse. Qu'est-il arrivé en Angleterre ? Comme on pouvait s'y attendre, le Labour Party réformiste, jouant son rôle habituel de serviteur loyal de l'impérialisme, a soutenu la guerre. Mais on était en droit d'attendre au moins que le Parti communiste qui prétend suivre la voie révolutionnaire du léninisme s'opposerait à la guerre et donnerait à la classe ouvrière britannique une courageuse direction révolutionnaire. Mais hélas le Parti communiste

de ce pays a sans vergogne soutenu la guerre, déclarant qu'il ne s'agissait pas d'une guerre impérialiste mais d'une guerre contre le fascisme. Le dirigeant de ce parti, Harry Pollitt, a même publié une brochure intitulée *Comment Gagner la Guerre*. Pendant un mois et quatre jours, le Parti communiste britannique a suivi cette politique honteuse. Il est vrai qu'il a ensuite changé sa politique et s'est opposé à la guerre. Mais la question reste et attend réponse : **comment en sont-ils venus à soutenir la guerre pendant un mois.**

Le Parti communiste français a de la même manière soutenu aussi la guerre presque aussi longtemps. De nouveau, comment l'expliquer ?

Les PC français et britannique sont des sections de la IIIe Internationale fondée sous la direction de Lénine parce que la vieille IIe Internationale avait trahi la classe ouvrière en 1914-1918. En outre, après la Révolution russe, c'est pour la même raison que, sur les conseils de Lénine, le parti bolchevique a changé son nom de « socialiste » en « communiste ». Puisque tous les partis européens hors de la Russie apparaissant sous le nom de « socialistes » avaient soutenu la guerre, Lénine pensa que le mot « socialiste » lui-même avait été sali en conséquence. C'est pourquoi les partis communistes d'aujourd'hui en sont venus à s'appeler « communistes ». Mais deux importants partis portant le nom de communistes ont soutenu la guerre et déshonoré le nom qu'ils portent

Comment l'expliquer ? Tout le monde commet des erreurs. Mais pour une erreur aussi sérieuse que celle-là, il doit sûrement y avoir une cause profonde. Une bourde colossale de cette nature ne peut pas résulter d'une simple déviation temporaire. Les partis communistes de ces pays doivent nécessairement avoir pendant pas mal de temps suivi une politique erronée, pour avoir pu commettre une violation aussi flagrante des principes révolutionnaires internationaux.

Si nous voulons expliquer cette énigme inexplicable de partis communistes soutenant une guerre impérialiste, il nous faut revenir en arrière sur les événements internationaux.

Hitler menace l'Union soviétique

En 1933, Hitler est venu au pouvoir en Allemagne. Conformément à ses premières déclarations, il menaçait d'attaquer l'Union soviétique. Le gouvernement

soviétique répliqua avec le pacte franco-soviétique de 1935. Selon ce pacte, les deux parties promettaient de se venir en aide mutuellement en cas d'agression allemande. Il n'est nul besoin de dire que le gouvernement de droite en France conclut ce pacte à cette époque non par amour de l'Union soviétique, mais par crainte de l'invasion allemande dont il avait peur.

Le résultat de ce pacte fut que toute action anti-soviétique à laquelle Hitler pouvait avoir pensé était mise en échec pour le moment. Mais Hitler ne mit pas un terme à ses menaces contre l'Union soviétique ; il commença à conspirer avec l'Italie et le Japon pour les entraîner contre l'Union soviétique. En 1936, l'Axe Rome-Berlin, fut formé et, peu après, le Pacte anti-Komintern, Allemagne, Japon et Italie, commença son existence.

D'un autre côté, l'Union soviétique commença à sentir que le pacte franco-soviétique ne constituait pas une garantie suffisante pour sa propre sécurité. Il est vrai que la France, paniquée après la montée d'Hitler au pouvoir, conclut en 1935 un accord avec l'Union soviétique, mais il était clair que la France ne voulait pas être entraînée dans une guerre sans le soutien militaire de la Grande-Bretagne. La bourgeoisie conservatrice britannique, de son côté, voulait détourner l'Allemagne vers l'Est et suivait une politique consistante visant à séparer la France de son alliée soviétique. La Russie courait le danger d'être isolée. Le gouvernement soviétique consacra donc tous ses efforts à assurer un pacte entre l'Angleterre, la France et l'Union soviétique contre l'Allemagne. L'accord de Munich de septembre 1938 marqua le point culminant de la tentative britannique d'isoler la Russie et fit redoubler les efforts de l'Union soviétique pour assurer un pacte anglo-franco-russe.

Certains pourraient dire que l'Union soviétique, étant un Etat ouvrier, ne devrait pas compromettre sa position en s'alliant à des pays capitalistes. C'est faux. L'Union soviétique, qui est entourée d'ennemis capitalistes, a le droit de se défendre et de se protéger en formant de telles alliances, exploitant ainsi les divisions et conflits dans le monde capitaliste. C'est pourquoi on ne peut pas blâmer l'Union soviétique pour ses tentatives de s'allier à l'Angleterre et à la France.

Mais ce qui est faux, c'est que la politique de la IIIe Internationale soit subordonnée à la politique étrangère de l'Union soviétique.

Le changement de politique de l'Internationale communiste

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le VIIe congrès de la IIIe Internationale s'est réuni en août 1935, après un intervalle de sept ans. C'est à ce congrès que la tactique du Front populaire a été mise en avant. L'objectif était de battre le fascisme non par le front uni de la classe ouvrière mais par un front pluri-classiste ou front populaire comprenant des secteurs capitalistes opposés au fascisme. Le résultat de cette politique a été la dérivation et l'affaiblissement de la lutte de classes du prolétariat, mais ce ne fut pas l'unique effet de la désastreuse politique de Front populaire suivie par les partis communistes.

En 1937, l'idée du Front populaire fut étendue au plan international. Les PC ont dit aux travailleurs d'Angleterre et de France que leurs ennemis étaient non seulement les fascistes de leur propre pays, mais aussi Hitler. Ils ont appelé leurs gouvernements à conclure un traité avec l'Union soviétique contre Hitler. En 1938 et 1939, le cœur de l'agitation des PC d'Angleterre et de France avait au centre la revendication d'une alliance anglo-franco-soviétique contre Hitler.

En mars 1939, non en résultat de cette agitation, mais pour ses propres objectifs impérialistes, la Grande-Bretagne a commencé à négocier une alliance avec l'Union soviétique. L'enthousiasme des populo-frontistes ne connut plus de bornes. Dans l'attente de l'alliance de « paix » entre Anglais, Français et Soviétiques, le PC britannique commença ouvertement à aider la Grande-Bretagne en guerre. Il en fut de même pour le PCF.

Si le pacte anglo-franco-soviétique s'était matérialisé ?

Etait-on là fidèles aux principes du socialisme international ? Supposons un moment que la guerre actuelle était une guerre avec la France, l'Angleterre et l'Union soviétique d'un côté et l'Allemagne de l'autre. Quel serait le devoir des ouvriers britanniques ou d'un peuple colonial comme nous ? De soutenir la guerre parce que la Russie est du côté de la Grande-Bretagne ou de **s'y opposer pour faire la révolution ?**

Il est vrai que s'opposer à une telle guerre et faire une révolution en Grande-Bretagne pourrait apparaître constituer un désavantage militaire pour l'Union soviétique. Mais ce ne serait, si cela était, que temporaire. Car un gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne serait le meilleur allié possible de l'Union soviétique. La meilleure voie par laquelle la classe ouvrière britannique pourrait contribuer à la défense de l'Union soviétique serait de faire sa révolution et d'établir un gouvernement ouvrier.

Par ailleurs les impérialistes, dans une telle guerre, ne pourraient pas aider l'Union soviétique mais travailler à leurs propres objectifs impérialistes. Soutenir la guerre serait donc trahir la classe ouvrière britannique. Mais, sur les instructions de la IIIe Internationale, c'est précisément cette trahison que les PC d'Angleterre et de France préparaient. S'attendant à être du même côté que la France et l'Angleterre dans la guerre qui venait, le gouvernement soviétique, par la IIIe Internationale, a prescrit aux PC d'Angleterre et de France de soutenir la guerre. Le PC français a même soutenu la conscription ¹. Son dirigeant Thorez s'est engagé dans l'armée impérialiste française avec la pleine approbation de la presse du PCF ².

On pourrait dire que ni la IIIe Internationale ni les PC de Grande-Bretagne et de France n'ont planifié une telle trahison. Mais qu'il y ait eu une telle préparation à la trahison est prouvé par le vote du PCF pour la conscription et le soutien de la guerre pendant plusieurs semaines, et celui du CPGB pendant plus d'un mois.

Comment la IIIe Internationale a égaré les partis communistes

Les partis communistes, plaçant leur confiance dans la IIIe Internationale et son leader Staline, se sont préparés à une guerre contre Hitler de la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique. Mais, sans le moindre avertissement à ceux qui le soutenaient, Staline a fait une volte-face complète le 20 août 1939 ³. Il a conclu un pacte de non-agression avec l'Allemagne.

1. Bien entendu, le service militaire, que l'auteur appelle "conscription" à l'anglaise existait déjà en France et c'est à la mobilisation générale qu'il fait ici allusion. (note *CLT*)

2. **Maurice Thorez** (1900-1964) ne s'est pas "engagé"; il a seulement été mobilisé avec sa classe d'âge et a répondu à sa convocation sous les drapeaux, dans le cadre de la mobilisation générale. (note *CLT*)

3. Le pacte germano-soviétique a été signé en fait le 23 août 1939. (note *RH*)

Le 3 septembre, la guerre a commencé contre Hitler, mais sans l'Union soviétique. Les PC d'Angleterre et de France, assommés par le pacte germano-russe, comme un éclair dans le bleu, continuèrent loyalement à appliquer les instructions anciennes. C'est la raison pour laquelle les PC d'Angleterre et de France ont continué pendant un temps leur soutien de la guerre !

Mais ils ont, semble-t-il, reçu en temps voulu de nouvelles instructions de l'Internationale communiste qui, ne voyant pas d'intérêt à ce que les PC d'Angleterre et de France soutiennent la guerre, leur envoya de nouvelles instructions pour qu'ils s'y opposent. C'est pourquoi les partis communistes qui soutenaient la guerre s'y opposèrent tout d'un coup. Le parti communiste d'Angleterre qui, pendant un mois, avait proclamé sur tous les toits qu'il s'agissait d'une guerre contre le fascisme, découvrit tout d'un coup qu'il s'agissait d'une guerre impérialiste ! En dehors des directives de la IIIe Internationale, les partis communistes d'Angleterre et de France n'avaient pas de raisons de changer de point de vue sur la guerre. On voit ainsi que, la même année, ils soutinrent puis combattirent la même guerre pour une seule et même raison — ils suivaient servilement la IIIe Internationale.

Les effets désastreux de cette politique

Une politique de cette nature ne peut être que suicidaire pour le mouvement ouvrier international. La confusion et la méfiance qui en résultent quand un parti communiste demande un jour aux ouvriers de soutenir la guerre et le lendemain de la combattre peut s'imaginer facilement. Mais un résultat encore plus désastreux a été que cette politique a discrédité les partis communistes. Pendant des deux dernières années le Parti communiste avait attaqué Neville Chamberlain ¹. Pourquoi ? Parce qu'il refusait de conclure un pacte avec l'Union soviétique et contre l'Allemagne. On accusait Chamberlain d'avoir aidé en secret Hitler à s'emparer de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. On exigeait que Chamberlain s'unisse aux gouvernements de France et de Russie pour mettre un point final aux conquêtes rapaces d'Hitler.

Et que voient aujourd'hui les ouvriers britanniques ? Chamberlain est entré dans la guerre contre Hitler, mais sans l'aide de l'Union soviétique ! L'impérialisme

britannique doit en fait être reconnaissant au PC britannique d'avoir fait sa propagande de guerre beaucoup plus efficacement qu'il ne pouvait lui-même le faire. Le PC britannique comme le PC français ont, par leur politique désastreuse, aidé les impérialistes à duper les ouvriers et les entraîner dans la guerre.

Subordination du mouvement révolutionnaire à la politique extérieure soviétique

La raison de ces politiques identiquement fausses des partis communistes britannique et français découle du fait qu'ils sont membres de la IIIe Internationale. La IIIe Internationale est l'organisation centrale des partis communistes du monde.

En conséquence les différents pays communistes du monde sont des sections de la Comintern, dont le quartier général est à Moscou ; la Comintern aide financièrement ses différentes sections et comme le PC russe est plus grand et plus influent que tous les autres partis communistes du monde réunis, on voit facilement comment le parti russe joue un rôle prépondérant dans l'Internationale.

La politique de la IIIe Internationale est déterminée par le parti communiste de l'Union soviétique. Il devrait être clair maintenant à quel point la politique de l'Internationale communiste est subordonnée à la politique extérieure de l'Union soviétique.

C'est pourquoi, quand l'Union soviétique espérait obtenir une alliance avec l'Angleterre et la France, on prescrivait aux PC de ces pays de faire de la propagande en sa faveur.

En conséquence, quand la politique extérieure russe changea et que le pacte germano-russe fut signé, ces mêmes partis se virent assigner la mission de s'opposer à la guerre. On put ainsi voir que la politique de l'Internationale et des partis communistes qui lui sont affiliés est déterminée et modifiée non par les besoins des mouvements révolutionnaires dans ces pays, mais conformément aux revendications immédiates de la politique extérieure soviétique.

1. **Neville Chamberlain** (1869-1940), industriel et politicien conservateur, chef du gouvernement britannique de mai 1937 à mai 1940. (note *CLT*)

C'est là un état de choses très dangereux. Si les ouvriers doivent l'emporter quelque part, le mouvement révolutionnaire prolétarien d'un pays particulier devrait être dirigé vers la victoire de la révolution dans ce pays. Nous sommes cependant forcés de conclure que la direction du mouvement prolétarien international par l'Internationale communiste est un danger pour la cause de la Révolution et du Socialisme mondial.

La Révolution mondiale, loin d'être une difficulté pour l'Union soviétique, est un passage vers la victoire définitive du socialisme en Union soviétique même. Ce but sera atteint quand l'Union soviétique sera entourée non par des pays capitalistes hostiles mais par des gouvernements ouvriers amis. Le plus grand service que les ouvriers de tous pays peuvent rendre dans l'intérêt non seulement de la Révolution mondiale mais de la défense de l'Union soviétique elle-même est de faire leur propre révolution et d'établir une dictature du prolétariat. C'est pourquoi les révolutions ouvrières qui se produisent dans les pays capitalistes du monde doivent nécessairement constituer une aide considérable pour la cause du Socialisme en Union soviétique.

S'il en est ainsi, est-ce que les dirigeants de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste ne devraient pas, ne serait-ce que dans leur propre intérêt, être guidés par les principes de la révolution internationale ? Pourquoi Staline et ses partisans devaient-ils se laisser guider par la politique à courte vue des succès temporaires de la politique extérieure de l'Union soviétique et trahir ainsi le mouvement révolutionnaire international ? Il existe aussi à cela une raison.

Pourquoi a-t-on perdu la foi dans la révolution mondiale ?

En 1917, les ouvriers de Russie ont fait leur révolution socialiste après avoir enduré des souffrances inouïes pendant la guerre. A cette époque, Lénine et tous les dirigeants bolcheviques attendaient la révolution dans d'autres pays, particulièrement l'Allemagne. Ils ne s'attendaient pas à ce que la révolution russe l'emporte sans une révolution prolétarienne dans d'autres pays. Lénine pensait à l'époque que le devoir de la classe ouvrière russe était plutôt de se maintenir au pouvoir en attendant que le prolétariat occidental vienne à son secours.

C'est cette politique qui fut menée. Jusqu'en 1921, l'Armée rouge dût combattre les armées interventionnistes du monde capitaliste. Plaçant ses espoirs dans la cause de la révolution internationale, la classe ouvrière russe se battit avec acharnement, malgré d'énormes difficultés et la famine généralisée de 1921. En fait, sans la solidarité de la classe ouvrière internationale, le jeune Etat ouvrier aurait sûrement péri. La classe ouvrière britannique menaça d'une grève générale, il y eut des mutineries dans la Flotte française et les gouvernements capitalistes lâchèrent l'un après l'autre leur guerre d'intervention contre l'Union soviétique.

Mais les succès longtemps attendus ne vinrent pas dans ces pays. Maintenant, la tâche énorme de construire le Socialisme en Russie revenait aux ouvriers russes, moins d'un dixième du total de la population adulte de Russie. Malgré les terribles circonstances, la classe ouvrière russe avait travaillé vaillamment pour accomplir cette tâche énorme. Mais ils ne croyaient plus autant à la révolution internationale, sans doute pour un temps. Si l'on considère tout ce qui s'était passé, ce n'est pas surprenant.

La classe ouvrière russe a aujourd'hui des dirigeants qui reflètent sous une forme caricaturale l'attitude des masses. La lassitude des masses russes après des années de lutte a fait qu'une partie de la direction du parti bolchevique sous Staline a pu se maintenir au pouvoir.

Cette nouvelle direction ne croit plus en la révolution internationale et met en avant le mot d'ordre non-marxiste de « socialisme dans un seul pays », faisant ainsi de la défense militaire de l'URSS son ultime ressource à laquelle elle est prête à subordonner et sacrifier tout le reste. C'est ainsi que des dirigeants comme Staline, qui ne croit pas en la révolution internationale, est parvenu à la direction en Union soviétique.

Mais le danger de cette situation réside en ce que la direction du mouvement communiste international soit entre les mains d'un groupe qui ne croit pas à la révolution.

Pourquoi il faut poser la question sans délai ?

Il ne reste qu'à expliquer pourquoi il est si important que cette question soit éclaircie sans délai. Certains pourraient penser que, dans l'intérêt de l'unité, il ne faudrait pas soulever cette question maintenant.

A cet égard il est intéressant de noter ce qu'écrivait Engels dans une lettre à Bebel datée du 20 juin 1873 sur ce sujet :

« On ne peut se permettre de se laisser égarer par le cri de l'“unité”. Ce qui ont ce mot le plus souvent sur les lèvres sont ceux qui provoquent le plus de discorde, exactement comme aujourd'hui les bakounistes du Jura en Suisse, qui ont provoqué toutes les scissions, ne clament pour rien plus fort que pour l'unité. Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des gens étroits d'esprit qui veulent tout brasser en des mélanges obscurs et, au moment où tout se repose, soulèvent les différences encore plus vigoureusement, car il faut que tout soit dans le même pot — en Allemagne, on en a un bel exemple avec ces gens qui prêchent la réconciliation entre ouvriers et petits bourgeois, ou encore ceux qui, inconsciemment ou non (comme Mülberger, par exemple) cherchent à altérer le mouvement. C'est pour cette raison que les pires sectaires, les pires querelleurs et les pires gredins crient parfois le plus fort en faveur de l'unité. Personne dans notre vie ne nous a valu plus d'ennuis et plus de disputes que les braillards pour l'unité »¹.

Lénine n'a jamais hésité à discuter et à clarifier complètement les questions, aussi sans importance qu'elles pouvaient apparaître. Il critiquait sans merci toutes les déviations de la voie révolutionnaire. Car il n'a jamais minimisé l'importance de la théorie révolutionnaire pour un parti révolutionnaire. Il n'a jamais hésité même à prendre en de telles circonstances le risque de scissions car il réalisait qu'au bout du compte le parti ne pourrait que se renforcer à travers son conflit interne.

Pour quelque temps avant l'éclatement de la dernière guerre, Karl Liebknecht et ses disciples révolutionnaires furent placés devant le problème de la scission du parti social-démocrate d'Allemagne et de la formation d'un parti révolutionnaire indépendant de lui. Guidé par des considérations d'unité, il refusa cette orientation. Ce fut l'une des principales raisons pour lesquelles, lors de son apparition à la fin de la guerre, la révolution allemande n'avait pas de direction et fut ainsi détruite.

La IIe Internationale a trahi la classe ouvrière dans la guerre de 1914-1918. Aujourd'hui, la IIIe Internationale, en subordonnant le mouvement révolutionnaire international à la politique extérieure de l'Union soviétique, commet une autre

1. K. Marx et F. Engels, *Selected Correspondence*, Moscou 1975, p. 266. **Mikhaïl Bakounine** (1814-1876) apportait aux anarchistes le soutien des horlogers du Jura. **Arthur Mülberger** (1847-1947) était un disciple de Proudhon. (note RH)

trahison. C'est notre devoir de le signaler. Et c'est une tâche qu'il faut accomplir aujourd'hui.

Car c'est maintenant qu'il nous faut discuter toutes les questions importantes qui vont apparaître dans les années critiques à venir. Nous, à Ceylan, nous avons encore la liberté légale de nous rencontrer et de clarifier tous ces problèmes. Demain, il peut ne pas en être ainsi. Il est donc de la plus extrême importance que toutes ces questions soient clarifiées aujourd'hui. Et le rôle de la IIIe Internationale est l'une des plus importantes de ces questions.

Les Départs

Brassamin, Julien dit **Bradier** (1923-1996)

Julien Brassamin était né le 18 juin 1923. Il est mort l'année dernière, nous l'apprenons seulement maintenant. Il rejoignit le POI sous l'occupation, travaillait à l'usine Morane et, lors de la fusion, constitua avec les anciens du CCI le fameux « rayon de Puteaux-Suresnes » du PCI où il fut l'un des lieutenants de Raoul et joua un rôle important à la Libération.

Métallo, il devint contremaître puis technicien. Sous le nom de Bradier, il fut membre du Comité central, puis, hostile à la centralisation excessive, quitta le PCI entre deux scissions. Atteint d'un cancer incurable, il s'est donné la mort. Nous associons sa mémoire ici à celle de deux autres anciens du rayon de Puteaux-Suresnes, les frères Ducimetière (cf. ci-dessous).

Castoriadis, Cornelius dit **Barjot**, dit **Pierre Chaulieu**, **Paul Cardan**, **Jean-Marc Coudray**, **Jean Delvaux** (1922-1997)

Cornelius Castoriadis était né à Constantinople, de parents grecs, en 1922. Il est mort à Paris le 26 décembre 1997. Il fit des études de droit et d'économie politique, tout en se consacrant passionnément à la philosophie (il assurait que c'est à la lecture d'Emmanuel Kant qu'il avait perdu ses cheveux). Il vint très jeune encore avec ses parents à Athènes. Vers la fin de la guerre, il rejoignit le PC grec puis l'une des organisations trotskystes de ce pays, l'Union communiste internationaliste qu'animait Spiros Priftis, dit A. Stinas, et qui s'était tenue à l'écart des organisations de résistance armée contrôlées par les staliniens, ce qui lui permit peut-être de recevoir des coups relativement moins durs de leur part.

Dès le début de 1945, il s'est convaincu par le spectacle de la politique stalinienne en Grèce et dans le monde et par la réflexion, que l'action de son groupe est incompatible avec la théorie trotskyste selon laquelle l'URSS serait un « Etat ouvrier dégénéré ».

Il fut particulièrement impressionné par le massacre des trotskystes opéré à la fin de la guerre par la police spéciale du PCG, et écrivit des événements de décembre 1945, que la politique du PCG, téléguidée par Moscou, loin de vouloir assurer en Grèce la victoire de l'impérialisme, avait pour objectif la construction d'une « nouvelle société d'exploitation », inexplicable par les schémas trotskystes et même marxistes.

Stinas signale dans ses *Mémoires* que Castoriadis, arrêté par hasard en décembre 1945, fut libéré parce qu'il ne fut pas identifié, alors qu'il figurait sur la liste des suspects. A cette époque, il ne croit plus à la possibilité d'une révolution dans un avenir proche et pense qu'elle ne sera menée à bien que par une nouvelle génération. Il émigre en France avec l'accord des camarades de son groupe et adhère au début de 1946 à la section française de la IVe Internationale, le PCI (Parti communiste internationaliste) qui résulte de l'unification de 1944. Quelques mois plus tard, en juillet 1946, son organisation grecque, l'UCI, de Stinas, est partie prenante dans la réunification des groupes grecs qui constitue le PCI, section grecque de la IVe Internationale.

Au PCI, il rencontre presque immédiatement un responsable étudiant, Montal (Claude Lefort) qu'il influence très vite. Ils fondent ensemble en août 1946 une tendance à l'intérieur de ce dernier parti, un peu avant que son groupe en Grèce décide de rompre avec la IVe Internationale, au printemps, et avec la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré à l'automne 1947. Leader d'une tendance, il est délégué par le PCI au 2e congrès de la IVe Internationale en avril 1948 (on trouvera le texte des résolutions qu'il a présentées, le plus souvent avec l'américaine Bergson (Grace Lee), dans le deuxième tome de l'ouvrage de Rodolphe Prager consacré aux congrès de la IVe Internationale).

Nous arrêterons ici notre récit de la biographie « trotskyste » de Cornelius Castoriadis. Le lecteur intéressé trouvera l'histoire de son « opposition dans le

PCI », de la création de la revue puis de la fondation du groupe qui porte le même nom de *Socialisme ou Barbarie* (familièrement *SouB*) dans le livre récent de Philippe Gotteaux, « *Socialisme ou Barbarie* », Payot, Lausanne.

Devenu, après 1968, un grand intellectuel reconnu, il n'était plus comme il l'avait été longtemps expert à l'OCDE mais directeur d'études à l'EHSS et psychanalyste et était resté, disait-il, « d'abord et avant tout un révolutionnaire ». Il avait tenu il y a deux ans, à donner aux *Cahiers Léon Trotsky*, un article de souvenirs sur Raoul qui marquait sa fidélité personnelle. On le regrette.

Ducimetière, Fernand devenu **Ducy** (1918-1996)

Ouvrier parisien, métallo, il adhéra très jeune au CCI et milita dans une usine du Nord de la région parisienne, participant à la création du fameux rayon de Puteaux-Suresnes, le « bastion prolétarien » des trotskystes français, longtemps appelé le « rayon de Vyborg » du PCI. Il fut envoyé en Allemagne par la direction clandestine du CCI pour y poursuivre le travail politique parmi les ouvriers français et rejoignit à son retour le PCI, qui venait de naître de la fusion. Il resta lié à Raoul après avoir rompu avec le PCI au début des années 60.

Ducimetière, René dit **Robert**, devenu **Ducy** (1913-1989)

Métallo parisien, beau-frère de Julien Brassamin, ce métallo, qui travaillait chez Blériot, fut l'un des créateurs du rayon de Puteaux-Suresnes, associé tout au long de la guerre à son action militante avec Raoul. Il fonda à la Libération un groupe d'action armée d'ouvriers de Blériot, dans le cadre du groupe Achille, et milita notamment avec Henri Van Hulst, tué au combat, et Max Clemenceau, fauché pour des années par la tuberculose. Il est mort d'un cancer après une très longue agonie.

Eggenschwiller, Pierre dit **Eggers, Ducos, Pierrot Régnier** (1918-1997)

Pierre Eggenschwiller est mort à Colombes le 15 novembre 1997. Il y était né le 13 février 1918. Fils d'un artisan mécanicien proche de la SFIO, devenu lui-même tourneur sur métaux, il adhéra aux JC en octobre 1932 et fut leur secrétaire en 1932 à Colombes où il était aussi secrétaire du comité contre le fascisme et la guerre Exclu pour son opposition à l'abandon de la ligne anti-militariste en septembre 1935, il rejoignit une semaine plus tard le groupe de Colombes des Jeunesses socialistes qui continuaient la « lutte anti ».

En 1935, quand les JS devinrent Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR), il devint membre de leur comité national. En 1938, il rejoignit la JSOP, milita dans la fraction qui éditait *La Voie de Lénine*. Il fut l'un des acteurs de la grève de Chenard et Walker à Gennevilliers en 1942, en pleine occupation, puis, ayant repris contact avec le POI en 1943-44, participa en août 1944 à l'occupation d'Hispano-Suiza à Bois-Colombes.

Membre du PCI en 1946, il le quitta pour la Nouvelle Gauche (1955), puis l'UGS. Responsable CGT à Hispano, il fut secrétaire de secteur de 1956 à 1966, puis secrétaire de la section de Colombes du PSU, secrétaire de la Fédération des Hauts de-Seine. Membre du CN du PSU en 1971, il resta au bureau politique de 1974 à 1981 et se retira alors pour raisons de santé.

Lanneret, Pierre dit **Camille, Ernst Rayner** (1921-1994)

Né à Auxerre, en novembre 1921, Pierre Lanneret est mort à San Francisco le 17 mai 1994. Ses camarades ne nous en ont pas informés et c'est notre ami Pierre Broué qui a « découvert » sa disparition à son dernier séjour à San Francisco. Ses dernières nouvelles n'étaient pas bonnes et nous redoutions cette fin. Il nous semble que ses proches camarades de France, qui savaient que nous avions publié une

étude de lui, dans notre n°39, auraient pu nous prévenir, d'autant qu'ils avaient lu cette étude et même critiqué la traduction que nous en avions faite à sa demande et avec son accord. Nous regrettons qu'ils ne nous aient même pas informés qu'ils l'utilisaient. Pierre n'aurait pas agi ainsi. Autres temps, autres mœurs ? Le sectarisme est éternel. Merci à eux néanmoins d'avoir publié son étude aux éditions Acratie, très discrètement diffusée puisqu'elle nous atteint en 1997 parce que nous avons voulu avoir confirmation de sa mort.

Pierre était d'une famille pauvre, avec un père invalide de guerre qui s'est suicidé et une mère femme de ménage. Il était, très jeune, violemment anticlérical. Quittant l'école à 14 ans, il apprend le métier qui sera le sien toute sa vie : typographe. A partir de 1935, il milite dans les rangs des JSR qui se fondent ensuite dans le POI. Il semble s'en être détaché en 1939. Requis par le STO, il est en Allemagne en 1942, comme OS, prend contact au cours d'une permission avec un groupe qui s'intitule « révolutionnaire prolétarien » et reste en France. Le GRP l'envoie « en fraction » dans les JS, il chemine à travers plusieurs groupuscules de ceux que les trotskystes appellent ultra-gauches, pour aboutir en 1950 au *groupe Socialisme ou Barbarie*. Nous ignorons pour quelle raison sa biographie ne mentionne pas son camadade Giblin, membre du PCI et militant de la CGT à Auxerre, dont il affirmait qu'il avait été assassiné à la Libération par les staliniens, un problème qui lui tenait à cœur.

Il émigre au Canada en 1950, puis gagne, sept ans après, les Etats-Unis, où il s'établit à San Francisco, rejoint le groupe *International Socialism* et milite au syndicat des typos de l'AFL-CIO, participant à toutes les actions d'aide aux ouvriers agricoles qu'organisait alors César Chavez. D'après ses conversations avec Pierre Broué, il semble bien que sa dernière passion, son dernier coup de foudre politique, ait été pour le Nicaragua et le mouvement sandiniste, mais il fut rapidement déçu. Ce militant dans l'âme, qui ne trouva jamais un point d'ancrage, était d'un commerce agréable, savait beaucoup de choses et expliquait tout, avec humour, une qualité dont il ne manquait pas. Il a laissé un vide.

Rousset, David, dit Georges, Georget, Leblanc (1912-1997)

David Rousset était né à Roanne le 18 janvier 1912. Il est mort à Paris le 13 décembre 1997. Fils d'un pasteur protestant, étudiant à Paris en 1930, il adhère aux Etudiants socialistes puis à la SFIO. C'est en 1931 ou 1932 qu'il rencontre les militants de la Ligue communiste qui le gagnent et lui demandent de demeurer, au compte de la Ligue, en fraction dans la SFIO. Il anime alors les JS du 17^e. En 1933, il est élu membre de la commission exécutive des JS de la Seine. Il rencontre Trotsky au début de 1934, soutient la politique de l'« *entrisme* » dans la SFIO et devint un des dirigeants des JSR formées en 1935 à la suite de l'exclusion de la Fédération des Jeunesses socialistes de la Seine. En 1935, du POI formé à la suite de la réunification, il fait une tournée qui le mène à Lyon en juillet, Marseille en août et finalement, en septembre, au Maroc, où il rencontre les dirigeants nationalistes marocains pour les convaincre de chercher un terrain d'entente avec les révolutionnaires et démocrates espagnols pour abattre l'ennemi commun franquiste, une entreprise condamnée évidemment par la politique de Front populaire des partis ouvriers en France comme en Espagne.

En 1940, ayant échappé aux arrestations, il monte un service de renseignements et, dans le cadre du POI en voie de reconstitution, un *Bulletin industriel et commercial*. Il entre en négociations, au nom du POI, avec le Conseil national de la Résistance (CNR) par l'intermédiaire du militant grec Vitsoris. Il est l'un des organisateurs du travail en direction des soldats allemands, est arrêté en octobre 1943 et, après de sévères interrogatoires, est déporté à Buchenwald. Il réussit à survivre en dissimulant à ses camarades de détention son appartenance trotskyste et constate la valeur et le courage de nombre de militants du PC allemand. Revenu en 1945, il rejoint aussitôt le PCI et se distingue bientôt en déposant sous le nom de **Leblanc**, des « thèses » qui se prononcent pour le retour des trotskystes au sein du mouvement contrôlé par Staline.

Pourtant il ne quittera le PCI, où il est resté isolé sur ses positions, collaborant toutefois avec *La Revue Internationale* de Sartre et Naville, qu'avec son aile droite (Parisot, Demazière), pour fonder en 1947 un Rassemblement démocratique

révolutionnaire (RDR) avec d'anciens trotskystes et Jean-Paul Sartre. Il publie en 1946 *L'Univers concentrationnaire*, et en 1947 *Les Jours de notre Mort* qui lui vaut le Prix Goncourt.

David Rousset accède alors à la notoriété et quitte le monde des militants ouvriers pour s'intégrer à celui de la littérature politique. Il publie en novembre 1949 un appel à ses camarades déportés pour la lutte contre l'institution concentrationnaire en URSS, anime la Commission internationale contre le régime concentrationnaire, aidée matériellement par les syndicats américains, qui révèle l'essentiel de ce qu'il est possible de savoir alors sur cette question, ce qui lui vaut des tombereaux d'injures de la part des staliniens. Il est quelque temps grand reporter au *Figaro*. Séduit par la politique algérienne de de Gaulle, devenu gaulliste de gauche, il est élu en juin 1968 député de l'Isère, mais quitte l'UDR avec fracas après s'être défini comme « *un de ces fous qui veulent changer le monde* ». Il est resté fidèle jusqu'au bout à la mémoire de Trotsky. Nous saluons sa famille, particulièrement son fils Pierre.

Soliman, Loutfallah (1919-1995)

Nous avons laissé passer sans la mentionner la mort, le 18 décembre 1995, de celui qui fut sans doute l'un des premiers trotskystes égyptiens, Loutfallah Soliman. La nécrologie que lui a consacrée l'historien Mohamed Harbi dans *Jeune Afrique* ne mentionne pas son appartenance politique et se contente de signaler que, de « convictions trotskystes », il était dans les années 50, « critique » à l'égard du trotskysme. Il avait pourtant signé avec Anwar Kamel le Manifeste programmatique des trotskystes égyptiens en 1952. Ecrivain qui se définissait comme « surréaliste social », il était venu au trotskysme en 1939 par le *Manifeste* écrit par Trotsky et signé par André Breton et Diego Rivera pour « un Art indépendant ». Il était l'un des piliers du groupe « Art et Liberté ».

La petite organisation à laquelle il appartient pendant et après la guerre de 1939-1945 avec Anwar Kamel (1919-1973), Georges Henein (1918-1973), Ramsès

Younan (1913-1966), connu des périodes de clandestinité précaire et difficile et de semi-clandestinité active et non moins précaire. Appelée d'abord « groupe » communiste révolutionnaire, elle se transforma plus tard en « parti » communiste révolutionnaire. Loutfallah Soliman fut arrêté et emprisonné à plusieurs reprises, particulièrement en 1959 et, à sa libération, refusa les propositions de Nasser. L'organisation, elle, ne survécut pas aux coups de la répression.

Libraire au Caire — une librairie qui était un centre de pensée — il fonda en 1956 une maison d'édition qui publia des ouvrages et des inédits marxistes, sur le « despotisme oriental » et la « société hydraulique », qui renouvelèrent la pensée marxiste en Egypte. Sur demande de Ben Bella, qu'il avait connu au Caire et sollicita Nasser pour lui, il fut autorisé à se rendre à Alger où il fut son conseiller pendant une année, mais se heurta à l'hostilité de l'*establishment* FLN qui cherchait plus à s'enrichir qu'à améliorer le sort des classes pauvres. Exilé en France, il connut une autre expérience amère avec un emploi très bref au Bureau de la Ligue arabe d'où il fut renvoyé par M'Hamed Yazid. Il a vécu à Paris les dernières années de sa vie. Il y est mort le 18 décembre 1995. Nous espérons pouvoir revenir plus longuement sur lui.

Weiss, Murry (1915-1981)

Nous avons publié dans notre dernier numéro une nécrologie de Myra Tanner Weiss et, du coup appris la mort de son mari Murry. Nous réparons cette lacune de notre mieux tout en nous excusant auprès de ses amis du Freedom Socialist Party pour notre demande d'aide si tardive.


Né dans une famille modeste, souvent livré à lui-même, Murry a été très tôt mobilisé par l'action politique avec la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti, qui fit de cet enfant un militant à l'âge de onze ans. Il rejoignit à quinze ans les Young Pioneers (Jeunes Pionniers), l'organisation communiste des enfants puis la Young Communist League, la JC. Il en fut exclu dès 1933 pour avoir soutenu la nécessité d'un front unique entre socialistes et communistes pour faire face au nazisme en Allemagne. A 18 ans, passager clandestin des trains de marchandises, « *hôte non agréé des compagnies de chemin de fer* », comme il aimait à dire, il partit à la découverte de son pays ravagé par la dépression et empoisonné par le racisme.

Après son exclusion, il rejoignit évidemment l'Opposition de gauche et, entré au PS avec les trotskystes, fut membre des YPSL (Jeunesses socialistes) à partir de 1937. Il fut élu à leur CN en 1938, année où il participa aussi, tout jeune encore à la fondation du Socialist Workers Party. Il devait y exercer des responsabilités pendant des décennies, d'abord à Youngstown, où il fut « *branch organizer* », puis comme dirigeant local à Los Angeles, San Francisco, New York enfin.

Il organisa avec Myra la lutte de masses contre les fascistes de Gerald K. Smith, puis contre McCarthy. Il contribua en 1939-40 à la défaite dans le parti de la tendance inspirée par Max Shachtman et James Burnham. A la même époque, il collabora avec James P. Cannon pour l'élaboration des *Thèses sur la Révolution américaine*. Membre du Comité national pendant 25 ans, il fut responsable de *The Militant* dans les années 1950. A la fin de cette période il entra en conflit avec Farrell Dobbs et Tom Kerry sur leurs méthodes de direction. Il reprochait aussi à la

direction du SWP de refuser la promotion réelle des femmes aux vrais postes de responsabilité, notamment de Myra, pour laquelle il avait une immense admiration.

En 1960, il eut une terrible attaque et dû réapprendre à parler, lire, marcher, penser, et finit par guérir totalement avec l'aide de Myra. Quand il revint au militantisme, il était loin du SWP, alors engagé dans un cours tout nouveau. En 1980, il vint à Paris participer en observateur au Comité International de la 4e Internationale. Mais il rechuta au retour et connut de nouveau une longue période d'hospitalisation. En 1979, il avait rejoint une formation qui avait rompu avec le SWP sur différentes questions, notamment la question « féminine », le *Freedom Socialist Party*, dont il devint le président et porte-drapeau. Il avait repris des études, était devenu un psychanalyste de grande réputation tout en animant le FSP. Il a laissé le souvenir d'un homme courageux, ouvert, plein d'humour et d'allant et d'un inlassable enthousiasme pour le combat militant, le coude-à-coude et la fraternité internationale des travailleurs des deux sexes et de toutes les générations.

par  Achevé d'imprimer,
avec les documents fournis,
en mars 1998
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal mars 1998

N° d'imprimeur : 9613

Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**